

Universität Kassel

Fachbereich 11

Ökologische Agrarwissenschaften

*De la désorganisation à l'organisation
apprenante en milieu rural :
Etude de cas d'induction et de diffusion
d'innovation au sein de petites organisations
paysannes au Buruli (Centre de l'Ouganda)*

Dissertation

Zur Erlangung des akademischen Grades
Eines Doktors der Agrarwissenschaften (Dr. Agr.)
Am Fachbereich Ökologische Agrarwissenschaften der Universität
Kassel

Vorgelegt von

Diomandé Fan Msc, Dipl-Agr

Disputationstermin: 09. Dezember 2014

***Von der „Chaosgruppe“ zur lernenden
Organisation: Fallstudien zur Induzierung und
Verbreitung von Innovation in ländlichen
Kleinorganisationen im Buruli
(Zentral-Uganda)***

1. Gutachter:

Prof. Dr. Werner Troßbach
Universität Kassel, Fachbereich Ökologische
Agrarwissenschaften, Fachgebiet Agrargeschichte

2. Gutachter:

Prof. em. Dr. Michael Fremerey
Universität Kassel, Fachbereich Ökologische
Agrarwissenschaften, Fachgebiet Soziologie ländlicher Räume

Selbstständigkeitserklärung

„Hiermit versichere ich, dass ich die vorliegende Dissertation selbstständig, ohne unerlaubte Hilfe Dritter angefertigt und andere als die in der Dissertation angegebenen Hilfsmittel nicht benutzt habe. Alle Stellen, die wörtlich oder sinngemäß aus veröffentlichten oder unveröffentlichten Schriften entnommen sind, habe ich als solche kenntlich gemacht. Dritte waren an der inhaltlich-materiellen Erstellung der Dissertation nicht beteiligt; insbesondere habe ich hierfür nicht die Hilfe eines Promotionsberaters in Anspruch genommen. Kein Teil dieser Arbeit ist in einem anderen Promotions- oder Habilitationsverfahrens verwendet worden.“

Affidavit

„I herewith give assurance that I completed this dissertation independently without prohibited assistance of third parties or aids other than those identified in this dissertation. All passages that are drawn from published or unpublished writings, either word -for-word or in paraphrase, have been clearly identified as such. Third parties were not involved in the drafting of the material contents of this dissertation; most specifically, I did not employ the assistance of a dissertation advisor. No part of this thesis has been used in another doctoral or tenure process.

Diomandé Fan

Kassel, 27. Juni 2014

Remerciements

Mon premier remerciement va tout d'abord à mon Directeur de thèse, le Prof. Dr. Michael Fremerey, pour son encadrement sans faille, sa disponibilité et ses conseils qui m'ont été indispensables pour la recherche et la rédaction de ce travail. J'exprime aussi ma gratitude au Prof. Dr. Thomas Bearth, qui m'a encadré au cours de cette recherche et qui a suivi de très près mon parcours académique. Il m'a aussi toujours accompagné par ses conseils scientifiques et son amitié chaleureux.

Je remercie également mon épouse et ma fille pour m'avoir soutenu moralement et sacrifié le temps libre familial pour rendre possible la réalisation de cette thèse.

Je suis reconnaissant à mon père (défunt) et ma mère à Benomba dans la préfecture de Biankouma en Côte d'Ivoire. Ce sont eux qui, au moment où l'école occidentale n'attirait presque personne au pays toura (mon peuple), ont vu avec leur regard de sagesse qu'elle serait source d'un savoir nouveau qui, combiné au savoir qu'ils m'avaient inculqué, m'ouvrirait de nouveaux horizons.

J'exprime ma reconnaissance à mon chef et ami de longue date Monsieur Lars Kirchner, qui n'a pas hésité à m'employer dans son entreprise, ce qui m'a permis aussi de financer en grande partie le temps de la rédaction de ce travail.

Mes derniers remerciements vont au peuple Baruli en général et particulièrement aux groupes Gawamukulya et Tambula Npola ainsi que tous les autres groupes de travail pour leur contribution active à cette recherche. Mon interprète Monsieur Fred Bugalalyo et sa famille font également l'objet d'une profonde reconnaissance de ma part.

Diomandé Fan

Kassel, le 27 juin 2014

Sommaire

Zusammenfassung	11
Summary	16
I Introduction générale	21
1 Impasses du développement rural en Afrique: l'exemple du Buruli	21
2 Contexte de la recherche	23
2.1 Population et zone de recherche	24
2.1.1 Désignation de la population	24
2.1.2 Mythe d'origine	25
2.1.3 Les Baruli à l'époque précoloniale, coloniale et postcoloniale	26
a) <i>L'époque précoloniale</i>	26
b) <i>L'époque coloniale</i>	30
c) <i>L'époque postcoloniale</i>	31
2.2 Cadre physique, économique et social de la recherche	34
2.2.1 Cadre physique	34
a) <i>La création du district de Nakasongola</i>	34
b) <i>Situation géographique</i>	35
c) <i>Relief</i>	35
d) <i>Végétation</i>	36
e) <i>Climat</i>	37

f)	<i>Démographie</i>	39
2.2.2	Organisation sociale	40
a)	<i>Le village</i>	40
b)	<i>Le clan</i>	41
c)	<i>La famille</i>	43
d)	<i>La religion</i>	44
2.2.3	Cadre économique	45
a)	<i>L'agriculture</i>	45
b)	<i>Les infrastructures de communication</i>	48
c)	<i>La santé</i>	52
d)	<i>L'éducation</i>	53
3	Le problème de la durabilité de l'innovation au Buruli	54
3.1	Quelques entraves à la durabilité	58
3.1.1	Les entraves liées aux méthodes de travail des organismes de développement	58
a)	<i>Présence superficielle et irrégulière en milieu rural</i>	58
b)	<i>Méconnaissances du quotidien des ruraux</i>	60
c)	<i>Eveil de fausses attentes chez les ruraux</i>	61
d)	<i>Méfiance entre les différents acteurs</i>	63
3.1.2	Les entraves liées à la société elle-même	64
a)	<i>Les „gourmands“ de la société</i>	64
b)	<i>La problématique du genre et ses effets sociaux</i>	64
c)	<i>La jalousie au sein de la communauté</i>	68
d)	<i>Les rumeurs injustifiées et persistantes</i>	69
e)	<i>Les différences économiques non négligeables</i>	71
f)	<i>L'épineuse question du foncier à l'échelle villageoise</i>	73
4	Présentation des deux groupes de travail	76
4.1	Gawamukulya du village d Runyu	76
4.2	Tambula Mpola du village de Djunda	77

4.3	Activités agricoles des groupes	79
II	La Recherche	81
1	But de la recherche	81
2	Hypothèse de départ	82
3	Méthode de recherche	83
3.1	La discussion de groupe	84
3.2	L'observation	87
3.2.1	Le participant observateur	87
3.2.2	L'observateur participant	88
3.3	Méthode d'encadrement des groupes : Prozessberatung - un encadrement à effets durables	90
3.4	La multidisciplinarité	96
3.5	La gestion des risques au niveau des groupes	98
4	Limite de la méthode	103
5	Plan de travail	104
III	Mise en place d'organisation apprenantes paysannes au Buruli	106
1	Qu'est-ce qu'une organisation apprenante?	106
2	Indicateurs de la mise en place d'une organisation apprenante	109
2.1	La communication orientée vers un but	109
2.1.1	Le processus de communication	110
a)	<i>La communication entre les membres du groupe</i>	114
b)	<i>La communication entre le chercheur et les membres du groupe</i>	116
c)	<i>La communication entre les membres des groupes et la</i>	

<i>population</i>	120
d) <i>La communication entre la population (les non-participants) et l'expert</i>	120
2.1.2 Quelques obstacles à la communication	124
a) <i>Les différences de compétence linguistique internes aux groupes</i>	124
b) <i>Le passage par la traduction: un piège à la communication en milieu rural</i>	126
2.1.3 Comment minimiser ces difficultés?	132
a) <i>L'apprentissage de la langue locale</i>	132
b) <i>L'alphabétisation</i>	133
2.2 La vision commune des groupes	135
2.3 L'aptitude à adapter l'innovation agricole aux changements économiques et environnementaux de son milieu (flexibilité)	139
2.4 La compétence à résoudre les conflits et à s'organiser	141
2.4.1 Les conflits internes	142
2.4.2 Les conflits externes	144
2.5 Le développement de stratégies d'apprentissage adaptées au contexte social du milieu	146
2.5.1 L'accès à l'information: un préalable à l'apprentissage en milieu rural	148
2.5.2 L'apprentissage dans les groupes de recherches	156
a) <i>Apprendre à apprendre: une base de l'autonomie du groupe</i>	156
b) <i>De nouvelles attitudes, valeurs et comportements acquis au cours du temps</i>	156
c) <i>L'apprentissage comme une priorité du groupe</i>	157

2.5.3	Mass média et agent de développement: sources complémentaires d'informations pour les groupes de travail	158
IV	Gawamukulya et Tambula Mpola comme organisations apprenantes au Buruli	162
1	Une participation active évidente	162
2	Une vulgarisation allant de soi	167
2.1	Marché régional	167
2.2	Marché villageois	168
2.3	Emplacement de la surface cultivée	169
2.4	Relations de parenté ou d'amitié	170
3	Des groupes devenus autonomes	172
3.1	Autonomie matérielle	173
3.2	Autonomie intellectuelle	175
3.2.1	La palette de ressources communicationnelles requises	178
3.2.2	Le contrôle de ces ressources par les acteurs concernés au premier plan	180
3.2.3	La gestion communicationnelle des objectifs et contenus du développement	180
4	Un atout traditionnel favorisant la mise en place d'organisations apprenantes au Buruli: le principe du partage	181
V	Conclusion	184
1	La maîtrise du risque	184
2	Vers une nouvelle politique de développement rural	184
3	«Desémotionaliser» le développement	186

4	Les ruraux: architectes et bâtisseurs de leur développement	186
5	Un partenariat avec les ruraux	188
	Bibliographie	192

ZUSAMMENFASSUNG

*Von der „Chaosgruppe“ zur lernenden Organisation.
Fallstudien zur Induzierung und Verbreitung von Innovation in ländlichen
Kleinorganisationen im Buruli (Zentral-Uganda).*

Die dieser Arbeit zugrunde liegende Forschung wurde in Uganda bei dem Volk der Baruli im Nakasongola Distrikt, Kalungi Subcounty (Zentral-Uganda), durchgeführt. Sie ist ein Beitrag zur Suche nach dem Weg zur Nachhaltigkeit landwirtschaftlicher Projekte in Afrika allgemein und in Buruli im Besonderen. Als Forschungsmethode wurden die Gruppendiskussion und die Beobachtung mit den beiden Varianten „teilnehmender Beobachter“ und „beobachtender Teilnehmer“ angewendet. Die Forschungszeit erstreckt sich über vier Jahre. Der Forscher lebte und wohnte in dem Gebiet selbst. Er konnte damit teilhaben am Alltag der Bevölkerung.

Die Baruli sind ein Volk in Zentral-Uganda, das noch um seine Identität kämpft, da es eine besondere koloniale Geschichte hat, die bis heute seine ökonomische Entwicklung beeinträchtigt. Sie erlebten zwei verschiedene Kolonialisierungen: die britische und diejenige durch das Königreich der Baganda weiter im Süden. Die zweite war so hart, dass ein großer Teil der Bevölkerung ins Exil ging, vorwiegend zu dem Nachbarvolk der Langi. Als sie in den siebziger Jahren zurückkamen, hatten sich die neuen Herren aus dem Königreich der Baganda ihr Land angeeignet und sie wurden damit Fremde in ihrem Vaterland. Neben klimatischen Beeinträchtigungen leidet die

Landwirtschaft bis heute sowohl unter diesen Umständen als auch unter den extremen konservativen sozialen Strukturen in dem Gebiet.

Um den negativen Folgen dieser besonderen Entwicklungssituation entgegen zu wirken, haben sich zahlreiche Entwicklungsorganisationen (lokale, nationale und internationale) an die Seite der Bevölkerung gestellt und landwirtschaftliche Projekte initiiert. Die erfolgreiche Durchführung und die Nachhaltigkeit solcher Projekte sind in den meisten Fällen ausgeblieben. Die Gründe dafür sind vielfältig und oft komplex. Einer der Hauptgründe liegt jedoch darin, dass die ländliche Bevölkerung landwirtschaftliche Innovationen als Risiko für die Ernährungssicherheit der Familie betrachtet. Um dieser skeptischen Haltung der Menschen der Innovation gegenüber zu begegnen, versuchen die Entwicklungsorganisationen durch Seminare, Informationsveranstaltungen und finanzielle Anreize die Bevölkerung zu motivieren und ihre Angst vor der Innovation abzubauen. Trotz dieser Anstrengungen bleiben die Annahme und die Nachhaltigkeit landwirtschaftlicher Innovationen gering.

Auf der Basis dieser Erfahrung beruht unsere gegenläufige Hypothese darauf, dass man sich darum bemühen muss, die Menschen zum Risikomanagement aus eigener Kraft und eigener Überzeugung zu befähigen. Um dies zu gewährleisten braucht man einen besonderen Beratungsansatz: einen Ansatz, der sich nicht auf das Problem der Menschen konzentriert, sondern das Gewicht auf die Menschen selbst, ihre Einstellung und ihre Fähigkeit zur Initiative legt. Die Prozessberatung von Schein (2000) und die nichtdirektive Beratung von Rogers (2010) haben sich nach der Erfahrung dieser Forschungsarbeit für die Einbeziehung der ländlichen Bevölkerung im Buruli in einen Risikomanagementprozess als von großem Nutzen erwiesen. Diese Beratungsansätze erlauben den externen Experten Visionen zu vermitteln, Anstöße zu geben und externes Wissen zur Verfügung zu stellen, ohne sich

selbst in den Mittelpunkt zu stellen. Die untersuchten Gruppen (Tambula Npola und Gawamukulya) wurden dadurch befähigt, das Risiko von Innovation zu analysieren, zu bewerten und zu minimieren und damit ihre Zukunft selbst in die Hand zu nehmen und in einem sozialen, ökonomischen und physischen Umfeld zu gestalten, das sich ständig verändert. Diese Fähigkeit setzte eine Umwandlung der untersuchten Gruppen von einfachen Bauerngruppen ohne erkennbare Strukturen zu strukturierten und organisierten Gruppen voraus, die einer lernenden Organisation im ländlichen Raum entsprechen. Diese Transformation der Gruppen bedarf als erstes eines Zugangs zur Information und einer zielorientierten Kommunikation auf verschiedenen Ebenen. Dabei wurden vier solcher Ebenen identifiziert: die Kommunikation zwischen den Mitgliedern der Gruppen, die Kommunikation zwischen den Mitgliedern der Gruppen und der Bevölkerung (diese beiden Kommunikationsprozesse erfordern keine Übersetzung), die Kommunikation zwischen dem Forscher und den Mitgliedern der Gruppen und die zwischen der Bevölkerung und dem Forscher. Die letzten beiden Ebenen der Kommunikation sind abhängig von der Übersetzung. Die Übersetzung aber erwies sich als einer der Schwachpunkte der Kommunikation im ländlichen Raum. Auch wenn es meistens keinen anderen Weg gibt, die Kommunikation zwischen externem Experten und Einheimischen zu gestalten, muss den Akteuren bewusst sein, dass die Übersetzung nicht von professionellen Übersetzern gemacht wird. Die Rückkopplung wird kompliziert und die Argumentationsebene des Gesagten wird oft nicht vermittelt. Die Alphabetisierungsprogramme in den lokalen Sprachen sowie das Erlernen der lokalen Sprache erleichtert (wenn auch nur oberflächlich) oft die Kommunikation zwischen Experten und Einheimischen, vor allem in Langzeitprojekten. Durch die effektive Kommunikation in den Gruppen und mit der Umwelt entwickeln die Mitglieder eine gemeinsame Vision im Sinne von Senge (1991), die zu einer Motivation der Einzelnen führt und zu einer

Antriebskraft der Gruppe wird. Die gemeinsame Vision bewirkt eine gegenseitige Wertschätzung der Mitglieder und fordert jeden heraus, im Bestreben um das gemeinsame Ziel sein Bestes zu tun. Dazu gehören die Beschaffung von Informationen, ihre Analyse und der Austausch von Wissen. Dieser Prozess ermöglicht die Bildung eines „Wissensspeichers“. Dadurch wird das Lernen als Voraussetzung für die Weiterentwicklung und die Selbstständigkeit der Gruppen wahrgenommen. Dieses Lernen folgt nicht dem Muster der öffentlichen Schulen im Buruli. Es ist vielmehr ein Prozess, bei dem die Mitglieder voneinander lernen und in den auch der Forscher selbst einbezogen ist. Keiner ist der absolute Lehrer oder der absolute Schüler. Das Lernen wird zur Priorität und zum Eigenbesitz der Gruppen, und dadurch wiederum entstehen neue Haltungen der Menschen dem Lernen gegenüber.

Die gegenseitige Anerkennung in der Gruppe befähigt die Mitglieder zur Lösung von externen und internen Konflikten. Dies wiederum führt zur Stärkung der internen Strukturen.

Die Umwandlung der Arbeitsgruppe zu einer *lernenden Bauernorganisation* förderte die Nachhaltigkeit des Gemüseanbauprojekts und das Risikomanagement und wurde so zu einem sichtbaren Beispiel für die Zweckmäßigkeit des oben beschriebenen Forschungsansatzes. Die Reduzierung der Gemüseanbaufläche im ersten Jahr (Jahr des Experimentierens), und die Ausdehnung der Fläche in den Folgejahren nach den Erfolgen des ersten Jahres, die Diversifikation des Produktionssystems in den späteren Jahren sowie das Festlegen des maximalen Kreditbetrags innerhalb der Gruppen sind deutliche Anzeichen dafür, dass das Risikomanagement zu einem „Eigentum“ der Gruppen geworden ist. Die Verbreitung der Innovation, die wirksame Partizipation der Betroffenen an dem Entwicklungsvorhaben, die Autonomie der Gruppen, die eigenständige Beschaffung von neuer Information sowie die Anpassung des

Gemüseanbauprojekts an die sozialen und ökonomischen Veränderungen wurden zur Selbstverständlichkeit.

Die Umwandlung ist nicht Mittel zum Zweck, sondern ist selbst das zu erreichende Ziel. Die Beobachtung, Begleitung und Analyse dieses Umwandlungsprozesses erfordert einen multidisziplinären Ansatz. In diesem Fall flossen agrarwissenschaftliche, soziologische, linguistische und anthropologische Perspektiven in die Forschung ein. Von der Entwicklungspolitik erfordert dieser Ansatz einen neuen Weg, der auf der Partnerschaft mit den Betroffenen und auf einer Entemotionalisierung des Entwicklungsvorhabens basiert und eine gegenseitige Wertschätzung zwischen den Akteuren voraussetzt. In diesem Prozess entwickelt sich im Laufe der Zeit die „lernende“ Bauernorganisation auch zu einer „lehrenden“ Organisation und wird dadurch eine Quelle der Inspiration für die ganze Gesellschaft. Die Nachhaltigkeit von ländlichen Projekten dürfte damit eine maßgebliche Unterstützung erfahren.

SUMMARY

From “chaos group” to “learning organisation”.

Case studies on the introduction and distribution of innovation in rural small-scale organisations in Buruli (Central Uganda)

This thesis presents the results of research conducted in Uganda on the Baruli people of the Nakasongola District, Kalungi Sub-county (Central Uganda), and is intended as a contribution to the search for a way to attain sustainability of agricultural projects in Africa generally and in Buruli in particular. The research methods used were group discussions and observations applying both the “participating observer” and “observing participant” approach. The research period spans four years. The researcher lived and stayed in the area concerned. He was therefore able to participate in the people’s everyday life.

The Baruli are a people of Central Uganda who are still fighting for their identity as they have a particular colonial past, which influences their economic development even today; they experienced two separate colonisations: one by the British and one by the subnational kingdom of Buganda further south. The latter was so harsh that a large percentage of the population went into exile, primarily to the neighbouring people of Langi. When they returned in the 1970s, the new masters from Buganda had claimed their land and they therefore became foreigners in their homeland. Aside from climatic impairments, the agriculture still suffers from both these circumstances and the archaic social structures presiding over community life in the area to this day.

To counteract the negative consequences of this particular development situation, numerous (local, national and international) development organisations tried to intervene, initiating agricultural projects for the benefit of

the population. In most cases the goal of successful realisation and sustainability of such projects remained elusive.

The reasons for this are diverse and often complex. One of the main reasons, however, is the fact that the rural population considers agricultural innovations to put at risk food safety for their families. In an attempt to alter people's sceptical attitude towards innovation, development organisations are providing seminars, information events and financial incentives in order to motivate the population and to reduce their fear of innovation. Despite these efforts the acceptance and sustainability of agricultural innovations remain insignificant.

Against the background of this experience, our alternative hypothesis is based on the belief that it is necessary to enable people to employ risk management processes of their own accord and conviction. To ensure this, a particular approach to consultation is required: an approach that does not focus on the people's problem, but instead puts emphasis on the people themselves, their attitude and their ability to show initiative. After learning of this research project for the involvement of Buruli's rural population in a risk management process, Schein's process consultation (2000) and Rogers' non-directive consultation (2010) proved to be of major significance. These approaches to consultation allow external experts to convey visions, to provide impulses and external knowledge without taking centre stage. Consequently the studied groups (*Tambula Npola* and *Gawamukulya*) were able to analyse, evaluate and minimise the risk of innovation, therefore shaping and taking control of their future in a constantly changing social, economic and physical environment. Reaching this stage demanded of the groups under study to change from simple farming groups without recognisable structures, to structured and organised groups, which correspond to a learning organisation in a rural area. The groups' transformation firstly requires access to information and secondly calls for goal-orientated communication at various levels. The following four levels were identified: communication between group members, communication

between group members and the population (these two communication processes are not in need of translation), communication between the researcher and group members, and communication between the population and the researcher. The last two communication levels rely on translation. However, translation proved to be one of the weaknesses of communication in rural areas.

Even if in most cases there is no other way to organise communication between external experts and the locals, the parties involved must be aware of the fact that those doing the translation are not professional translators. Feedback becomes complicated and the line of argumentation behind what is said is often not clearly perceived. Literacy programmes in the local languages as well as learning the local language simplify (if only superficially) communication between experts and locals, particularly for long-term projects. Thanks to effective communication within the groups and with their environment, the members develop a shared vision in the sense of Senge (1991), which results in each individual being motivated and which becomes a driving force of the group. Their shared vision leads to members' mutual appreciation and challenges everyone to do their best while striving to reach their common goal (Senge 1991: 251). This includes acquiring information, its analysis and the exchange of knowledge. This process gives rise to the creation of a "knowledge database". With this asset, the prerequisite for the development and independence of the groups, namely the capacity of functioning as learning organization, is realised. This learning does not follow the principles of Buruli public schools; it is a process in which members learn from one another and in which the researcher himself is also involved. No one is merely a teacher or merely a pupil. Learning became the groups' priority and possession. As a by-product, in the case at hand, we observed that people developed new attitudes towards learning.

Mutual recognition within the group enabled members to solve external and internal conflicts. And in turn this leads to the reinforcement of internal structures and dynamics.

The transformation of the work group into a learning farmers' organisation promoted the sustainability of the vegetable cultivation project and their empowerment to risk management, and therefore became a visible example for the research approach described above. Reducing the area of agricultural land used for growing vegetables in the first year (the year of experimenting) and the expansion of the area in the following years after the success of the first year, as well as the diversification of the production system in later years and the consensus on the maximum loan amount taken within each group are clear signs that risk management has become an asset owned by the groups. Distribution of innovation, effective involvement of the affected people in the development plans, the groups' autonomy, the independent endeavour for obtaining new information, as well as the adaptation of the vegetable growing projects to the social and economic changes became a matter of course within the groups. The transformation itself is not a means to an end, but to a goal, which needs to be reached. Observation, guidance and analysis of this transformation process require a multidisciplinary approach. In this case agricultural, sociological, linguistic and anthropological perspectives were incorporated into the research agenda. This approach assumes a mutual respect between the involved parties and requires a new course of action in terms of the development policies adopted a course which is based on a partnership with the concerned people and on a less empathetic attitude of the external promoter towards "his" development project. Over the course of this process, the "learning" farmer organisation develops into a "teaching" organisation and therefore becomes an inspiration for the entire society. Sustainability of rural projects can thereby make significant scores.

***De la désorganisation à l'organisation
apprenante en milieu rural :
Etude de cas d'induction et de diffusion
d'innovation au sein de petites organisations
paysannes au Buruli (Centre de l'Ouganda)***

I Introduction générale

1 Impasses du développement rural en Afrique: l'exemple du Buruli

L'agriculture est le secteur économique dans lequel l'on note la plus forte présence humaine en Afrique. En effet, plus de 80% de la population des pays au sud du Sahara vivent uniquement de cette activité. Mais malgré son importance, son développement reste faible et se limite pour la plupart des cas à une agriculture de subsistance, se pratiquant sur des surfaces réduites et avec des moyens de production archaïques. Cette faiblesse n'est pas le seul fait de la précarité des moyens de production, mais aussi d'une croissance démographique extrêmement rapide et en même temps d'une diminution significative de la fertilité du sol dans plusieurs régions. La décroissance de la fertilité du sol est due à une exploitation agricole peu adaptée à la structure et à la texture des surfaces cultivées, ce qui favorise l'érosion et une perte accélérée de nutriments.

A cela s'ajoute la question épineuse de l'exode massif des populations rurales vers les villes. En effet les jeunes ruraux ne voyant pas d'avenir fructueux dans leur milieu et sans qualification se déplacent massivement vers les villes pour y « tenter leur chance » comme certains le disent. La tranche de la population active restée dans le milieu rural est de nos jours confrontée à l'expansion rapide de la pandémie du SIDA (Syndrome de l'Immunodéficience Acquise) dont les victimes sont souvent des responsables de famille.

Le dernier facteur qui affecte de manière cruciale cette agriculture dite de subsistance, est le changement climatique qui se fait ressentir presque partout à

la surface du globe. Il n'épargne pas le milieu rural qui, pourtant, dépend directement du rythme saisonnier pour sa survie. La succession des saisons pluvieuses et des saisons sèches n'est plus distincte dans plusieurs régions africaines comme par le passé. Des témoignages recueillis auprès des personnes âgées de plus de cinquante ans confirment bien les effets du changement climatique sur l'alternance de ces deux types de saisons. Ce changement entraîne une incertitude dans les habitudes culturelles des populations rurales et cause dans certains cas la perte de la semence, rendant ainsi les familles affectées vulnérables¹.

La crise alimentaire mondiale devenue perceptible depuis 2008 est une preuve palpable de la situation difficile dans laquelle la production agricole dans les pays en voie de développement se trouve. Aussi la carte alimentaire publiée par la FAO (*Food and Alimentation Organisation*) cette même année montre de manière éclatante que presque la totalité des pays africains au sud du Sahara est confrontée à un problème alimentaire alarmant.

Dans ces conditions, le milieu rural africain qui vit uniquement de la production agricole a besoin des initiatives innovatrices externes pour faire face à ce nouveau défi.

C'est dans cette optique que des organisations nationales, religieuses et internationales se sont engagées aux côtés de cette population pour la soutenir dans la lutte pour sa survie par des projets de développement agricole, social et économique.

L'une des questions qui se posent quant à l'efficacité et l'effectivité de leur action pour parer aux problèmes du milieu rural est celle de la durabilité de l'action de développement qu'elles initient. Cette question reste la priorité aussi bien pour les initiateurs que pour les bénéficiaires. La durabilité apparaît comme une condition indispensable pour toutes innovations agricoles dont

¹Des familles peuvent planter leurs semences dès les premières pluies, en croyant que la saison pluvieuse démarre. Mais après quelques jours les pluies cessent et les semences en état de germination dessèchent. Même si plus tard les pluies reprennent, la semence pour relancer le processus fait défaut.

l'objectif principal est d'améliorer de manière significative la condition de vie des populations rurales. Elle passe par une intégration complète de l'innovation dans le quotidien des bénéficiaires, intégration qui amène ces derniers à s'identifier au projet au point de le reconnaître comme leur propriété. La question se pose donc de savoir comment arriver à intégrer ces initiatives « externes » à la vie quotidienne des bénéficiaires afin de s'en approprier.

2 Contexte de la recherche

Ayant obtenu leur district, reconnu comme tel (Nakasongola district), et conscients de leur retard économique dû aussi bien à leur long exil dans les régions environnantes qu'à la longue dépendance du district de Luwero, les Baruli se sont engagés dans plusieurs actions de développement pour relever le niveau économique de leur district en lançant plusieurs projets dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Pour encourager cette motivation régionale, plusieurs organisations nationales et internationales d'aide au développement ont appuyé ces initiatives en mettant à la disposition des responsables locaux des moyens humains (expertise) et matériels. La présente étude sponsorisée par la Fondation Volkswagen dans le cadre du projet LAGSUS (Language, Gender and Sustainability)² s'est effectuée au sein de l'un des projets d'une organisation allemande CFI (Christliche Fachkräfte International)³ travaillant dans le domaine agricole en collaboration avec l'Église anglicane (Church of Uganda) dans le district de Nakasongola. Comme soutenu plus haut, cette étude vise à rendre efficaces et durables les actions de ces différents acteurs au sein de la population en analysant les étapes

² Le projet de recherche LAGSUS (Language, Gender and Sustainability) a été financé par la Fondation Volkswagen et s'est déroulé dans quatre pays différents : chez le peuple Toura à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, chez les Herero en Namibie, en Indonésie (Sulawesi) et chez les Baruli en Ouganda.

³ Les CFI= Services Chrétiens Internationaux travaillent dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie en collaboration avec les églises locales en mettant à la disposition de celles-ci des spécialistes de différents domaines du développement rural selon les besoins exprimés par les responsables de ces églises. Au Buruli, l'organisation s'était d'abord engagée dans le domaine de distribution d'eau potable en creusant des puits et en mettant en place des retenues d'eau. C'est en 2003 qu'elle s'engage dans le domaine agricole en envoyant le chercheur dans la région.

permettant à un groupe de paysans de se structurer et de devenir une organisation capable de s'adapter aux différents changements, qu'ils soient d'ordre social, économique ou environnemental et ainsi d'assurer la durabilité des actions de développement initiées.

2.1 Population et zone de recherche

2.1.1 Désignation de la population

Le peuple des Baruli vit dans la partie centrale de l'Ouganda; il s'est installé le long de la rive ouest du lac Kyoga vers la fin du 17^e siècle. Leur nom apparaît souvent ensemble avec celui des Banyala, donnant la constellation Baruli-Banyala. Effectivement, les Baruli et les Banyala sont deux peuples culturellement et socialement très proches l'un de l'autre avec des cérémonies traditionnelles et culturelles communes. Il semble que Banyala désignerait simplement les Baruli résidants du côté est de la rivière Sezibuwa (Bugerere) qui est de nos jours le district de Kayunga. Mais cela n'est pas très certain, car les deux groupes, les Banyala tout comme les Baruli, ont, au cours de cette décennie (2000-2010), élu chacun leur propre représentant culturel qui correspond, dans le cas des Baruli, au Issabaruli, leur représentant culturel. La vérification de cette constellation Baruli-Banyala reste donc difficile à documenter étant donné que l'on dispose de très peu de littérature à ce sujet.

L'appellation des Baruli varie selon les auteurs des différents ouvrages scientifiques consultés. Ils apparaissent sous les noms de Baluli, Baruuli, Baruli ou Baduli. Pour le présent travail, nous nous conformerons à l'usage retenu par l'administration du district qui a opté pour l'appellation Baruli. Le préfixe «*Ba*» désigne le pluriel alors que le préfixe pour le singulier est «*Mu*». L'on dira par exemple «J'ai rencontré deux Baruli. » Par contre, on dira : « J'ai parlé avec un Muruli ». La langue des Baruli est aussi appelée différemment

selon les auteurs. Ainsi, elle sera désignée comme Luruli, Lululi, Uruli, Uruuli, Ruruli et Ruruuli. Ici aussi, pour éviter toute confusion, on retiendra l'appellation Luruli. La région qu'ils occupent sera nommée Buruli conformément à l'usage prôné par l'administration locale. Pour récapituler ce qui vient d'être expliqué, l'on admettra pour ce travail qu'il s'agit du peuple Baruli, qui occupe le Buruli et qui parle comme langue maternelle le Luruli.

2.1.2 Mythe d'origine

Selon le mythe transmis par la tradition orale, « les Baruli seraient descendus directement de Ruanga (Dieu) qui les aurait d'abord établis dans la région de Cope entre le district de Masindi et celui d'Apac » (Mwogezi, 2004 : 9). Dans la tradition orale sur leur origine, plusieurs peuples africains affirment cette origine divine pour montrer qu'ils ont toujours occupé leur terre et qu'ils ont un droit quasiment divin sur la zone qu'ils occupent.

Du point de vue linguistique le Luruli (la langue des Baruli) appartient à la famille des langues Bantu. L'appellation Bantu désigne plus de quatre cents peuples qui sont de nos jours répandus à l'est et dans la partie australe de l'Afrique. Ils seraient originaires du bassin du Congo et de la région de l'actuel Cameroun et se seraient répandus à partir de là (Heine et Nurse 2000). L'on pourrait donc en déduire que les Baruli sont originaires du bassin du Congo. Ce peuple comme presque tous les autres peuples africains a vu son histoire se diviser en trois grandes périodes : l'époque avant la colonisation, celle de la colonisation et l'époque postcoloniale. Ces trois époques marquent de manière générale l'histoire de l'Afrique. Cependant la particularité chez les Baruli réside dans le fait qu'ils ne se sont véritablement pas remis de l'époque coloniale (on parlera même de la *double colonisation* dans leur cas) et que cette période influence de nos jours leur quotidien. On comprendra mieux cette situation à partir des paragraphes suivants.

2.1.3 Les Baruli à l'époque précoloniale, coloniale et postcoloniale

Ce travail n'étant pas historique, nous ne pouvons en aucun cas rentrer dans les détails historiques de ce peuple, mais nous nous limiterons à quelques points qui nous semblent essentiels pour la compréhension de l'un des problèmes les plus cruciaux auxquels le développement agricole dans la région est aujourd'hui confronté : celui du foncier. Il trouve son origine dans l'histoire de ce peuple sous le régime colonial.

a) Epoque précoloniale

Avant la colonisation, les Baruli étaient connus sous le nom de Baduuli, ce qui signifierait « fierté » selon la tradition orale de la région relaté par Mwogezi⁴ (2004 :10). Selon lui, le système politique précolonial était monarchique avec un pouvoir royal héréditaire. Cette période fait l'objet de récits parfois idéalisants recueillis auprès de plusieurs informateurs. Selon eux, ce serait la période pendant laquelle les valeurs sociales et la dignité du peuple étaient respectées par tous les royaumes environnants. Il est cependant clair d'après la littérature dont nous disposons, que les Baruli en tant que peuple ne possédaient ni roi, ni administration propre à eux, mais ils faisaient partie intégrante du vaste royaume du Bunyoro (voir carte 1). L'histoire du Bunyoro a fait l'objet de plusieurs publications scientifiques et historiques dont l'une des plus récentes est celle de Shane Doyle (2006) qui à notre avis livre la version la plus plausible de l'histoire du Bunyoro. La reconstitution de l'histoire de ce royaume semble être assez difficile même au niveau des historiens à cause de sa complexité. Son étendue durant l'ère précoloniale n'est pas connue de façon très précise. Cependant plusieurs Banyoro (appellation de la population du Bunyoro) sont d'avis que le Bunyoro aurait été le plus grand royaume en Afrique de l'Est, qui s'étendait jusqu'au Kenya, à la Tanzanie, au

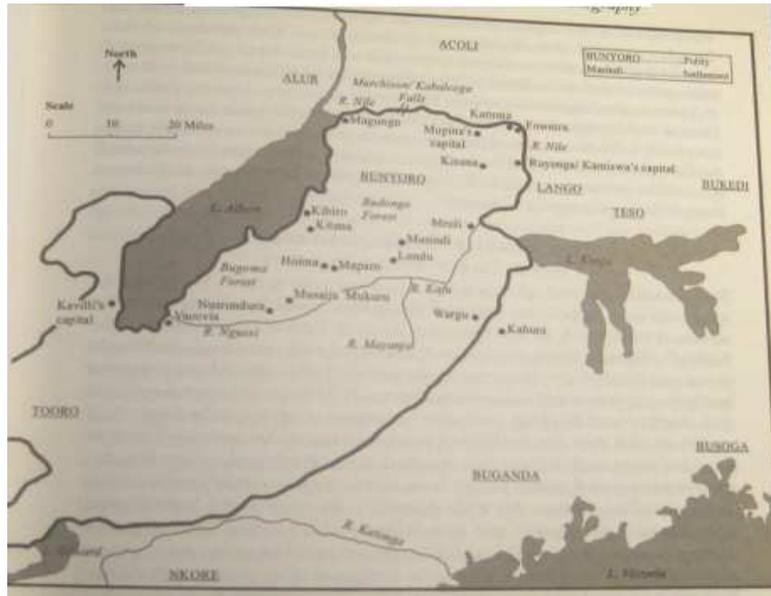
⁴ I. Mwogezi est le représentant culturel des Baruli, appelé communément Issabaruli. Il a publié un livret en 2004 pour exposer l'origine et les défis de son peuple (Mwogezi, 2006)

Rwanda et à la République Démocratique du Congo. Alors que des historiens comme Tantala (cit. dans Doyle 2006: 12) sont convaincus qu'il s'agit d'une idéalisation et d'une réinvention de l'histoire visant simplement à embellir le passé pour donner une certaine légitimité aux revendications identitaires des peuples se disant être issus de ce royaume. Quoi qu'il en soit, l'histoire du royaume du Bunyoro est une preuve palpable que le régime de la royauté était déjà bien ancré dans l'organisation sociale et administrative de l'Afrique de l'Est avant la colonisation, même en dehors du royaume du Buganda, le mieux connu de la région. L'appellation Kitara, qui donne la constellation Bunyoro-Kitara pour désigner l'état précolonial, remonte selon Doyle à l'époque du roi Kamurasi qui régna sur le royaume du Bunyoro de 1852 à 1869. Au début du 19^e siècle, ce royaume est miné par plusieurs conflits internes qui opposent les princes qui sont du lignage des Bito supposés avoir le droit d'héritage royal. Ces conflits affaiblissent le royaume par rapport à son rival historique du sud qu'est le Royaume du Buganda. C'est alors que Kabaleega⁵, né en 1853 et aujourd'hui reconnu en Ouganda comme un héros national à cause de sa farouche résistance à l'armée coloniale et à ses alliés, accède au pouvoir au Bunyoro en succédant à son père Kamurasi. Il organisa le royaume aussi bien du point de vue administratif et commercial que militaire. Il remporta plusieurs victoires militaires dont l'une des plus marquantes serait celle sur les envahisseurs égyptiens. Il entreprit des réformes dans plusieurs secteurs de la vie du royaume. Ces réformes permirent de développer le niveau de vie de la population. L'on peut dire que le royaume de Bunyoro a atteint son apogée sous le règne de Kabaleega. Selon Doyle (2006), La puissance de son armée reste encore aujourd'hui objet de spéculation puisque certains historiens estiment que lors de l'invasion de son royaume en 1893 par l'armée britannique et ses suppléments, Kabaleega disposait d'environ 8.000 hommes portant des armes à feu et 20.000 hommes armés de sagaies, alors que d'autres

⁵ Kabaleega a été fait héros national par le gouvernement ougandais en 2011 et des endroits touristiques ont été nommés d'après lui. Par ex. Murchison falls devenu Kabaleega falls.

considèrent ces chiffres comme exagérés (Doyle 2006:76). L'un des mérites de Kabaleega est aussi l'équilibre de force militaire qu'il réussit à établir entre son royaume et celui du Buganda. Ce dernier, contrairement aux époques de ses prédécesseurs, traita désormais le Bunyoro avec grand respect. Bien plus que cela, le royaume du Bunyoro va même reprendre ses territoires qu'il avait perdus au profit du Buganda lors de ses années de faiblesse militaire. Kabaleega se lança dans une politique expansionniste qui lui permit de conquérir d'autres royaumes comme celui de Tooro beaucoup plus à l'ouest et ainsi d'avoir plusieurs vassaux qui lui payaient des tributs annuels. À la fin du 19^e siècle quand la conquête coloniale britannique toucha le Bunyoro, Kabaleega organisa une guérilla contre celle-ci. Cette stratégie rendit difficile sa capture par l'armée britannique malgré la collaboration des ennemis de Kabaleega, dont notamment le royaume du Buganda. C'est seulement en avril 1899, après une forte résistance, que Kabaleega est capturé par l'armée coloniale britannique, qui entre-temps avait fait appel aux renforts venant des territoires déjà conquis et même de l'Inde. Il est alors retenu captif sur l'île de Seychelles et il meurt en Avril 1923 lors de son transfert vers son origine. Même si sa capture, qui marque la fin définitive des hostilités entre son armée et la puissance coloniale, ne fut qu'environ six ans après la première confrontation armée, Kabaleega avait cependant perdu de plus en plus des parties importantes de son territoire pendant toutes ces années de guerre. Ces territoires qu'il perdait étaient au fur et à mesure réorganisés administrativement par la puissance coloniale. Quoiqu'il ait essayé de chercher à résoudre le conflit militaire par un dialogue direct avec l'administration coloniale, celle-ci resta fixée définitivement sur l'option militaire afin d'avoir une victoire totale sur le royaume du Bunyoro. L'énormité de l'injustice coloniale apparaît dans toute sa laideur, au travers du traitement que celle-ci a réservé au royaume du Bunyoro pendant et après la conquête de ce royaume. Elle a transféré le droit d'administration locale aux rois vassaux qui désormais

n'étaient dépendants que de la seule administration centrale coloniale. Ce fut le cas du royaume du Tooro (Doyle, 2006 :56). C'était en soi une perte symboliquement moins lourde, car il s'agissait là d'un royaume conquis et non d'une partie intégrante du royaume original du Bunyoro. La véritable humiliation est venue de la mise sous tutelle du royaume du Buganda des territoires économiquement importants et démographiquement très peuplés comme celui de Mwenge. Le royaume du Buganda avait toujours été le rival historique de celui du Bunyoro. Même si l'administration coloniale avançait des raisons de sécurité pour justifier ce cadeau précieux et juteux offert à son allié de première heure, à savoir le royaume du Buganda, l'on reste convaincu qu'il s'agit d'une récompense à l'adresse de ce dernier pour son soutien sans faille à l'armée coloniale lors de la conquête du Bunyoro. Il est certain que les raisons de sécurité avancées par l'administrateur principal de l'Ouganda entre 1894 et 1899 pour justifier cette politique de son prédécesseur, ne peuvent être que d'ordre politique et non sécuritaire (Doyle, 206 :81), car plusieurs options moins humiliantes et beaucoup plus efficaces s'offraient à celui-ci que celle d'annexer le sud Bunyoro au royaume du Buganda. La rivalité entre les deux royaumes lui était bien connue, il ne pouvait l'ignorer. Près de 2/3 du Bunyoro tombait ainsi sous le règne du roi du Buganda par un accord signé entre lui et le pouvoir colonial. La limite nord de son royaume devait désormais être la rivière Kafu à plus de 100 km de sa résidence. C'est l'ensemble de ces territoires annexés au Buganda qui constitue les « sept communes perdues ».



Carte 1. *Le royaume du Bunyoro avant la colonisation (Doyle, 2006:19)*

Le bilan humain de ces affrontements entre Kabaleega et le pouvoir colonial est lourd et incertain. Il semble que plus d'un tiers de la population masculine active du Bunyoro a perdu la vie au cours de la résistance.

b) L'époque coloniale

Les terres de ces territoires conquis par la puissance coloniale étaient distribuées aux élites du Buganda. Cela marque le début de la double colonisation de ces territoires qui devaient désormais subir en plus d'une colonisation britannique une autre colonisation de type africain. Cette dernière semble avoir été beaucoup plus brutale, plus assimilative et répressive que la première. Un témoin oculaire de cette période habitant le village de Kisenyi (Nakasongola district, Kalungi sub-county) et âgé de plus d'une centaine d'années nous a montré par exemple comment un Muruli devait dire merci à son maître Baganda : «Se coucher à plat ventre le visage contre terre pour ne pas voir la face du maître et écartier les pieds, ensuite se relever en se mettant à genou, étendre les deux bras devant soi, puis les balancer deux fois du haut en bas en disant chaque fois Neyanziza (merci en Luganda)». Soumis à la

répression et à l'humiliation lors du règne du Buganda sur leur territoire, les Baruli pour se mettre à l'abri des brimades choisirent le chemin de l'exil. Plusieurs familles ont trouvé refuge sur la rive est du lac Kyoga chez les Langi (peuple habitant le territoire de Lango) abandonnant ainsi la terre de leur ancêtres aux mains des nouveaux maîtres. Ces années d'exile ont entraîné un mixage entre les Langi et les Baruli et une sympathie entre les deux peuples. C'est seulement entre l'année soixante-dix et quatre-vingt qu'il y a eu un retour massif des Baruli sur leur terre ancestrale. Une terre qui ne leur appartenait plus, mais qui était passée aux mains de l'élite du Buganda. En fait ils devenaient ainsi des étrangers chez soi et désormais dépendants des nouveaux propriétaires du foncier pour toute activité agricole.



Figure 1 : Nikolansi Tibeteja. (à gauche) âgé d'environ 106 ans, témoin oculaire du début de l'époque coloniale et post coloniale assis avec le chercheur en 2006. Il a été une source orale importante de nos informations historiques. Il est mort en 2011. Son nom Tibeteja est proverbial et veut dire « si seulement mon environnement pouvait me comprendre ».

c) La période postcoloniale

Les conséquences d'une telle politique de redistribution des terres à l'élite Buganda et de la politique plus que partisane de l'administration coloniale

restent encore d'actualité, car la contestation autour du foncier occasionnée par cette situation entre les peuples issus de l'ancien royaume du Bunyoro et l'administration royale du Buganda connue de nos jours sous le nom de Mengo reste entière et irrésolue. L'impact de la politique britannique vis-à-vis des territoires conquis et la générosité du pouvoir colonial à l'égard du royaume du Buganda aux dépens des peuples anciennement satellites du Bunyoro imprègnent encore aujourd'hui la vie des populations de ces territoires. Nous passerons brièvement en revue la situation du problème foncier au Buruli, puisque c'est cette partie qui nous intéresse dans le cadre de ce travail. En effet la question foncière est l'un des facteurs qui entravent un développement agricole durable dans la région. Cette élite du Sud (Buganda) qui n'a aucune présence physique dans ces territoires, y détient pourtant les droits de propriétaire foncier. Ces terrains n'étant pas cartographiés, les propriétaires n'ont qu'une idée vague aussi bien de leur situation géographique que de leur étendue réelle. Le règne d'Idi Amin⁶ (1971-1979) qui ne tolérait pas l'influence d'un pouvoir parallèle au sien du peuple ougandais va affaiblir les différents pouvoirs traditionnels y compris celui du roi du Buganda. En 1975 Amin publia un décret sur la réforme du droit foncier. Ce décret faisait du foncier une propriété publique placée sous le seul contrôle de l'administration de la commission ougandaise du foncier. Il abolissait ainsi toutes les autres lois sur le foncier votées et admises avant 1975. L'exercice de l'influence du roi du Buganda dans son royaume devenu vaste grâce aux territoires annexés devient alors peu visible. C'est pendant cette période que les Baruli commencèrent à regagner leur ancienne terre paternelle qui, désormais, ne leur appartient plus, mais était devenue plutôt la propriété d'une élite du Buganda qu'ils ne connaissaient même pas. Le retour massif s'est fait pendant les années 80 sous le régime de Milton Obote II. Il semble que la réoccupation des terres au Buruli

⁶ Idi Amin Dada fut Président de la république ougandaise entre 1971 et 1979: Il dirigea le pays avec une main de fer et dans une atmosphère de terreur. Pendant son règne plusieurs intellectuels furent assassinés. Il a perdu le pouvoir lors de la guerre avec la Tanzanie et fut exilé en Arabie Saoudite. Il est mort en exil à Djedda le 16 Août 2003 à l'âge de 75 ans.

s'était effectuée presque de manière anarchique, les premiers venus ayant occupé de grandes superficies alors que les derniers devaient se contenter des surfaces beaucoup plus petites et moins fertiles. Réhabilités par le gouvernement du NRM (National Resistance Movement) arrivé au pouvoir en 1988, les différents rois commencèrent alors à exercer de nouveau leur pouvoir traditionnel dans leurs royaumes d'antan. C'est alors que les propriétaires fonciers du Buganda ont commencé à réclamer leur terre, qui était de nouveau occupée par les Baruli, entre-temps revenus de l'exil. Même si ces propriétaires du Buganda ne possédaient pas de titre foncier en tant que tel, ils détenaient des documents officiels qui attestent qu'ils possèdent des terres à tel ou tel endroit. Ces documents manquent quelque fois de précision. Sur la base de ces écrits, ils réclament depuis les années 90 leur terre aux Baruli qui de leur côté sont convaincus qu'il s'agit de la terre de leurs ancêtres et que par conséquent ils ont le droit légitime de la mettre en valeur. Il s'agit d'une question très sensible, délicate et émotionnelle dans l'Ouganda moderne. Elle est d'autant plus complexe que les « communes perdues » sont aujourd'hui des districts à part entière et possèdent leur propre administration locale. La question du foncier ne facilite pas toujours les relations entre les protagonistes. Ce dossier est devenu du coup un enjeu politique allant souvent jusqu'aux confrontations verbales entre le gouvernement central et le pouvoir traditionnel royal du Buganda. Plusieurs tentatives pour résoudre ce problème ont échoué et les recherches de compromis individuels entre le propriétaire foncier du Buganda et l'occupant Muruli restent souvent la seule solution, faute d'une solution globale. Cela plonge les Baruli dans l'incertitude quant à la mise en valeur des terres, puisqu'ils ne savent pas quand le propriétaire foncier du Buganda va réclamer sa terre. L'une de solutions les plus viables est l'achat ou le versement d'une compensation à ce dernier. Mais ici encore la question du montant de la compensation ou le prix à payer par ha reste litigieuse. Ainsi, tout visage inconnu qui apparaît en milieu rural est soupçonné d'être un propriétaire

foncier du Buganda venant inspecter son terrain ou réclamer son droit. Cette situation compromet profondément le développement agricole en occasionnant une certaine retenue de la population quant aux cultures pérennes, celle-ci ne sachant jamais jusqu'à quand elle sera encore maîtresse de la terre qu'elle met en valeur. Le quotidien ougandais « The Monitor » résumait la situation du foncier dans sa publication du 19 février 2007 en ces termes ⁷:

« DEBATE on the Land Bill before the Ugandan Parliament has produced more smoke than light but that may not be entirely the fault of its critics. Although the government has noble intentions, it has not spelt them out as clearly as it should have done given the emotive nature of the land question. Land is both an emotive and thorny issue not only in Uganda but in many an African country. The tragedy is that failure to address the issues surrounding land tenure is holding back investments in agriculture. The result is poverty in the rural areas even when the rest of the economy is growing at respectable rates. »

2.2 Cadre physique, économique et social de la recherche

2.2.1 Cadre physique

a) La création du district de Nakasongola

C'est en juillet 1997 que les Baruli obtiennent leur propre district : celui de Nakasongola. Jusqu'à cette date, la région n'était qu'un sous-district dépendant directement du district de Luwero, qui se trouve au sud de la région. Ce statut de sous-district lui avait été accordé dans les années 1970 sous le régime d'Idi Amin. Le District de Nakasongola couvre une superficie de 3.424 km² soit 1,42% de la superficie totale de l'Ouganda et est divisé en neuf régions

⁷ Daily Monitor, quotidien ougandais du 19 février 2007 p. 8

administratives connues sous le nom de sub-counties⁸. Ce sont : Kakooge, Kalongo, Kalungi (qui est notre zone principale de recherche), Lwampanga, Nabiswera, Nakitoma, Rwabiyata, Wabiyonyi et Town Council.

Nos recherches se sont effectuées plus précisément dans la commune de Kalungi et quelquefois dans celle de Kalongo. Mais les remarques et résultats obtenus dans ces deux communes sont transposables à toute la communauté Baruli.

b) *Situation géographique*

Situé entre le 0,55 N et 1, 40 N (latitude), puis entre le 31,55 et le 32,50 E (longitude), le district de Nakasongola est limité au nord par le district d'Apac et celui d'Amolotar, au sud par celui de Luwero et de Nakasséké, à l'est par celui de Kayunga et enfin à l'ouest et au nord-ouest par le district de Masindi. La ville de Nakasongola, qui donne son nom au district, se trouve à 114 km au nord de Kampala (la capitale du pays), sur l'axe routier qui relie la capitale ougandaise au nord du pays et au Sud Soudan ainsi qu'à la République Démocratique du Congo. Elle abrite le siège de l'administration locale, un centre de santé, un poste de police du district et plusieurs petits magasins de commerce.

c) *Relief*

Le district appartient au haut plateau du centre du pays qui se situe entre 1000 et 1400 m d'altitude. Le Nord et l'Est présentent un aspect plutôt plat avec une alternance de marécages et de collines. La ville de Nakasongola elle-même est au pied d'une chaîne de montagnes connue sous le nom de monts de Nakasongola. Le sol est généralement de couleur rougeâtre, signalant ainsi une forte présence d'oxyde de fer. En saison de pluie, les marécages se remplissent

⁸ Un sub-county pourrait être assimilé à une commune dans les pays francophones. Cette commune est dotée d'une administration communale avec à sa tête un LC3 (local council 3).

d'eau et prennent l'aspect de lacs isolés, ce qui rend les pistes difficilement praticables. Au nord-est se trouve le Lac Kyoga alimenté par le Victoria Nil⁹ dans sa course vers le lac Albert.

d) Végétation

La végétation est typiquement celle qui se rencontre dans les zones semi-arides africaines. Une savane herbeuse qui prend quelques fois l'aspect de steppe avec des surfaces dénudées ou des épineux et quelques rares arbres et arbustes. Le nord du district est généralement plus aride que la partie Sud et ne permet pas la culture de plusieurs vivriers telle que la banane Matoké¹⁰ et des cultures de rente comme par exemple le café. Au sud dans la zone frontalière avec le district de Luwero et celui de Nakasséké, la végétation est un peu plus généreuse avec plus d'arbres et d'arbustes, ce qui donne par endroits au paysage un aspect de forêt primaire. Le bord du lac est entièrement couvert d'une végétation de papyrus assez dense et marécageux. Il est généralement interdit aux populations de cultiver à moins de 300 mètres du lac, mais la fertilité de cette zone attire de plus en plus les paysans. Quant aux montagnes de Nakasongola, elles sont pierreuses et couvertes d'herbe fine, mais inaccessibles au bétail.

⁹ « Victoria Nil » désigne la première partie du Nil qui relie le Lac Victoria au Lac Albert. Il passe par le Lac Kyoga, qu'il alimente en eau et continue sa course vers le Lac Albert d'où il ressort comme le Nil Albert ou simplement le Nil blanc et coule vers le Soudan.

¹⁰ Le matoké est la nourriture principale du Buganda, la population dense du Sud du pays. Il s'agit d'une sorte de banane qui se prépare quand elle est encore verte (mais à maturité). Elle est consommée tant que pâte. Elle est généralement accompagnée de sauce légumes, haricot ou de pâte d'arachide ou simplement mélangée avec de la viande. Dans ce dernier cas, elle prend le nom de Katoogo.



Figure 2 : La végétation typique à la zone de recherche, une zone semi-aride, propice aussi bien à l'élevage des bovins qu'à la culture de produits vivriers comme le maïs, la patate douce, etc.

e) Climat

La région connaît un climat chaud. La température annuelle moyenne tourne autour de 28 C°. Les nuits sont fraîches par rapport à la journée avec une température pouvant descendre jusqu'à 22 C°. La population règle son temps de travail par rapport à cette variation de température. La matinée entre 6 h et 11 h et l'après-midi entre 16 h et 18 h sont généralement les temps réservés aux travaux champêtres. L'humidité de l'air quant à elle est moins élevée par rapport à celle des pays tropicaux à basse altitude. Elle se situe autour de 60 à 65 %. En saison sèche, l'air est chargé de poussière fine, ce qui réduit la visibilité surtout pendant la journée. Aussi l'harmattan (vent sec et frais) venant du désert du Sahara atteint presque la totalité de la région pendant cette période sèche.

Les Baruli bénéficient généralement de deux saisons de pluie. La grande débute en mars et prend fin en juillet, alors que la petite commence en septembre et finit en novembre. Entre les deux périodes s'étendent les deux

saisons sèches. Elles sont particulièrement chaudes et la quête d'eau pour les populations et le bétail devient un problème de survie crucial. C'est à cette période que les pertes en bétail sont assez élevées dans la région. La répartition inégale des pluies (en période pluvieuse) est un problème qui fait entrave à la production agricole. De très fortes pluies en un court espace de temps accélèrent l'érosion favorisée par la pauvreté de la végétation (savane herbeuse peu dense) et la topographie (alternance de marécages et de collines).

Le problème du changement climatique, qui se fait sentir partout dans le monde et plus particulièrement dans les zones marginales à écosystèmes sensibles des pays tropicaux dont le Buruli fait partie, se pose avec acuité. Ce changement ne permet plus à la population de discerner de manière distincte les saisons, ce qui entraîne une incertitude au niveau du calendrier traditionnel de semis. Le risque de perdre la semence est assez élevé si en plein temps de semence les pluies cessent. Un autre genre d'irrégularité de la précipitation qui est apparu ces quatre dernières années se manifeste par une distribution géographique irrégulière au travers de la région: Un village peut recevoir de la pluie alors que le village voisin reste à sec et le village suivant en reçoit et ainsi de suite. Les Baruli parlent de pluies sélectives. Tout cela entraîne des incertitudes au niveau de l'habitude culturelle de la population.



Figure 3: L'irrégularité des pluies et l'incertitude des saisons liée au changement climatique est un réel frein à la production agricole. Ici un champ de maïs presque détruit par l'arrêt soudain de pluie après semis.

f) Démographie

La population totale du district de Nakasongola est selon le manuel de développement du district (*District development Draft 2005-2008*) de 125.297 personnes¹¹, dont 62.312 femmes et 62.985 hommes repartis en 129 clans. 94,74 % de cette population résident en milieu rural et vivent principalement de l'agriculture de subsistance. Seuls 5,26 % vivent en milieu urbain, mais même cette tranche de la population est aussi impliquée d'une manière ou d'une autre dans des activités agricoles. La population est très jeune, plus de 60 % ont moins de dix-huit ans. Outre les Baruli, des personnes et des familles originaires d'autres régions de l'Ouganda ou des pays limitrophes sont installées dans le district, surtout le long du Lac Kyoga qui est la partie la plus peuplée du district.

¹¹ Cette population est celle dénombrée dans le district au moment de nos études. Elle a certainement augmenté pendant le temps séparant la recherche et la rédaction.

2.2.2 Organisation sociale

a) *Le village*

Le village est constitué de familles et de personnes appartenant à différents clans. Contrairement à certaines régions de l'Afrique où les maisons d'un village se regroupent en quartiers, les villages des Baruli sont difficiles à identifier et à délimiter clairement. Cela est dû au fait que les habitats sont éparpillés et distants les uns des autres de plus de 100 à 200 mètres. Les marécages constituent les limites naturelles des villages. Presque chaque village a un petit centre commercial où les habitations sont plus ou moins regroupées. Ce dernier se trouve généralement sur l'axe routier principal qui est une simple piste qui relie les villages entre eux. Outre le centre commercial, chaque village est doté d'un lieu de rassemblement, appelé communément marché, mais qui est plutôt un lieu de rencontre pour acheter et/ou boire de l'alcool local. A part ces boissons, l'on y trouve aussi de la viande et du poisson et d'autres produits vivriers. La vente de boissons est généralement assurée par les femmes dans la majorité des cas alors que celle de la viande reste l'affaire des hommes. Il convient de rappeler que ce genre de rencontre entre les hommes de différents clans et villages est un lieu d'échange d'informations et de points de vue sur tel ou tel sujet, de création et/ou de consolidation de relations d'amitié. De ce fait il lui revient un rôle déterminant dans la cohésion sociale et aussi dans la vulgarisation d'une innovation, qu'elle soit agricole ou non. Le village n'est pas sous l'autorité d'un chef comme dans certaines sociétés traditionnelles en Afrique, mais il est plutôt administré par un élu local "local council one" abrégé LC1, qui représente le premier niveau de l'administration locale moderne. Il représente le village devant l'administration hiérarchique supérieure. Il est responsable du maintien de l'ordre publique dans

son village, mais peut aussi avoir sous sa responsabilité deux ou trois autres villages selon les cas. Le niveau administratif suivant est celui du chairman LC2. Théoriquement le LC1 est sous les ordres du LC2, mais aux yeux de la population, le LC1 semble être plus important que ce dernier. Le troisième niveau est celui du LC3. Il est le responsable du subcounty qui regroupe plusieurs villages. Nous avons signalé, en début de présentation du district de Nakasongola, qu'il dispose de 9 subcounties qui sont subdivisés en parishes (groupe de villages). Chaque subcounty est administré par un chairman LC3 et chaque parish par un chairman LC2. Le district tout entier est administré par un chairman LC5. Il est le plus haut responsable politique au niveau du district outre le membre du parlement représentant le peuple au niveau national. Pour finir, le district dispose généralement de deux représentants au parlement: une femme et un homme. Tous ces responsables politiques sont élus par la population par suffrage direct. La fonction de LC4 n'existe pas.

b) Le clan

La société baruli est organisée selon le système clanique. Comme nous l'avons dit plus haut, l'on identifie 129 différents clans. D'après Mwoenzi (2004), ces clans se distinguent l'un de l'autre par les particularités suivantes:

- La communauté des ancêtres: les personnes appartenant au même clan sont supposées descendre du même ancêtre, donc avoir la même origine biologique. Elles sont donc de proches parents et ne peuvent ni se marier, ni avoir des relations intimes les uns avec les autres. Cela serait considéré comme inceste. D'ailleurs, elles s'appellent mutuellement frères ou sœurs et chaque clan possède un chef qui se charge de la cohésion interne du clan et qui le représente aussi à l'extérieur. Il organise les rencontres claniques, les enterrements et les funérailles (qui ont généralement lieu quelques mois après l'enterrement) si un membre

du clan venait à mourir. Le chef est aussi chargé de la préservation des valeurs propres à son clan.

- Les fétiches du clan: il s'agit d'un certain nombre de fétiches chargés de veiller sur le clan. Ils sont souvent l'objet de cérémonies d'adoration ou de rites traditionnels et sont vénérés par les membres.
- Les esprits du clan: ceux-ci peuvent être désignés comme étant les esprits des ancêtres claniques défunts. En effet les Baruli sont convaincus que l'esprit des morts influence indirectement ou directement le train de vie des vivants. Il faut donc vivre en harmonie avec les esprits des ancêtres.
- Le totem du clan: chaque clan a un totem. Cela peut être un animal ou une partie spécifique d'un animal, un reptile, un poisson, une plante que les membres d'un clan ne peuvent ni manger ni toucher. L'interdit relatif au totem est très respecté.
- Les tabous: Il en existe plusieurs dans la société, mais le plus connu est celui qui régit la relation entre la belle-mère et son beau-fils. Il est formellement interdit aux deux parents de se serrer la main. Ils ne peuvent se voir que si le beau-fils est habillé d'une tenue traditionnelle qui est appelée dans la langue locale "Kanzu"¹². Sans cette tenue la communication entre les deux parents se fait soit par personne interposée soit à travers un objet compact qui ne permet pas de se voir. Ce tabou se rencontre aussi chez d'autres peuples dans le pays.
- Des rites traditionnels: ceux-ci sont organisés pour des circonstances particulières pour résoudre soit un problème qui se pose dans le clan (par exemple en cas de maladie ou de décès répétés dans le clan) ou pour faire face à une situation qui menace de détruire la cohésion clanique (des querelles internes par exemple). Il s'agit de rites d'expiation.

¹² Le kanzu est une sorte de soutane pour homme qui descend jusqu'à la cheville. Il est généralement de couleur blanche ou jaune selon la qualité. Il est généralement porté avec une veste ou jacket au-dessus. Il serait d'origine arabe.

- Les jumeaux: La naissance de jumeaux nécessite l'organisation de plusieurs cérémonies traditionnelles et sacrifices dans la famille des nouveau-nés. Ces cérémonies impliquent aussi bien les membres du clan que des personnes étrangères au clan. Elles sont accompagnées de chants et de danses inhabituels ainsi que de battements de tam-tam.

Il faut signaler que les rencontres claniques en dehors des mariages et des funérailles sont devenues assez rares. Ces derniers événements offrent les occasions les plus fréquentes où les membres d'un même clan se retrouvent.

c) La famille

La famille est définie par rapport au clan. Les familles appartenant au même clan ont un fort sentiment d'appartenance mutuelle. Les enfants appartiennent au clan du père et la femme reste membre de son clan d'origine même après le mariage. Par respect pour elle, elle est appelée par le nom de son clan d'origine. La dot reste de rigueur et est élevée pour un habitant à revenu moyen. Elle se paye en argent et en nature. Le mariage implique tous les membres des deux clans (celui de l'époux et de l'épouse). La polygamie est répandue et le nombre d'épouses définit le statut social de l'homme. Cependant il est rare de voir les coépouses habiter la même cour. Elles résident souvent dans différents villages. Chaque épouse est en grande partie responsable du bien-être de ses enfants. L'homme doit mettre à la disposition de chaque femme une portion de terre à mettre en valeur et une habitation¹³. La raison principale de la polygamie se trouve dans le système clanique lui-même. L'homme doit avoir un grand nombre d'enfants et ainsi garantir la pérennité du clan¹⁴. Ce nombre élevé d'enfants ne permet pas à la famille d'assurer à tous une scolarité au-delà de l'école primaire qui est depuis quelques années

¹³ Un homme peut avoir plusieurs familles dans différents villages selon le nombre et la résidence de ses épouses.

¹⁴ Il n'est pas rare de voir des hommes qui ont plus de trois épouses et un nombre élevé d'enfants.

gratuite. Il s'en suit que l'agriculture et la pêche sont les seules activités que la plupart des enfants pourront plus tard exercer.

d) La religion

Plus de 90 % de la population se disent appartenir au christianisme. L'Église Anglicane connue sous le nom de "Church of Uganda", l'Église Catholique Romaine et les Adventistes du septième jour sont les dénominations chrétiennes les plus représentées dans la région. À cela s'ajoutent quelques petites dénominations pentecôtistes. L'islam est très peu représenté dans les villages. Malgré leur appartenance au christianisme, les Baruli restent en grande partie attachés à leur religion traditionnelle qui est l'animisme. La croyance en des esprits ancestraux est profondément ancrée dans la société. Ainsi, chaque famille cherche à se protéger des esprits malins soit en sollicitant les services d'un devin soit en achetant son propre fétiche de protection connu sous le nom de « mayimbe¹⁵ ». L'église qui est construite presque dans tous les villages est souvent plus un objet de prestige qu'un réel témoin de la conviction religieuse des populations. Elle est fréquentée les dimanches par des femmes et des enfants en majorité. Les hommes s'y rendent rarement et ne sont nombreux qu'à des occasions particulières telles les cérémonies de mariages, les cérémonies religieuses annuelles (la fête de Noël et celle de Pâques) et les confirmations.

¹⁵ Selon les témoignages oraux recueillis dans la région, Mayimbe est un fétiche fréquent. Il peut être sous la forme de personnes (mais invisible aux non- initiés à son culte). Il y a ceux qui sont chargés de la protection de la famille, ceux qui sont capables de retrouver un voleur et ceux qui sont chargés d'apporter la richesse à son acquéreur. Ces derniers peuvent causer la mort des personnes innocentes dans l'entourage de celui qui les possède. Nous avons assisté quelques fois au renvoi du village, des personnes accusées d'en posséder.

2.2.3 Cadre économique

a) L'agriculture

L'agriculture est l'activité principale au Buruli. Plus de 97 % de la population vivent de l'agriculture de subsistance. Les femmes et les enfants constituent la plus importante couche sociale engagée dans la production du vivrier. Les principales nourritures de base sont : le maïs, le manioc, la patate douce, le haricot, l'arachide et le sorgho. Le maïs est surtout cultivé pendant la grande saison des pluies de même que le haricot et la patate douce, alors que le sorgho et l'arachide sont beaucoup plus cultivés pendant la petite saison des pluies. Quant au manioc, du fait de sa résistance aux aléas climatiques, il est cultivé pendant les deux saisons. Le coton, qui est généralement planté par les hommes, est la seule culture de rente chez les Baruli. Le surplus du vivrier est vendu sur les marchés locaux et aux acheteurs ambulants qui vont de famille en famille pendant la période des récoltes. En fait il s'agit d'acheteurs-revendeurs, qui achètent les vivriers et vont les revendre plus loin dans les villes à des prix quelques fois deux fois plus élevés que ceux payés aux paysans.

L'élevage est la seconde activité économique de la population. La végétation (savane herbeuse) est propice à cette activité, et les conditions climatiques sont favorables. En effet, l'aridité de la région et la faible humidité de l'air défavorisent le développement rapide de la mouche tsé-tsé (vecteur de la trypanosomiase) qui empêche dans plusieurs pays d'Afrique au sud du Sahara le développement de l'élevage, surtout celui des bovins. Ces conditions naturelles profitent aux Baruli, qui ont fait de l'élevage une véritable activité lucrative. Mais il s'agit d'un élevage extensif et la question de pâturage combinée à celle du foncier devient de plus en plus difficile à résoudre et occasionne des conflits sociaux. En 2006, l'on dénombrait dans la région environ 155.000 têtes de gros bétail (*District development Draft 2005-2007* :

54) soit plus d'une tête par habitant. Le danger de la surexploitation des pâturages est assez réel et une réglementation dans ce domaine serait souhaitable. Alors que traditionnellement l'élevage des bovins est l'affaire des hommes, celui des caprins et porcins ainsi que celui de la volaille sont réservés aux femmes. Mais ces dernières années, cette division s'est érodée si bien qu'aujourd'hui on trouve des femmes et des hommes dans tous les domaines de ce type d'activité.



Figure 4 : L'élevage de bovin reste fortement l'affaire des hommes et fait leur fierté. Cette image montre une scène de vaccination du bétail près de Kigazi (Kalungi Subcounty)..

Quant à la pêche, elle est exclusivement réservée aux hommes qui, en plus des activités dans les domaines de la production animale et végétale, la pratiquent dans un but purement lucratif. Très rentable il y a encore quelques années, cette activité devient de plus en plus difficile à exercer, et ceci pour quatre raisons principales qui sont les suivantes:

- L'appauvrissement du lac Kyoga en poisson dû à l'intensification de la pêche et au non-respect des normes prescrites par le gouvernement ougandais pour permettre une exploitation durable des eaux du Nil.

- La présence quasi permanente d'algues de différentes natures formant quelquefois des îles flottantes et se dirigeant selon la direction du vent, emportant ainsi les filets des pêcheurs. Ces îles flottantes rendent difficile la circulation des pirogues et réduisent l'activité de pêche pendant les périodes pluvieuses. Elles réduisent aussi le taux d'oxygène dans l'eau.
- La densité de la population le long du lac, qui influence négativement la qualité de l'eau (présence d'ordures à composants chimiques tels les sacs en plastique et autres emballages modernes).
- La saison sèche devenue de plus en plus longue au cours des dernières années a entraîné une diminution considérable du niveau d'eau du lac et facilité ainsi l'augmentation de la température de l'eau. L'augmentation de la température amène les poissons à quitter les eaux presque stagnantes du lac pour aller vers le courant du Nil où l'eau est plus fraîche.

À ces problèmes qui compromettent sérieusement l'avenir de la pêche comme activité lucrative au Buruli, s'ajoutent ceux posés par l'exploitation abusive de la végétation pour la production du charbon de bois. En effet, malgré la végétation pauvre en arbres et arbustes, le charbon de bois en provenance du district est connu dans les grandes villes du pays comme étant l'un des meilleurs en qualité. Les rares arbres qui servent de pare-brise sont systématiquement abattus et utilisés pour la production du charbon¹⁶. Des programmes de reboisement qui ont été lancés dans le district n'ont suscité aucune adhésion significative de la population. Le sacrifice d'une surface cultivable pour y planter des arbres reste pour beaucoup de paysans presque une absurdité. Face à une demande croissante de charbon de bois au niveau de

¹⁶ Le charbon de bois est devenu une ressource naturelle beaucoup prisée dans la région. Une interdépendance entre la population rurale et citadine s'est établie dans ce domaine et un cercle vicieux s'est mis en place au détriment de l'environnement. Les habitants des villes ont besoin de charbon comme source d'énergie au prix abordable et ceux du milieu rural le produisent puisqu'il leur donne un accès rapide à la liquidité monétaire.

la population urbaine, il est à craindre, si des mesures appropriées ne sont pas prises, qu'une désertification radicale ne mette en péril une partie importante de cette région dans un proche avenir.

b) Les infrastructures de communication

En dehors de la voie principale bitumée qui relie la capitale du pays aux villes du nord telles que Gulu, Arua et qui va jusqu'au Soudan, voie connue sous le nom de Gulu Highway et qui traverse le Buruli, toutes les autres routes à l'intérieur de la région ne sont que des pistes difficilement praticables en saison de pluie. Ces pistes, qui relient les villages entre eux et qui passent par des zones marécageuses, constituent de véritables obstacles pour tout engin motorisé. Cela n'affecte cependant pas véritablement le déplacement des personnes, les engins à deux roues et surtout les bicyclettes étant les moyens de déplacement les plus répandus dans la région. Généralement hommes et femmes savent bien s'en servir. Les taxis-brousse qui assurent la navette entre la ville de Nakasongola et les villages du District sont généralement à sens unique selon les heures de la journée. Tôt dans la matinée ils assurent le transport depuis les villages vers la ville de Nakasongola ou plus loin et tard dans l'après-midi en sens inverse. Durant la journée, les engins à deux roues appelés généralement Boda-Boda sont les seuls moyens de transport public disponibles.



Figure 5 : Les pistes sont presque impraticables en saison pluvieuse. Ici la piste reliant la zone de recherche à la ville de Nakasongola en saison de pluie.

En raison du développement rapide de la téléphonie mobile dans tout le pays, la région bénéficie d'une bonne couverture du réseau téléphonique des différents opérateurs économiques dans ce domaine (MTN, WARIG, Airtel et Orange). La concurrence entre ces opérateurs entraîne une baisse significative des prix d'achat de téléphones mobiles sur le marché national ainsi que du coût de la communication téléphonique. Profitant de cette baisse des prix dans ce domaine, beaucoup de personnes en milieu rural possèdent un appareil téléphonique mobile, ce qui facilite considérablement la communication entre les membres de la famille ou du clan, qu'ils vivent en milieu rural ou urbain. La communication verbale, qui joue un rôle déterminant dans une société dominée par l'oralité comme celle des Baruli, garde ainsi toute sa vitalité étant donné qu'elle peut se maintenir à distance grâce au support technologique entre les membres de la société, quel que soit leur lieu de résidence. La transmission de l'information du milieu urbain au milieu rural et vice versa s'effectue de manière rapide et efficiente grâce à cette technologie. Les téléphones mobiles restent cependant un symbole de statut social et sont généralement la propriété des hommes. Seules quelques femmes possèdent cet instrument de

communication rapide. Outre son apport décisif au système de communication externe à la famille, il est à reconnaître que la téléphonie mobile menace aussi de manière déterminante la communication en famille et met en péril la cohésion et la consolidation de celle-ci. En effet par elle, les hommes ont la facilité de se donner rendez-vous entre eux et de se rencontrer pendant plusieurs heures en dehors de leurs familles respectives, les femmes restant seules avec les enfants. Aussi les femmes, accusant les hommes d'avoir des relations intimes extraconjugales qu'ils organiseraient facilement à partir de leur téléphone, se sentent mises à l'écart par leur conjoint. Cependant traditionnellement, la communication entre l'homme et sa/ses femme(s) est peu encouragée. Bien au contraire, le Muruli en milieu rural est pour la plupart convaincu que l'homme ne peut avoir aucune communication fructueuse avec son épouse. Une femme est appelée à obéir et non à discuter ou prendre part à une discussion concernant la famille¹⁷. Un homme qui prend du temps pour parler avec sa femme et tient compte de l'opinion de celle-ci, n'est pas un vrai homme au sens traditionnel du mot. La communication à l'intérieur de la famille se fait pour la plupart du temps entre la femme et les enfants ou bien de femme à femme alors que l'homme est au-dessus de ce genre de communication qu'il qualifie de féminine ou enfantine. Le mari et père donne des ordres, fait des reproches et corrige les membres de sa famille si nécessaire. Il est rare de voir un homme partager ses idées et son point de vue sur une situation donnée avec son épouse et d'en discuter pour aboutir à un consensus familial. À la maison l'homme dicte son point de vue, il ne négocie pas, entend-on souvent dire. Pourtant, la communication entre l'homme et la femme autre que son épouse se fait avec beaucoup de courtoisie. En dehors de sa propre famille, l'homme communique avec les femmes sur différents thèmes. Il est cependant à noter que les groupes ayant participé à cette étude sont mixtes

¹⁷ La femme est considérée comme la propriété de son mari. Elle doit faire des enfants, s'en occuper et aussi s'occuper de la production du vivrier. Les violences domestiques sont fréquentes dans la région et les femmes en sont généralement les victimes.

et sont dominés par les femmes. Le processus de communication interne à ces groupes se fait généralement sans entraves, les participants étant de différentes familles. Néanmoins, nous remarquerons tout le long de notre étude que le rapport entre hommes et femmes influencera par moment la distribution de la parole lors des rencontres.

Quant aux mass média, il est à noter que presque chaque famille possède un poste transistor et pourrait ainsi avoir facilement accès à l'information. Cependant, la région n'étant pas électrifiée (seule la ville de Nakasongola l'est), tous ces appareils fonctionnent avec des batteries vendues sur le marché local. Avec les revenus financiers très limités des familles surtout en dehors de la période de récolte, l'achat de batterie d'un poste transistor n'est pas la priorité. Pendant ces périodes dites «creuses», les postes transistors restent quelques fois inutilisés. Les Baruli disposent de leur propre centre d'émission radio¹⁸ à Nakasongola.

Les postes téléviseurs sont rares, à cause du manque de l'électrification et ceux qui en possèdent un le font fonctionner avec l'utilisation de générateurs à carburant comme source d'électricité. Ils sont généralement utilisés à des fins commerciales comme des cinémas ou pour montrer des matchs de football pendant les compétitions continentales ou mondiales ou nationales telle que la première ligue de football d'Angleterre qui est très appréciée dans tout le pays. Le droit d'entrée se situe entre 500 et 1000 Shilling ougandais¹⁹ selon l'importance de l'événement. Ces appareils sont rarement utilisés pour l'information. Mais du fait de l'augmentation rapide du prix des hydrocarbures ces dernières années, le maintien des générateurs devient de plus en plus difficile et les nouvelles sources d'énergie électrique telle la Photovoltaïque

¹⁸ C'est pendant la rédaction de ce travail, que les Baruli ont obtenu après une longue attente leur Radio, qui émet en Luruli plusieurs émissions depuis la ville de Nakasongola. Cette Radio est récente (2009).

¹⁹ Le pays possède sa propre monnaie qui est le Shilling ougandais. Au moment de la rédaction de ce travail 1 Euro équivaut à 3000 Shilling. L'inflation dans le pays est de 28% en 2012.

sont pour presque la totalité de la population inaccessibles à cause de leur prix d'achat élevé.

c) La santé

Il existe plusieurs petits centres de santé dans le district, qui diffèrent les uns des autres selon leur niveau de compétence d'après la classification nationale. Ces derniers sont soit publics, donc appartenant à l'état, soit privés (appartenant à des individus). Généralement les centres commerciaux sont dotés de dispensaires publics, mais avec un personnel réduit et des équipements précaires. Dans la commune de Kalungi se trouve un centre de santé à Kalungi et un autre à Kazwama. Tous les autres villages possèdent dans le meilleur des cas de petits lieux de vente de quelques produits pharmaceutiques, généralement nommés « drug shop ». Ceux-ci sont pour la plupart des cas aux mains de personnel peu qualifié et en cas de situation de maladie ou d'accident grave l'on doit se rendre à Nakasongola ou à Kiwoko à une soixantaine de kilomètres de la sous-région. Des campagnes de vaccination, surtout des enfants à bas âge, sont quelquefois organisées par les responsables nationaux ou régionaux de la santé. Généralement chaque ville communale du district possède un centre de santé.

En plus de ces centres qui offrent à la population des soins de santé moderne, la région regorge de guérisseurs traditionnels, à qui l'on attribue le pouvoir de guérir telle ou telle maladie. Dans la zone de notre étude, ils sont même organisés au sein d'une organisation avec à leur tête un responsable. La population a régulièrement recours à leurs services, trouvant leur prix plus abordable. Ces guérisseurs jouissent d'un grand respect dans la société.

d) L'éducation

Le système éducatif se limite aux écoles primaires et secondaires publiques et privées. Les écoles primaires sont pour la majorité des cas entre les mains des dénominations religieuses, mais il en existe qui appartiennent aux personnes privées qui les organisent. Ainsi l'on assiste à une multiplication rapide de ce genre d'école primaire uniquement aux mains des individus qui recrutent eux-mêmes des enseignants non qualifiés, mais avec des salaires deux à trois fois plus bas que ceux des enseignants qualifiés. Ils économisent ainsi aux dépens d'un enseignement de qualité. Pour la seule commune de Kalungi, nous avons une vingtaine d'écoles primaires contre une seule école secondaire allant du Secondaire (S1) au Secondaire (S4)²⁰ qui se situe sur une colline près de Kiseyi-Center (lake View). Depuis quelques années le gouvernement ougandais a rendu l'éducation primaire gratuite, ce qui en principe devait encourager les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Mais le fait que l'on a très peu d'écoles secondaires, témoigne du grand nombre d'abandons de l'école entre le primaire et le secondaire dans la région. Certaines organisations non gouvernementales avaient tenté de mettre en place un système d'éducation pour adultes, mais le dévouement de la population aux études et le succès sont restés minimes. Le projet a été abandonné.

²⁰ Cela correspondrait au premier cycle secondaire dans le système éducatif français.



Carte 2. La commune de Kalungi avec ces parishes 21. C'est notre principale zone de recherche

3 Le problème de la durabilité de l'innovation agricole au Buruli

La durabilité est devenue depuis plus d'une décennie un des mots clés de la politique de développement de manière générale et de celle du développement rural en particulier. Mais quoiqu'étant devenu très populaire dans presque tous les domaines de la coopération, qu'elle soit nationale, internationale, économique, sociale ou politique, ce mot manque d'une réelle définition et tend à devenir imprécis. Chaque domaine de coopération le définit selon ses attentes et ses objectifs. Il semble que le mot durabilité vient du domaine de la foresterie et s'appliquait à la conservation de la forêt en tant qu'écosystème. Pendant la décennie en cours ce mot semble prendre de plus en plus une dimension beaucoup plus écologique. «Ne dupe pas tes enfants et tes petits-enfants »Bell et Morse (1999 : 24), ainsi serait-on tenté de définir le concept de la durabilité en matière écologique. Selon Bell et Morse cette phrase en forme impérative pourrait traduire de manière concrète le sens de la durabilité, en matière de gestion des ressources naturelles. Mais la définition de la durabilité

21

Notre zone de recherche est présentée par [Human Rights Focus](http://HumanRightsFocus) sur Google map
Source: www.Lcmt.org/uganda/nakasongola/kalungi

dépend aussi de plus en plus du domaine scientifique de laquelle elle émane. Pour les besoins du présent travail, qui relève du domaine agricole, il sera nécessaire de jeter un regard sur la définition que la FAO (Organisation Mondiale pour l'Agriculture et l'Alimentation) donne à la notion de durabilité. Elle correspond à une application au contexte agricole de l'idée de développement durable définie au sommet de Rio en 1992 comme étant « le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins » (Rapport Brundtland de 1987)²². Selon cette définition, un système agricole durable est un système qui suppose l'aménagement et la conservation de la base de ressources naturelles ainsi qu'une orientation des progrès techniques et institutionnels capable de garantir l'accomplissement et la satisfaction continue des besoins des générations présentes et futures. Ce développement durable conserve les ressources en terre et en eau ainsi que les ressources génétiques végétales et animales, et il est économiquement viable et socialement acceptable. Cette définition reste cependant centrée sur le système de production agricole comme exploitation physique des ressources naturelles agricoles. Elle ne prend pas en compte le projet lui-même en tant qu'innovation. Elle pourra tout de même nous servir de point d'orientation. Cependant ce qui intéresse plus ce travail est surtout la durabilité²³ de l'innovation agricole initiée au sein de la société Baruli, en tant qu'action de développement dans la communauté indépendamment de l'activité agricole spécifique. Cette durabilité en question ici va au-delà d'une simple durabilité matérielle du projet. Elle prend en compte le côté social du projet aussi bien au

²² Le Rapport Brundtland, officiellement intitulé *Notre avenir à tous* (*Our Common Future*), est une publication rédigée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies.

²³ La durabilité dont nous parlons ici pourrait s'apparenter à la pérennité du projet, mais elle est plus qu'une simple pérennité, car l'innovation ne devait pas rester telle qu'elle est, mais a besoin d'être adaptée aux différents changements économiques, sociaux et environnementaux qui interviennent dans la société.

niveau des acteurs qu'au niveau de la société toute entière. La durabilité dans cette étude pourrait être présentée comme l'intégration de l'action de développement dans le quotidien de la population cible, au point qu'elle devienne une propriété de celle-ci. L'innovation agricole ne serait plus vue comme une initiative externe mais elle devient un élément propre du système de production local, régional et national. Une brève analyse de la situation alimentaire actuelle en Afrique au sud du Sahara, situation encore précaire malgré les efforts faits au niveau national et international pour mener à bien des multitudes de projets agricoles, nous permettra de mieux comprendre le sens et la signification de la durabilité dont il est question dans ce paragraphe:

Il est indéniable que des progrès énormes ont été réalisés dans le domaine du développement agricole en Afrique. La coopération nord-sud a été un cadre important de réalisation de ces efforts et elle a multiplié des initiatives pour maintenir ce progrès. Ainsi donc nous avons assisté au doublement de la production agricole à l'échelle mondiale entre 1950 et 1980. De nouvelles variétés de céréales et de tubercules ont été introduites dans le système de production agricole. Pourtant le problème alimentaire reste crucial dans presque tous les pays d'Afrique subsaharienne et tend à devenir encore plus grave dans certaines régions. Nous avons fait allusion précédemment à la nouvelle carte alimentaire peu réjouissante publiée récemment par la FAO. L'objectif que cette organisation s'était fixé, à savoir, éradiquer la famine dans le monde au plus tard vers 2015 sera presque impossible à atteindre au vu de la situation alimentaire actuelle. Pourtant, un certain optimisme avait déjà été affiché en 1974 par la conférence sur l'alimentation à Rome. L'adoption principale de cette conférence stipulait que chaque homme, femme, enfant avait droit à une vie sans faim et que la communauté internationale disposait de ressources financières, techniques et organisationnelles suffisantes pour éradiquer la famine dans le monde. Mais malheureusement la conférence de 1996 constatera alors avec regret que malgré les efforts déployés il restait

encore assez à faire pour atteindre le but qu'elle s'était fixé en 1974, démontrant ainsi qu'en plus des ressources financières, techniques et organisationnelles, d'autres facteurs joueraient un rôle déterminant dans la lutte contre la faim. L'on admettra alors que pour atteindre ce but, la mise en place des stratégies de développement agricole adaptées aux données sociales, économiques et environnementales sur le plan local et régional sera indispensable pour garantir la durabilité et la pérennité des projets. L'identification de telles approches est aujourd'hui un défi réel pour la politique de développement et par conséquent pour la coopération nord-sud et sud-sud.

C'est pourquoi ce travail se veut être une contribution à l'identification d'une telle approche, permettant un développement agricole durable dans le milieu rural africain en général et chez les Baruli en particulier. En effet, malgré un nombre assez important de projets agricoles initiés dans la région par des organisations nationales et internationales au développement, la situation nutritionnelle reste très précaire et plusieurs familles sont exposées à la faim si elles n'en souffrent pas déjà. L'intervention externe pour assurer le minimum nécessaire aux familles a été quelques fois sollicitée²⁴. Cela avait mis une tranche de la population dans une situation de dépendance de l'extérieur alors que les conditions de production agricole sont favorables dans la région. La stagnation de la production agricole suite aux méthodes de mise en valeur des terres mal adaptées aux conditions climatiques (hauts plateaux avec des collines et des versants) et à la croissance vertigineuse de la population fait obstacle à l'accroissement significatif de la production agricole de manière à faire face au besoin nutritionnel. Plusieurs projets de développement agricoles initiés pour parer à cette situation ont soit cessé après une courte durée soit

²⁴ Des organisations d'aide alimentaire telle que "Save the Children" ont distribué des vivres aux populations pendant la période de notre recherche. Cette aide n'a toujours pas atteint les nécessiteux, mais plutôt la classe moyenne de la population qui n'en dépendait pas véritablement.

manqué le but qu'ils s'étaient assignés au départ²⁵. La durabilité telle que nous l'avons présentée plus haut n'a pas eu lieu dans la majorité des cas. Il convient donc de faire allusion à quelques entraves à celle-ci au Buruli.

3.1 Quelques entraves à la durabilité au Buruli

Malgré la motivation de la population pour le développement agricole, celui-ci a du mal à véritablement produire des effets durables dans la vie quotidienne des familles. Les raisons de ce progrès au ralenti sont diverses. En plus du fait que la population voit l'innovation agricole comme une menace (ce qui a fait l'objet principal de notre étude), d'autres raisons de cet échec ont également été identifiées au cours de cette recherche. Nous pensons qu'il serait indiqué d'analyser brièvement certaines d'entre elles. Il y a d'une part celles qui sont liées aux organisations de développement travaillant dans la région et de l'autre part celles liées à la société baruli elle-même.

3.1.1 Entraves liées aux méthodes de travail des organismes de développement

a) Présence superficielle et irrégulière en milieu rural

Le milieu rural baruli est d'une complexité pertinente et ne peut pas être compris rapidement par celui qui n'y vit pas de manière permanente. Pour le comprendre, il est tout à fait indispensable de s'y plonger le plus profondément possible en partageant la vie quotidienne de la population. Ce milieu n'offre aucun luxe aux citadins habitués à la vie dans les grandes villes. La majorité des habitations est construite en terre battue et couverte de paille ou de tôles. Le milieu rural n'est pas électrifié et les nuits sont souvent terrifiantes: seules quelques lampes à pétrole éclairent passablement les habitations, et les villages n'offrent aucune distraction. Dès la tombée de la nuit, chacun se retire dans sa

²⁵ Quelques raisons de cet échec seront apparentes plus tard. Souvent une fausse appréciation de la situation des concernés par les organisations en question a été à l'origine des échecs de projets agricoles.

case. De surcroît certaines rumeurs et croyances propagent la notion d'esprits maléfiques qui se promèneraient la nuit et pourraient causer des dommages aux personnes qu'ils rencontrent. Ces esprits sont véritablement redoutés par la population et mettent les habitants dans une situation de peur permanente surtout pendant la nuit. Il en est de même du hibou, oiseau nocturne, qui lui aussi est supposé être en mesure de causer la mort des êtres humains. Tout ceci amène les agents de développement, qui sont généralement tous des citadins, à ne se rendre que rarement dans un tel milieu. Ils évitent ainsi d'avoir part directement à la vie quotidienne des bénéficiaires de leur projet et de ce fait n'ont qu'une connaissance superficielle de la réalité que ceux-ci vivent. Par conséquent l'action de ces ONG (Organisations non gouvernementales), qui aujourd'hui sont considérées par les politiciens du développement comme le fer de lance dans la lutte contre la pauvreté, reste en grande partie superficielle. Ce qui vient d'être décrit ici, n'affecte pas seulement la durabilité des projets, mais affecte aussi considérablement la relation entre les agents et le milieu rural, car pour comprendre le niveau d'argumentation des populations et leur position face à une innovation, il semble tout à fait indispensable de connaître l'arrière-plan sur lequel celle-ci se base.

Pour combler leur déficit de la connaissance des réalités du milieu et pour se maintenir dans des conditions de vie citadine tout en étant reconnues comme travaillant en milieu rural, ces organisations basées en milieu urbain nomment des représentants locaux, mais qui ne possèdent ni de qualification suffisante dans le domaine agricole, ni de matériels de travail adéquats. Le personnel qualifié, qu'il soit local ou externe, se trouve ainsi « pris au piège urbain » (Chambers, 1983:7). Il se débarrasse de sa responsabilité au profit d'une personne non qualifiée pour sauver son propre standard de vie en milieu urbain. Par cette stratégie il met en place au fil du temps (souvent sans s'en rendre compte) un nouveau type de « bureaucratie rurale » (Shepherd, 1998 : 225), car dans la majorité des cas, ce représentant à son tour s'adjoint des

représentants par village. Toutes ces représentations locales sont facilement influençables par ceux qu'il convient d'appeler « l'élite rurale ». Cette élite accroît la distance entre les organisations au développement et la population cible en cherchant à s'approprier les projets et en empêchant les agents d'être en contact direct avec les plus démunis. Ces derniers restent à l'écart du projet, dont ils auraient pourtant bien plus besoin que l'élite rurale. De surcroît ces représentants régionaux ont tendance à détourner l'action de développement au profit de leurs parents et amis ou simplement à des fins personnelles.

b) Méconnaissance du quotidien des ruraux

La quasi-totalité des organisations au développement, quoique engagées dans les milieux ruraux, s'installent en milieu urbain soit à Nakasongola soit à Kampala et ne font que quelques visites sporadiques dans leur région d'opération. Nous en avons déjà fait allusion au début de ce chapitre. Chambers (1983 :11) qualifie cette approche de « tourisme rural des techniciens ». L'accès aux concernés reste de ce fait superficiel et les agents ne se font qu'une idée circonstancielle de la vie des groupes et du milieu, idée qui ne colle pas véritablement avec la réalité de la population. Leur rapport qui dérive d'un tel contact ne présente pas dans son fond les réalités de la vie quotidienne des concernés. Si de tels rapports sont utilisés pour la planification des actions de développement antérieur, alors l'échec serait préprogrammé avant même que le projet ne démarre. Un séjour prolongé en milieu rural reste pour la plupart de ces agents impossible. En effet lorsque la visite d'une personne habitant la ville et de surcroît instruite est annoncée au Buruli, les villageois portent à cette occasion le plus bel habit qu'ils possèdent, sacrifient un animal même si cela est pour eux une perte immense, nettoient proprement le lieu de réception soigneusement choisi (généralement le domicile d'un

membre de l'élite rurale dont la maison est couverte de tôle²⁶ et dont les murs sont peints, ou simplement un endroit bien aménagé à l'ombre d'un arbre). Les plus pauvres n'ayant pas d'habit neuf n'apparaissent même pas à de telles rencontres. Les participants sont plus préoccupés par le désir de présenter au visiteur (car c'est ainsi qu'ils perçoivent les agents de développement) une image soignée de leur société ou de leur village, que par l'innovation que celui-ci désire introduire dans leur société. Cette superficialité de la connaissance des réalités des concernés ne permet pas au projet d'être lancé sur des bases sociales, culturelles et économiques solides et adaptées aux réalités des bénéficiaires. Or le succès et la durabilité du projet nécessitent une identification des bénéficiaires à celui-ci, identification qui leur permet de prendre intérieurement possession du projet. C'est cet endossement du projet par la population qui pourrait être un des pas décisifs vers la durabilité de celui-ci comme nous l'avons souligné dans notre hypothèse.

c) Eveil de fausses attentes chez les ruraux

Par des discours centrés sur les avantages économiques d'une innovation, visant uniquement à convaincre la population du bien-fondé de l'action de développement, des attentes et aspirations énormes sont éveillées chez les bénéficiaires. Des promesses sont faites ou certains discours des agents sont interprétés comme étant des promesses au pied de la lettre, sans considération des données climatiques et environnementales du milieu. À titre d'exemple l'on pourrait citer le projet de plantation d'aloë vera²⁷ dans le village de Kasambia (Kalungi subcounty, Nakasongola district), initié en 2005 par une

²⁶ Les maisons en toiture de tôle sont signes de développement au Buruli. Généralement les maisons sont couvertes de paille, mais celui qui couvre sa maison de tôles, fait preuve qu'il est à un niveau élevé de développement économique personnel (cf. Bearth 2008 : 55ss.)

²⁷ *Aloe vera* est une plante originaire de la Chine à feuille longue et pointue, qui est utilisée aussi bien dans le domaine cosmétique que médical.

ONG. Ce projet supposé améliorer la condition économique des villageois en un temps record de deux ans a échoué après un seul semestre entraînant des pertes financières chez plusieurs paysans. D'après l'un des paysans qui s'était engagé dans la culture de cette plante, il a investi la presque totalité de son gain annuel pour l'achat de rejets d'aloë vera et pratiqué la culture sur la partie la plus fertile de son champ. Une rentabilité énorme lui étant promise, il a fait son plan d'investissement en fonction des promesses de l'organisation. Mais s'il est vrai que cette plante pousse bien dans les conditions climatiques au sud du pays (pluies abondantes, ensoleillement modéré), ce n'est pas le cas au Buruli, une région semi-aride, à température élevée. Après les semis des rejets, les jeunes plantes n'ont pu résister au soleil et à la sécheresse. C'est une perte pour ce paysan, qui désormais voit toutes innovations agricoles comme une menace comme nous le formulerons dans notre hypothèse de départ. La déception des paysans est à la mesure des attentes que l'on aura suscité en eux. L'organisation a entre-temps suspendu ses activités dans la région. En basant le discours de l'innovation sur des promesses, l'on a réussi à éveiller des attentes qui, même dans le meilleur des cas, seraient difficiles à satisfaire. Placer les avantages économiques de l'action de développement au centre du discours ferait croire aux bénéficiaires que l'innovation serait la solution ultime à tous les défis économiques auxquels ils sont confrontés. Le profit individuel et rapide devient alors la seule source de motivation de ceux-ci. Si la population cible se lance dans une telle action, il ne s'agit pas d'une adoption de l'innovation pour l'intégrer dans sa vie quotidienne, mais plutôt d'une acceptation temporaire de l'innovation dans le seul but de satisfaire un certain besoin précis. Ces intérêts, s'ils existent, sont de courte durée et peuvent être eux-mêmes source de conflits entre les membres de la société. Si d'autre part ils n'existent pas, alors l'innovation meurt au stade embryonnaire. Nous avons été témoins des cas où des organisations offrent aux participants des rencontres organisées des repas et le prix du transport même s'ils habitent le village où la

rencontre a lieu. Pourquoi ne pas participer à une telle rencontre si à la fin l'on est payé pour cela? Quel est le sens d'une telle participation aux rencontres? Parmi les nombreux projets initiés au Buruli par ces organisations dans le domaine du développement agricole, très peu ont pu être jusqu'ici adoptés par quelques familles. Plusieurs d'entre eux ont simplement été abandonnés après une courte durée.

d) Méfiance entre les différents acteurs

Les Baruli en général et les habitants de la commune de Kalungi en particulier sont devenus très méfiants vis-à-vis des organisations travaillant dans leur district. Cette méfiance est liée à certaines expériences faites par la population en matière d'action de développement. Elle se sent souvent exploitée par ces organisations et les accuse de vouloir profiter de leur pauvreté pour s'enrichir elles-mêmes. À titre d'exemple, l'on pourrait citer le projet « Work for Food » (Nourriture pour le Travail), projet initié par une ONG active dans la région. Le projet consistait à recruter des villageois pour construire à la main des pistes de cinq mètres de large pour relier les différents villages de la sous-commune de Kalungi. Des projets similaires ont aussi été conduits dans d'autres parties du district. Il fallait avoir construit un tronçon de cinq mètres de long et de large pour être récompensé avec un ou deux kilogramme (s) de farine de maïs. Rien n'avait été prévu pour assister les victimes d'éventuels accidents de travail pourtant prévisibles vue la difficulté de ce travail purement manuel. C'est avec déception que les travailleurs ont constaté que leurs collègues blessés pendant le travail devaient se prendre en charge eux-mêmes et qu'ils ne pouvaient bénéficier d'aucune assistance financière pour faire face aux coûts des soins. Les soins ne pouvant être payés en farine mais en argent, les victimes étaient obligées de s'endetter pour leurs soins médicaux. L'organisation employeuse n'avait prévu aucun fond financier pour ce genre de situation, la seule rémunération étant de la farine pour presque toute une

journée d'intense labeur. Il est à signaler que parmi les participants à ce genre de travail les femmes étaient majoritaires ; puisqu'elles sont en grande partie responsables pour la nutrition de leur famille. La seule motivation de la population pour participer à ce projet était l'acquisition de quelques kilogrammes de farine même si elle ne savait pas pour qui elle devait construire une telle piste. Les véhicules sont très rares dans la région et empruntent la piste principale entre les centres commerciaux. La population se déplace soit à pied soit en vélo. Pour qui donc cette piste ? se demandait-elle. Qu'en serait-il de la maintenance ? Aujourd'hui, la brousse a déjà repris ses droits sur ces pistes qui sont toutes devenues des sentiers comme elles l'étaient avant le projet. Ce genre de situation ainsi que des promesses non tenues par des organisations travaillant au Buruli, laissent des cicatrices douloureuses qui rendent difficile l'adhésion des populations aux projets postérieurs. Nous avons déjà cité l'exemple du projet Aloe vera dans le village de Kasambya.

3.1.2 Entraves liées à la société elle-même

a) Les « gourmands » de la société

Cette désignation fait allusion à l'élite rurale constituée d'une couche sociale en milieu rural buruli qui n'est ni très pauvre, ni exclusivement agricole. Elle est même parfois soupçonnée par les autres couches comme voulant les maintenir dans la pauvreté pour avoir autour d'elle une masse exploitable. «Some people at least also attribute to rich people conscious intentions to keep poor people in their positions so that they might remain available as cheap helpers and laborers» (Döbel, 2006). Cette révélation a été faite en 2006 par un paysan de la région lors d'une étude sociologique effectuée dans le cadre du projet LAGSUS (Language, Gender and Sustainability) dont cette étude fait partie. Jodha (1991) reconnaît que cette

élite tend à s'emparer des ressources communes par l'influence qu'elle exerce sur les autres membres de la société. Dans le cas du Buruli, cette élite essaie par différents moyens d'acquiescer des projets, qui normalement, et dans l'esprit du développement rural, seraient destinés à des plus pauvres qu'eux. Un exemple servira à élucider ce fait: En septembre 2005, un projet d'amélioration de la race de volaille locale par des croisements avec d'autres races hybrides externes ayant une masse plus importante devait être lancé dans un village. Très vite l'élite du village s'est constituée en groupe. Ce groupe était composé de propriétaires fonciers ayant un assez grand nombre de bétail, de volaille, majoritairement polygames (3 à 5 femmes), et appartenant à l'administration communale. Du fait de la connaissance de ces données, l'initiateur du projet leur refuse ce projet. Une tension entre cette élite et l'initiateur du projet d'une part, et entre elle et les groupes bénéficiaires d'autre part est alors engagée et il faudra plusieurs mois de médiation pour l'enrayer mais sans pour autant arriver véritablement à réconcilier les différents acteurs. Le projet a cependant eu lieu avec les démunis et reste encore vital jusqu'à ce jour.

b) Problématique du genre et ses effets sociaux

Il ne fait pas de doute que les femmes jouent un très grand rôle dans l'économie de la région. Elles sont en grande partie responsables de la nutrition de leur famille et l'économie familiale repose presque entièrement sur elles. L'éducation des enfants relève entièrement de leur compétence, et dans plusieurs familles ce sont elles qui payent la scolarité de leurs enfants. Cela fait qu'elles sont engagées dans plusieurs activités commerciales génératrices de revenus telles que la vente de poissons, de boissons alcoolisées ou du surplus de la production agricole. Elles bénéficient très rarement du support de l'homme qui les considère comme sa propriété privée. Pour appuyer ce qui vient d'être dit, il convient ici de donner la parole à l'une d'entre elles. Il s'agit d'une femme d'une trentaine d'années, mère de quatre enfants.

« Baruli women respect their men because men are the head leaders in the family and they take them to be superior. The Baruli women are very hardworking and devoted to their families.

Even though women are always devoted to their families, men still practice polygamy. They do not consider so much the religion of marrying one wife. In Buruli most of the men do have two or more women in one home or on one Kibanja (plot).

The Baruli men are very primitive. You can find a man with herds and herds of cattle with a very big family and a very large piece of land but without a constructed house. They normally live in small huts or semi-permanent houses without even minding their family members' lives; they only mind their cattle which are useless to them because they do not make use of them. It is only the educated men who nowadays have learnt how to construct good houses, but only on a very small scale.

In Buruli, men do not give a hand in domestic work. They spend most of their time in drinking places (bidandali) taking local brews (malwa) and sometimes taking care of their cattle. This has also contributed a lot to polygamous marriage because men get involved with other ladies as a result of redundancy. In most cases some do practice polygamy because they do not believe in religion. They just pretend to be believers yet deep in their hearts are not. That is why Buruli is still backward compared to other parts of Uganda.

As I said earlier, men do not give a hand in domestic work, they also do not mind about the clothing of the children. In most cases the responsibility of men regarding their children is limited to school fees. Whenever the school fees are paid, they are not bothered with other responsibilities. So it is the women who cater for the remaining responsibilities.

Women play a very big role in the family because it is the women who are with the children most of the time, and it is also women's role to teach children how to do domestic work like cooking, fetching water, collecting fire wood, etc.

The girls are taught how to dig, cook, collect firewood and keeping the home clean. and the boys are mostly taught how to fetch water and digging.

The major role of women in Buruli is bearing children because whenever a woman fails to conceive or produce, she is regarded as a failure in the family and in the society as a whole. The man can also deny her, her right of sharing any wealth e.g. land and cows in the family. So producing children in Buruli is also a big role of women.

In Buruli, it is the women's responsibility to see that they have enough food in the family. So this also makes the women work from sunrise to sunset in order to fulfil that responsibility. Whenever a woman fails to feed the family successfully, she is regarded as a failure.

Although the Baruli women are hardworking people, they don't share any wealth in the family. For example, even when the woman has been married for over 10 years, she takes nothing when they divorce.

As I said earlier, men are the ones who head the family, it is men who marry ladies and also men are the ones who pay dowry which is a bit expensive because they have to give gomasi (it is a special traditional dress for women) to the mother and aunt and two kanzus (special dress for men) to the father and the brothers in law of the girl. The man must also bring a number of cows and local brew (malwa) to the family of the marrying girl»²⁸.

Cette situation d'infériorité absolue de la femme empêche celle-ci de s'engager réellement et à fond pour relever le défi économique familial, car elle vit dans une sorte d'incertitude sachant qu'elle peut être renvoyée par son époux à tout moment. Le paiement de la dot laisse aussi croire que la femme est une propriété de l'homme dont il peut disposer comme bon lui semble. Il en ressort aussi que le poids économique et social de la famille repose dans la majorité

²⁸ Ce texte à été intégralement pris dans sa version originale en n'y apportant que les changements grammaticaux ou orthographiques les plus indispensables. L'auteur travaille en partie dans l'administration locale et est aussi impliquée dans la production agricole. Elle nous a été d'un apport appréciable lors de notre étude.

des cas sur elle. De ce fait les femmes sont plus intéressées et impliquées dans les projets de développement que les hommes à cause de la grande responsabilité familiale qui leur incombe. Dans un rapport rédigé dans le cadre du volet sociologique du projet LAGSUS sur les Baruli en 2005, Döbel²⁹ relate à propos des femmes: «*While not mentioned as a problem contributing either to poverty or a weakness at all, the gender imbalance is mentioned among the “Thematic Indicators” of poverty, as the Ministry of Gender, Labour and Social Development has already conducted a Gender analysis, noting oppression of women by men” and an imbalance in the distribution of work and the use of resources: while women do more work, they have less control over household income and other resources . Several NGOs are mentioned as engaged in “gender mainstreaming” in collaboration with local government. Group formation and loan management are the main activities carried out in support of women, while specific training for women councillors is the speciality of SDU (Strengthening Decentralization in Uganda) ».*

Pour notre part, nous avons pu nous rendre compte au cours de nos recherches que la femme est surchargée de responsabilités et que la contribution de l’homme aux travaux domestiques par exemple est presque inexistante. Cette situation devient plus cruciale en saison sèche lorsque la quête d’eau devient plus difficile et prend plus de temps qu’en saison de pluie. Les efforts faits par le gouvernement ougandais et des organisations non gouvernementales pour supporter les femmes en milieu rural se sont intensifiés mais les résultats restent encore faibles à l’exception de quelques exemples isolés.

c) La jalousie au sein de la communauté

La jalousie telle qu’elle se manifeste au Buruli pourrait entraver le développement. Dans le texte ci-dessus la femme y fait allusion. Elle est causée par la dégradation rapide des ressources économiques régionales et par la

²⁹ R. Döbel est sociologue à l’université de Münster (Allemagne), il a assuré de 2002 à 2006 le volet sociologique du projet LAGSUS auquel ce travail avait été intégré.

pauvreté. D'une étude menée parallèlement en 2005, il ressort clairement que la jalousie entre familles et clans, mais aussi à l'intérieur de ceux-ci, est une réelle entorse au développement (Döbel, 2005). Elle constitue un frein à la circulation d'information et compromet le processus de vulgarisation de nouvelles technologies en milieu rural. Elle amène les villageois à détruire (de manière secrète) les propriétés des personnes vers qui ils ont ce sentiment. Ainsi, il semble être difficile aux uns et aux autres de se parler avec franchise. Nous avons vécu des cas où la simple présence d'un individu près du troupeau de bœufs ne lui appartenant pas a entraîné de longues querelles.

d) Les rumeurs injustifiées et persistantes

Les rumeurs qui sont généralement connues sous le nom de « *lugambo* » en langue locale sont un réel problème qui handicape de manière significative le développement régional et entraîne des conflits familiaux, claniques et inter claniques. Ces rumeurs sont intimement liées aux scènes de jalousie décrites plus haut. Elles n'épargnent pas l'expert qui partage la vie de la population. Mais de quoi s'agit-il ? Le *lugambo* est une forme aiguë de la manifestation de la jalousie au sein de la société, mais il peut aussi être l'expression d'un sentiment de rejet qu'une personne éprouve à l'égard d'une autre. Il est basé sur des soupçons et vise généralement à ternir l'image d'une ou de plusieurs personnes. Il n'épargne personne et chacun peut en être victime. Le ou les concernés sont très souvent les derniers à apprendre ce qui se dit sur leur compte autour d'eux. Chacun évite soigneusement d'informer la personne dont il est question. Cela entrave la communication sur un sujet précis en excluant un ou plusieurs individus du processus. Lors de cette recherche nous avons nous-mêmes été confronté à ce genre de rumeurs. En visite chez une famille, le père de famille, juste avant notre départ, nous confie un problème auquel sa famille est confrontée depuis quelques jours : « La récolte de cette année n'a pas été fameuse pour nous, je suis malade (entre-temps il est décédé), et mon

épouse doit s'occuper de moi. Elle n'arrive donc plus à s'engager entièrement dans les travaux champêtres. Nous avons huit enfants tous en bas âge. Je vous assure que depuis trois jours nous n'avons mangé que des mangues. Puis-je solliciter de votre aide?» dit-il. Pris de pitié pour cette famille nous nous sommes proposé d'apporter une aide immédiate. Nous avons acheté au centre commercial du village de la farine de maïs, du sucre et d'autres nourritures pour les offrir à cette famille. Quelques semaines plus tard, elle a reçu de notre part la semence pour la saison de pluie qui était proche et nous avons continué notre soutien à cette famille, jusqu'à la prochaine récolte. Pendant que nous cherchions à relever cette famille d'une situation nutritionnelle et économique désespérée, le bruit court dans le village et les environs que nous sommes en train d'apporter de l'aide pour épouser la fille la plus âgée de cette famille. Certains commentaires faisaient état de ce que la jeune fille déménagerait chez nous dans un futur proche et que la dot était payée. C'est seulement après une longue période que le village s'est laissé convaincre qu'il s'agissait d'une simple aide pour faire sortir cette famille de l'indigence extrême et que nous n'avions aucun autre intérêt. Cet exemple illustre le cas d'une rumeur qui n'avait pour finir aucune conséquence négative ni sur notre travail ni sur la société. Cependant ces rumeurs peuvent avoir des effets négatifs sur la cohésion sociale surtout dans le cas de décès. Les décès naturels sont rares dans la région puisque chaque fois qu'il y a un décès, ces rumeurs accusent une ou plusieurs personne(s), d'être auteur(s) soit de la maladie, soit du décès, car ayant utilisé des puissances ou des esprits mauvais pour détruire la vie de celui qui est mort. Nous avons parlé du « mayimbé » dans les paragraphes antérieurs, c'est sur l'utilisation de ce genre d'esprit que les rumeurs se basent pour accuser des personnes supposées avoir détruit la vie du défunt. Le clan et les amis de celui-ci peuvent dans de tels cas aller jusqu'à détruire les propriétés (habitat, plantation et champs, bétail) du ou des accusé(s) et la communauté peut les renvoyer(s) du village ou de la région.

e) Des différences économiques non négligeables

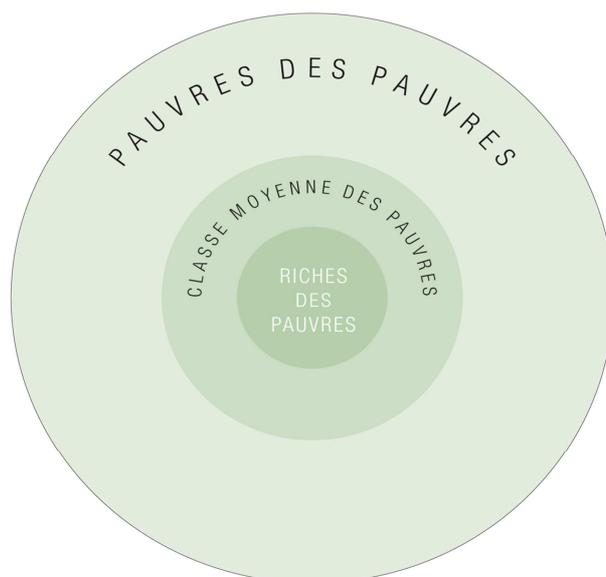
Même s'il est admis de manière générale que la population rurale des pays en voie de développement est pauvre, il convient de déterminer au sein de cette population différents degrés de pauvreté. Cette différenciation varie d'une région à une autre. Cette thèse n'est pas celle de l'aspect multidimensionnel de la pauvreté qui a déjà été analysé par plusieurs auteurs dont Shepherd (1998: 58) mais se base dans le cas Buruli sur la structure économique et sociale de la population qui laisse entrevoir trois types de pauvres:

- Les riches des pauvres : ce sont ceux qui possèdent des terres, les propriétaires de bétails et ceux qui ont plusieurs épouses et enfants. Ils ont été désignés dans le chapitre précédent comme l'élite rurale. Généralement ils sont engagés dans d'autres activités (surtout commerciales) en plus de l'agriculture. Ils habitent des maisons dont les toits sont en tôle. Cette tranche est assez mince, mais détient un pouvoir qui lui permet de maintenir les autres dans une certaine dépendance d'elle.
- La classe moyenne des pauvres: ce sont ceux qui ne sont pas dépendants des premiers pour leur survie. Les ressources à leur disposition leur permettent de mener une vie décente. Cette classe n'est pas exposée à la faim et met en valeur sa propre terre et est plus ouverte à l'innovation que la première classe. Elle arrive à assurer la scolarité de ses enfants, du moins jusqu'à la fin de l'école secondaire. Le degré d'adoption d'une innovation est élevé chez cette tranche de la population. Elle a un accès facile aux informations et est attentive à tout changement social et économique.
- Les pauvres des pauvres: Ceux-ci sont difficiles à atteindre par un projet de développement même agricole quoiqu'étant majoritaires. Ils sont exposés à une pauvreté chronique qui, à moins que des précautions

appropriées et adaptées à leur situation ne soient prises, risquerait de devenir héréditaire (Beareth, 2008). Ne possédant pas de terre, et travaillant pour l'élite citée ci-dessus, ou pour la classe moyenne pour assurer leur propre survie et celle de leur famille, ils ne peuvent ni assurer la scolarité de leurs enfants, ni participer aux rassemblements publics faute d'habillement décent. Ils restent ainsi loin des différentes sources d'information et, de ce fait, des sources d'innovation. Ils sont exploités par ceux qui possèdent plus de biens matériels qu'eux. À titre d'exemple: une journée de travail sur une ferme est payée à 2000 Shilling, c'est-à-dire à environ 0,60 euros, en saison de pluie (la saison des pluies qui s'étend entre les semis et la récolte) alors que pendant cette même période, le kilogramme de farine (l'une des nourritures principales) est de 2400 Shilling soit environ 0,80 euro. Plusieurs d'entre eux s'engagent alors dans le secteur de la pêche du fait de la proximité du lac Kyoga. Poissonneux autrefois, ce lac est aujourd'hui surexploité et n'offre plus à la population riveraine les mêmes ressources en poisson qu'il y a quelques années. Malgré cet appauvrissement, la surexploitation des eaux du lac continue, et de nombreux pêcheurs utilisent les filets à petites mailles interdits par le gouvernement en vue de garantir la croissance d'alevins et d'éviter une catastrophe écologique irréversible qui pourrait frapper l'écosystème constitué par le lac et les zones marécageuses environnantes. L'organe chargé de l'application de cette décision gouvernementale, qui est basé dans la capitale et représenté sur le terrain par quelques contrôleurs officiels n'arrive cependant pas à faire respecter les normes dictées par le gouvernement. À toutes ces difficultés s'ajoute la question épineuse du foncier qui reste un handicap énorme au développement agricole, comme nous l'avons dit plus haut. Cette question déjà évoquée dans le chapitre précédent, se pose encore de manière plus cruciale au niveau des villageois. Si elle

n'est pas résolue de manière judicieuse, la question du foncier pourrait mettre en péril la cohésion sociale au Buruli. C'est pourquoi nous jugeons nécessaire de passer sommairement en revue cette situation.

**CLASSIFICATION ÉCONOMIQUE EN MILIEU RURAL AU BARULI
(KALUNGI SUBCOUNTY)**



Graphique 1 : Classification économique de la population dans notre zone de recherches

f) L'épineuse question du foncier à l'échelle villageoise

La question du foncier affecte la production agricole à trois niveaux dans la zone de recherche : Au premier niveau, la question irrésolue du foncier fait obstacle à l'investissement dans le domaine agricole à cause de l'incertitude quant au véritable propriétaire foncier. Cela est dû au fait que celui qui met en valeur la terre ne sait pas pour combien de temps il restera encore maître de son terrain, un propriétaire du Buganda pouvant à tout moment réclamer sa terre héritée lors de la double colonisation des Baruli. La conséquence de cette situation est l'insuffisance de la production agricole au niveau de plusieurs

familles, ce qui entraîne la malnutrition surtout chez les enfants. Les signes de malnutrition sont visibles chez plusieurs enfants âgés de deux à sept ans. Cela a poussé certaines organisations de développement à distribuer pendant plus de quatre ans de la nourriture aux familles touchées et à suivre l'évolution de la prise de poids de ces enfants sur une période donnée. Il a cependant été quelquefois difficile d'identifier les familles qui étaient réellement dans le besoin à cause des lacunes citées plus haut au niveau de ces organisations, et la nourriture destinée aux plus pauvres est souvent apparue dans les petits centres de commerce villageois pour y être vendue. Au deuxième niveau la question du foncier a engendré une réelle multiplication des conflits familiaux et claniques ainsi que ceux entre les voisins. Du fait de l'imprécision des limites de portions de terre et du manque de cadastrage, les accusations entre voisins d'avoir outrepassé les limites fixées (souvent sans exactitude) sont généralement à l'origine de ces conflits. Ce type de conflit occasionne des affrontements verbaux qui peuvent aller jusqu'à la violence physique entre les familles. Nous n'avons pas l'intention de rentrer dans les détails de ce genre de conflits dont les facettes sont multiples. Nous en avons essayé de présenter brièvement l'origine historique, puisqu'ils affectent directement le domaine agricole dans la région. Ces conflits d'origine foncière détruisent dans la majorité des cas des structures familiales et obligent certains membres de la famille à quitter la région pour s'installer ailleurs, loin du Buruli. À l'échelle clanique, la question du foncier entraîne des mécontentements de certains membres qui accusent les autres de vouloir se servir des règles traditionnelles (tels les droits d'héritage ainsi que le pouvoir des anciens du clan) pour s'approprier des terres. Le conflit foncier peut aussi opposer deux ou plusieurs clans. Dans de tels cas, le recours à l'administration moderne est la seule voie qui reste ouverte. La question du foncier reste très critique dans le district de Nakasongola. Elle occasionne quotidiennement des conflits incontrôlés allant jusqu'aux pertes en vie humaine (Döbel , 2005). Au troisième niveau, se trouve la problématique

du genre aussi soumise à la question du foncier. Du fait de l'incertitude au niveau des hommes dans le domaine du foncier, il devient presque impossible aux femmes qui se trouvent dans une situation d'infériorité accentuée dans la société, de posséder une terre à elles. Cela entraîne une démotivation au niveau de ces dernières et ne facilite pas une croissance efficiente de la production du vivrier. Quoiqu'il en soit, la question du foncier reste source de litiges dans la société et sa résolution est plus qu'urgente pour faire face au défi de développement au Baruli. Pour pouvoir faire face à ce problème, l'administration locale a décidé depuis quelques années que les Baruli devaient acheter aux propriétaires le terrain qu'ils occupent. Chaque famille pourrait être propriétaire de son terrain en toute tranquillité. Mais en raison de la faiblesse économique de la population, cette solution s'avère difficile à réaliser.

Résumé : *Les nombreux échecs des actions de développement au Buruli ont leurs causes d'une part dans la méthode de travail des organisations de développement actives dans la région et d'autre part dans les données sociales et culturelles des Baruli, imprégnées elles-mêmes de l'histoire coloniale particulière de ce peuple, celle de sa double colonisation qui rend incertaine la résolution des questions vitales comme celle du foncier. Les raisons que nous avons identifiées ne sont certainement pas les seules, mais elles sont, de notre point de vue, celles qui affectent de manière cruciale le développement agricole dans notre zone de recherche et compromettent la durabilité des projets. La raison principale qui est celle de la vision que la population a de l'innovation, puisqu'elle la considère comme une menace, trouve une solution dans l'approche de l'encadrement que nous proposerons et dans les recommandations que nous en dériverons à la fin de cette étude.*

4 Présentation des deux groupes de travail

4.1 Gawamukulya du village de Runyu

Runyu est un village de 86 foyers situé à moins d'un kilomètre de Kazwama, l'un des centres commerciaux les plus actifs de la commune et à une vingtaine de kilomètres à l'est de Nakasongola. Sa population vit principalement de l'agriculture, mais la situation géographique du village (moins de six kilomètres du lac Kyoga) permet à plusieurs hommes de faire la pêche au filet de manière saisonnière en plus des travaux champêtres.

Gawamukulya signifie littéralement en langue locale «la force vient de la nourriture». Mais d'après les explications des membres du groupe, l'on devait admettre la signification suivante: c'est en travaillant que nous pouvons produire suffisamment de nourriture et satisfaire le besoin nutritionnel des membres de nos familles afin de permettre à chacun de s'épanouir. C'est un groupe de travail mixte, mais à dominance féminine. Sur les neuf membres que compte le groupe, il y a huit femmes et un homme seulement. Les membres ont tous soit un lien familial, soit ils ont une longue relation d'amitié les uns avec les autres. Le groupe a été constitué trois ans avant le début de la recherche et a participé de manière active à celle-ci. Sa constitution a été motivée par le défi quotidien de pourvoir au besoin alimentaire des membres et de leurs familles. Ceux-ci habitent le même village et ont leur habitation côte à côte. Au départ le groupe n'exerçait aucune activité agricole, mais il était plutôt engagé dans le commerce de draps de lit qu'il achetait, décorait avec des fils de différentes couleurs et ensuite revendait. L'intérêt pour les activités agricoles communes a été suscité par le seul homme du groupe qui avait assisté à un séminaire organisé par l'église locale en vue d'informer ses membres des différents projets agricoles que certaines organisations religieuses s'apprêtaient à initier dans la région entre autre le projet de CFI sur lequel cette recherche s'était greffée. C'est ainsi qu'il a établi un contact entre le chercheur et le groupe en organisant une rencontre d'informations et d'échanges qui a abouti au

lancement d'activités agricoles communes du groupe avec le chercheur comme conseiller. Ce travail d'ensemble s'étend sur plus de trois années consécutives (octobre 2003 à juin 2007). Le terrain où se déroulent les activités agricoles du groupe se situe en bordure de la piste principale qui relie le village au centre commercial de Kazwama. En adoptant le projet agricole, ce groupe a aussi gardé sa première activité à savoir la manufacture de textile en couleur, qui est aussi devenue un cadre de rencontre pour la recherche.



Figure 6 : le groupe Gawamukulya du village de Runyu travaillant dans le jardin commun

4.2 Tambula Mpola du village de Djunda

Le village de Djunda, contrairement aux autres villages dont les habitations sont distantes les unes des autres, présente le visage d'une petite agglomération avec des habitations très proches les unes des autres, un centre de rencontre et un centre commercial. La vie communautaire est beaucoup plus ressentie à Djunda que dans plusieurs autres villages de la région. Il se trouve à environ 28 km de Nakasongola et à six km de Kazwama. Outre les activités agricoles, les habitants de Djunda vivent aussi de la pêche saisonnière tout comme ceux de Runyu.

Le groupe constitué au départ de onze femmes a commencé ses activités de champ commun en 2002 avant l'arrivée du chercheur. Miné par quelques conflits internes, il était sur le point de se dissoudre lorsque la rencontre avec le

chercheur a eu lieu en février 2004. Cela permit de lancer les bases d'une nouvelle collaboration qui ranima la motivation du groupe à poursuivre ses activités agricoles communes. C'est après deux ans d'activités que deux hommes se sont joints au groupe pour faire un total de 13 membres. *Tambula Mpola* en Luruli signifie littéralement «marchons doucement » ou « marchons pas à pas ». Mais selon les membres du groupe, il convient plutôt d'admettre la signification suivante : « Agissons avec patience les uns envers les autres ». C'est un appel à la recherche permanente de l'harmonie au sein du groupe, harmonie qu'ils considèrent tous comme étant une condition principale pour atteindre les buts que le groupe s'est fixés.

Gawamukulya et Tambula Mpola ont une structure administrative similaire, mais qui s'inspire de l'administration moderne avec une femme responsable à la tête du groupe (*chairlady*), une secrétaire et une trésorière. Les activités qu'ils exercent sont aussi les mêmes (culture de légumes), sauf que Gawamukulya continue, en plus des activités agricoles, la décoration des draps qui était son activité de départ.

Ces deux groupes sont actifs dans le domaine de la production de légumes (tomate, aubergine, poivron), de l'arachide et du maïs. Ils sont aussi actifs dans l'élevage de la volaille. La dominance des femmes dans les deux groupes est une preuve du fait que la femme a la plus grande responsabilité de la famille chez les Baruli. Puisqu'étant celle en charge de l'économie familiale, elle a besoin d'argent pour assurer les soins ainsi que la scolarité de ses enfants. Du fait de la polygamie fréquente, chaque femme est responsable du bien-être de ses enfants, l'homme se tenant généralement à l'écart de tout cela, craignant d'être accusé de favoritisme envers l'une ou l'autre épouse.



Figure 7 : une rencontre plénière avec les groupes Tambula Npola du village de Djunda et Gawamukilya du village de Runyu. Pendant cette rencontre il a aussi bien des participants que des non participants à la recherche.

4.3 Activités agricoles des groupes

Les deux groupes ont opté pour les mêmes activités agricoles en vue de faciliter une coopération franche et des échanges d'idées et d'expériences entre les différents membres. L'organisation des rencontres et séminaires communs ainsi que le partage des idées ont été facilités grâce à cette uniformité d'activités.

- La culture de légumes

Les Baruli ne cultivent généralement que leurs aliments de base qui sont le manioc, la patate douce, le sorgho, l'arachide et le maïs. La culture de légumes est presque inexistante. Jusqu'au lancement des projets de ces deux groupes, la commune de Kalungi avait toujours été approvisionnée en légumes par les peuples situés sur la rive est du Lac Kyoga et ceux du sud dans le district de Luwero. Convaincus que la culture de légumes ne pouvait pas se faire chez eux du fait de l'aridité de leur région, les habitants de la région n'avaient jusque-là entrepris aucun essai sérieux pour confirmer ou infirmer cette hypothèse. Ainsi donc, tout investissement dans la semence de ce genre de culture était impossible au vu du scepticisme qui n'était cependant qu'un simple préjugé.

C'est en 2004 que nous avons fait la première expérience de la culture de légumes avec les groupes. Il s'agissait principalement de la culture de la tomate et des aubergines. Malgré la méfiance que les groupes avaient vis-à-vis de cette innovation, ils ont accepté de faire une expérience avec notre appui. Il faut souligner ici que le soutien de l'église à cette innovation était précieux pour le démarrage. Les groupes avaient accordé une surface assez réduite à cette activité. Les résultats obtenus dépassaient de loin les attentes des membres du groupe. Il en a résulté une récolte dont la vente permit aux femmes d'avoir une autre source de revenu. Ainsi donc, l'hypothèse de l'impossibilité de la culture de légumes dans leur région venait d'être remise en cause suite à cette première expérience. La saison suivante, une surface beaucoup plus grande était alors accordée à la culture de légumes par les deux groupes. Cette deuxième expérience fut concluante pour les deux groupes aussi bien du point de vue de la production que de la qualité de leurs légumes. Aujourd'hui, la culture de légumes semble avoir largement gagné sa place dans le système de production végétale dans la région et surtout le long du Lac Kyoga.



Figure 8 : Jardin de choux appartenant à Tambula Npola

II La Recherche

1 But de la recherche

Ce travail se veut une contribution à la recherche et à la mise en place de stratégies de développement durable en milieu rural africain. Il s'intéresse surtout au processus de passage d'un groupe « désorganisé » de paysans au Buruli à celui d'un groupe structuré et organisé, capable de sécuriser l'avenir de ses membres en s'adaptant aux changements aussi bien climatiques que sociaux de son environnement immédiat. Par cette transformation, les groupes arrivent à faire face à la « menace » que représente une innovation agricole à leurs yeux, de la minimiser et ainsi de promouvoir la durabilité de l'action de développement.

Les quatre aspects suivants semblent être déterminants dans ce processus de changement :

- L'acquisition du savoir aussi bien local qu'externe, qui conduit à la mise en place d'un savoir pouvant être caractérisé comme savoir de groupe.
- Le processus de communication interne et externe au groupe qui permet de valider et de vulgariser le savoir acquis.
- L'aboutissement de ce processus qui confère au groupe des caractéristiques semblables à celles d'une organisation apprenante en milieu rural et donc de gérer le risque que représente une innovation agricole pour les paysans dépendants de l'agriculture de subsistance.
- Le rôle de « catalyseur » du conseiller agricole, qui consiste à accompagner le groupe dans ce processus de changement, par l'application du principe de l'encadrement non-directif permettant ainsi aux locaux de s'approprier l'action innovatrice.

2 Hypothèse de départ

La population rurale africaine de manière générale et celle du Buruli en particulier possède la capacité de s'adapter à tout changement aussi bien social, économique qu'environnemental. Cette capacité réside surtout dans son habileté à recueillir des informations nécessaires, informations qu'il convient ici de comprendre dans le sens du savoir qu'il soit local ou externe, de les soumettre à sa propre analyse et de les mettre en pratique tout en tenant compte des données locales. Cependant dans le cas du Buruli l'adoption des innovations initiées par différentes organisations de développement dans la région reste faible. Cette faiblesse trouve une de ses raisons majeures dans le fait qu'aux yeux de la population rurale, l'innovation est considérée comme un risque voire une menace pour la survie. De ce fait l'innovation apparaît comme quelque chose d'insolite qui veut imposer un changement dont les risques sont difficiles à estimer. Comment gérer ce risque ? L'approche que nous préconisons ne consiste pas à chercher à enlever l'aspect de menace que les paysans voient dans l'innovation par des discours se voulant rassurants de la part des experts de développement (présentation des avantages économiques et sociales de l'innovation, séminaires répétés, motivations financières comme les microcrédits), mais en les rendant capables de faire face aux risques et de les minimiser dans un environnement social qu'ils connaissent parfaitement. Cette démarche exige de l'agent de développement une approche d'encadrement non-directif (Rogers, 2010), qui permet aux populations cibles d'élaborer pleinement la solution à leur problème en réflexion avec l'expert et donne la capacité aux paysans d'adopter des changements durables de leur propre performance. Ce processus conduit au développement de structures dynamiques possédant les caractéristiques d'une *organisation apprenante* et permettant au groupe de mouler l'action de développement localement, de

l'intégrer dans sa vie quotidienne, et donc d'en assurer la durabilité. Cette transformation des groupes en organisation apprenante paysanne n'est rendue possible que par une communication effective et efficace aussi bien entre les différents acteurs qu'avec l'environnement social.

3 Méthode de recherche

Ce travail est basé sur la stratégie de recherche-action. Du point de vue méthodologique, ce choix se justifie par le fait que le chercheur est lui-même conseiller agricole dans la zone de recherche et bénéficie d'une intégration accentuée dans le tissu social et économique de la population cible³⁰. Une présentation de la méthode permettra la bonne compréhension de ce choix.

La recherche-action doit son succès à un certain nombre d'auteurs dont par exemple Lewin (1951). Dans son ouvrage intitulé « Field theory in social sciences », l'auteur définit la recherche-action comme étant une approche par laquelle les personnes ou groupes de personnes qui font l'objet de la recherche ne sont pas considérés par le chercheur comme simple source d'information, mais plutôt comme des individus avec lesquels le chercheur essaie ensemble de se mettre en quête de la connaissance. D'autres auteurs comme Rapoport (1973) et Gauthier³¹ (1984) définissent la recherche- action dans un sens parallèle. Selon Rapoport « La recherche-action vise à apporter une contribution à la fois aux préoccupations pratiques des personnes se trouvant en situation problématique et au développement des sciences sociales par une collaboration qui les relie selon un schéma éthique mutuellement acceptable » Rapoport (1973 :115).

Gauthier quant à lui, voit dans la recherche-action une « modalité de recherche qui rend l'acteur chercheur et qui fait du chercheur un acteur, qui oriente la recherche vers l'action et qui ramène l'action vers des considérations

³⁰ Le chercheur a été de juillet 2003 à juin 2007 expert agricole dans la région de recherche.

³¹ Ces deux définitions (Rapoport et Gauthier) sont sur la page internet sous <http://ife.ens-lyon.fr/publications/edition-electronique/recherche-et-formation/RR003-09.pdf>.

de recherche, tout en refusant le postulat d'objectivité du positivisme » Gauthier (1984 : 522).

Dans cette approche le chercheur n'est aucunement externe au groupe, mais il reste en interaction constante avec les concernés. À travers sa participation aux activités du groupe et d'un contact permanent sur une longue période avec chaque membre, la recherche devient une procédure d'apprentissage mutuel entre les différents membres du groupe d'une part et entre eux et le chercheur d'autre part.

En raison de cette collaboration étroite entre les différents acteurs de la recherche dans le cadre de ce travail, deux composantes de la recherche-action ont été utilisées aussi bien pour la collecte des données sur le terrain que pour l'analyse de celles-ci : la discussion de groupe et l'observation avec deux variantes qui sont celle du participant observateur et celle de l'observateur participant.

Une brève présentation de ces deux composantes nous apportera des précisions sur l'aspect méthodologique de ce travail.

3.1 La discussion de groupe

Comparée aux autres méthodes de recherches sociologiques comme par exemple la méthode de l'interview, la discussion de groupe est relativement nouvelle dans le milieu allemand, contrairement au milieu anglophone où elle a été utilisée depuis plusieurs années surtout dans le domaine industriel pour faire des analyses de marché et permettre à l'industrie d'adapter sa production aux besoins des clients potentiels. C'est seulement vers la fin des années quarante qu'elle a été introduite en Allemagne par exemple par Friedrich Pollock dans le cadre de sa recherche intitulée « l'expérience de groupe » (1955) à l'Institut de Recherches Sociologiques de Francfort. Cette méthode a été reprise par d'autres sociologues comme Mangold (1973) pour des recherches beaucoup plus complexes. Au départ elle a été présente surtout dans

le domaine de la recherche commerciale et visait presque uniquement à connaître l'opinion des consommateurs d'un produit donné tout comme ce fut le cas en milieu anglophone. Mais cette méthode s'est rapidement avérée être bien adaptée à la recherche dans d'autres domaines et elle est ainsi devenue une méthode reconnue dans les milieux scientifiques. « La discussion de groupe lance le processus d'apprentissage » (Lamnek, 2005:83). Il convient de signaler que la discussion de groupe n'est pas une interview de groupe, mais plutôt une plateforme de discussion où chaque participant s'exprime librement et partage ainsi ses opinions avec les autres. La discussion de groupe nécessite cependant un thème précis et compréhensible pour tous les participants.

Pour avoir des thèmes précis de discussion, cette méthode est utilisée en combinaison avec celle de l'observation qui a été signalée plus haut. Celle-ci comporte deux variantes qui feront l'objet d'une présentation un peu plus approfondie dans le paragraphe suivant. Le thème de la discussion de groupe est le résultat de l'observation faite par le chercheur au cours des activités du groupe auxquelles il a lui-même participé.

La discussion permet alors d'analyser l'observation ensemble avec les concernés eux-mêmes, de vérifier son exactitude, d'en tirer des conclusions et ainsi de la valider aussi bien du point de vue du chercheur que de celui de la population cible. L'on parlera simplement de la thématisation de l'observation pour en faire un sujet de discussion de groupe.

Cette phase de discussion a besoin d'une personne qui a la responsabilité de la diriger sans pour autant la dominer. Il s'agit de modérer la discussion pour éviter que celle-ci ne se déroule de manière anarchique.

Ce rôle a été celui du chercheur. Au cours de ce travail il s'est avéré que le rôle de responsable de discussion, s'il est assuré par le chercheur, occasionne quelques dangers qui pourraient compromettre la crédibilité des résultats obtenus. Par exemple, le chercheur, de manière inconsciente, pourrait orienter la discussion dans le sens qu'il pense être le plus proche de ses propres

hypothèses qu'il chercherait donc simplement à confirmer³². Il n'est pas non plus exclu que les participants perdent ainsi la liberté d'exprimer leur point de vue qui pourtant pourrait être contraire à celui du chercheur, mais utile pour la recherche elle-même. Le déroulement de la discussion pour ce travail peut être assimilé à un cycle d'échanges d'opinions entre les différents membres (le chercheur y compris) permettant l'identification de quelques points susceptibles de favoriser l'intégration d'une innovation agricole chez les Baruli.

Contrairement à la méthode classique de discussion de groupe telle que présentée par Lamnek (2005:89) avec le choix préalable des participants, ceux du cercle dont il est question dans ce travail ne sont pas choisis d'avance ni par le chercheur ni par une autre personne, mais ils sont des membres réguliers d'un groupe qui se rencontrent pour des activités agricoles communes même en absence du chercheur. Les membres se connaissent mutuellement, certains ont aussi des relations de parenté ou d'amitié en dehors du groupe. Cela leur donne la possibilité de métacommunication³³ qui, soit se déroule après les rencontres, soit plus tard lors d'autres activités communes ou en famille. Cet aspect de la communication échappe au chercheur, mais renferme des éléments pertinents pour la recherche. Le chercheur devrait dans la mesure du possible essayer d'y avoir accès. La longue période de cette recherche et surtout la relation de confidentialité qui a lié le chercheur aux membres du groupe ont permis d'avoir accès au contenu de certaines discussions qui ont eu lieu après la discussion de groupe proprement dite.

L'application de la discussion de groupe elle-même dans sa forme classique se compose, selon Lamnek (2005 : 89), de cinq étapes qui sont les suivantes :

³² Le chercheur pourrait influencer la discussion et l'orienter simplement vers une confirmation de ses propres hypothèses. Cela s'est aussi avéré dans les cas de discussion de groupe au pays Toura (ouest de la Côte d'Ivoire) au cours d'une recherche parallèle à celle-ci effectuée dans cette région.

³³ Nous appelons métacommunication toute communication postérieure à la discussion de groupe et qui porte sur ce qui a déjà été discuté.

- Le choix des participants; cette étape n'existe pas dans le cadre de ce travail parce que les participants sont membres d'un groupe donné qui, indépendamment de la recherche, a des activités agricoles communes³⁴.
- La définition du thème de discussion qui, dans ce cas précis, découle directement des observations du chercheur lors de sa participation aux différentes activités du groupe.
- Le déroulement de la discussion elle-même.
- La documentation de la discussion (prise de notes, enregistrement audio et vidéo)³⁵.
- L'analyse du matériel recueilli qui permet d'obtenir des données empiriques.

3.2 L'observation

Comme déjà signalé plus haut, la méthode de l'observation a été utilisée avec deux variantes :

La variante «observateur participant» et celle de «participant observateur». Ces deux variantes ont été combinées à certains moments pour minimiser les effets négatifs de l'une ou l'autre variante sur les résultats. Cette combinaison a été recommandée par des auteurs comme Lamnek (2005: 75), qui voit en cela la possibilité de sécuriser la connaissance acquise tout en restant proche de la réalité. Pour éviter toute confusion entre le participant observateur et l'observateur participant, il convient de présenter les deux approches :

3.2.1 Participant observateur

Comme procédé de recherche, le participant observateur s'était avéré au départ être un instrument de recherche efficace dans le domaine de l'ethnologie et

³⁴ Il s'agit de groupes qui n'ont pas été constitués pour la recherche, mais celle-ci s'est intégrée aux groupes préexistants pour en devenir une des activités.

³⁵ Ces supports techniques tels les enregistrements audio et vidéo permettent de repasser en revue certaines scènes et certains discours lors de l'analyse. Ainsi certains détails importants ayant échappé au chercheur lors des rencontres pourraient être pris en compte ultérieurement.

celui de l'anthropologie culturelle. De nos jours, il s'est répandue presque dans tous les domaines de recherche des sciences sociales. Lamnek (1995b: 239) signale que cette approche comparée à bien d'autres approches de recherche classique conduit à d'énormes succès.

Quoique se déroulant dans un espace assez limité (salle de réunion ou lieu d'activité du groupe), l'approche «participant observateur» permet d'avoir un accès direct aux concernés dans leur milieu naturel, et intègre le chercheur dans le quotidien de ceux-ci. La compréhension mutuelle des acteurs ainsi que le feed-back sont alors facilités.

Pour cette approche, le chercheur participe aux activités et rencontres du groupe, mais son statut de participant est beaucoup plus marqué que celui d'observateur. Il prend la parole, donne ses opinions pendant les débats et les activités au même titre que tous les autres membres du groupe. Il jouit des mêmes droits à la parole et son statut de chercheur lui donne automatiquement plus d'influence. Cette variante comporte un danger qui au cours de cette recherche et aussi dans plusieurs autres cas s'est avéré : le chercheur, sans s'en rendre compte « confisque » quelque fois la liberté de réflexion des membres du groupe et oriente ses questions et ses remarques dans le sens qui lui semble profitable pour sa recherche ou pour les résultats escomptés. C'est pourquoi la combinaison avec l'approche « observateur participant » est nécessaire.

3.2.2 L'observateur participant

Dans cette approche le chercheur est plus observateur que participant. Il met son statut d'observateur au premier plan et celui de participant devient secondaire. Il peut cependant poser des questions, tout en évitant d'être le centre de la rencontre ou de la discussion. Il ne renonce cependant pas à son statut de chercheur au profit de celui d'un simple observateur de même que lors de l'application de la méthode de «participant observateur» il ne renonce pas à son statut de chercheur au profit de celui d'un simple participant.

À la lecture de ces lignes, il est clair que ces deux options exigent du chercheur une sensibilité extrême vis-à-vis de son travail de recherche et de son environnement humain. Il lui faut trouver un équilibre entre son statut de participant et la distance interne qui lui est indispensable pour le succès de son travail. Cette situation pourrait être caractérisée de «dilemme de participant observateur». Mais ce dilemme est propre à toute recherche et ne peut être vu de manière générale comme une entorse à l'approche elle-même. Cette spécificité est constituée des variables suivantes : l'environnement social et physique, les possibilités et méthodes de communication disponibles, la position sociale que le groupe accorde au chercheur, les données socio-économiques propres au groupe. Tous ces facteurs influencent considérablement le résultat de cette approche.

Dans le cas présent, tous ces facteurs ont été minimisés du fait du contexte particulier de cette étude. Cette particularité s'explique par le fait que le chercheur est d'abord un conseiller agricole mis à la disposition du Diocèse de Luwero (Eglise Anglicane de l'Ouganda) par les Services Chrétiens Internationaux basés à Stuttgart (Allemagne). En tant que tel, il travaille aussi bien dans la zone de recherche que dans d'autres zones appartenant à ce Diocèse et partant de ce fait n'est pas uniquement identifié comme chercheur. Ensuite, il fait partie d'un clan³⁶ (la société Baruli est clanique) si bien que comme toute autre personne dans la zone de recherche il perd son propre nom au profit de celui de son clan. Enfin, son intégration dans le tissu social lui permet d'avoir accès à des sources d'information qui restent presque inaccessibles pour un chercheur classique. Il partage la vie quotidienne des membres du groupe aussi bien lors des activités agricoles que dans leur famille, puisque lui-même habitant du village de Kisenyi, un village de la zone de recherche.

³⁶ Il est difficile de vivre plusieurs années au Buruli sans être rattaché à une structure sociale reconnue par la tradition et à laquelle l'on devrait être identifiée. Le clan Mubuoro, que le chercheur a choisi au Buruli, est responsable des actes de celui-ci vis-à-vis des autres clans et membres de la société.

3.3 Méthode d'encadrement des groupes : Prozessberatung- un encadrement à effets durables

La plus haute priorité de chaque paysan vivant de l'agriculture dite de subsistance comme dans notre zone de recherches est de pourvoir aux besoins nutritionnels de sa famille d'une récolte à une autre, le surplus de la récolte devant être commercialisé pour couvrir si possible les besoins financiers de la famille. La dépendance de cette population du rythme saisonnier et des techniques culturales qui leur sont habituelles est totale. De ce point de vue toute innovation agricole est perçue comme un risque avec un aboutissement incertain, comme nous l'avons déjà soulevé dans notre hypothèse de départ. Pour les Baruli, l'innovation prend l'allure d'une menace. Alors la question se pose de savoir quel type d'encadrement l'expert pourrait-il offrir à la population cible pour qu'elle soit en mesure de faire face à cette menace et de la gérer? Plusieurs organisations de développement en milieu rural essaient d'enlever à la population cette crainte en leur offrant des avantages bien éphémères, tels que la prise en charge du transport des participant aux différents séminaires qu'elles organisent, organisation de repas pour les rencontres avec les paysans et même le paiement des primes de participation. D'autres utilisent les systèmes de microcrédit, de semence gratuite, etc. Tout cela n'a pu aboutir à des résultats satisfaisants au Buruli et les méthodes conventionnelles d'encadrements semblent avoir échoué. Pour notre part, nous préconisons l'encadrement dit « non-directif » tel que présenté par Rogers (2010) mais dans une forme qui s'appuie sur le principe de processus-conseiller (*Prozessberatung*) dans le sens de Schein (2000), car il nous semble indispensable d'établir une relation de confiance entre l'expert et la population cible, pour permettre des échanges franches et constructives et la longue période de recherche nous donne la possibilité de suivre le processus de manière détaillée. L'encadrement non-directif est une méthode qui a été développée par le psychologue américain Carl Rogers dans les années 40 et qui

a été repris plusieurs fois par d'autres psychologues. Au centre de l'encadrement se trouve l'individu sinon les individus et non le problème. Rogers (2010 : 84) attire l'attention sur le fait que l'encadrement est tout d'abord une affaire de relation. Il faut donc que les acteurs s'identifient mutuellement. Une relation de confiance sereine entre population et expert serait un processus qui doit se mettre en place au fil des années, faisant ainsi de celui-ci un accompagnateur, une référence dans l'adoption, l'adaptation et l'appropriation de l'innovation. Cette fonction d'accompagnement serait une condition indispensable à la promotion de la durabilité de l'innovation. Cependant le passage du statut d'initiateur d'innovation en milieu rural qui se confond facilement avec celui du « maître » à celui d'un accompagnateur d'un processus dont les concernés sont à la fois les acteurs et le centre est délicat. Au vu des obstacles au développement relatés dans le chapitre précédent, il apparaît que la société baruli est une société de méfiance. La question de savoir comment gagner cette confiance se pose donc aux experts. Dans l'approche d'encadrement que nous proposons, l'expert s'investit à construire une relation avec les groupes, permettant aux deux acteurs de s'accorder sur la manière de comprendre la réalité. A ce stade l'on mettra en avant l'opinion des groupes cibles. Selon (Schein,2000 :39), le devoir de l'expert consiste à construire une relation qui permet au groupe de trouver de l'assistance dans la conceptualisation de sa propre expertise. Nous ne proposerons pas de recette toute faite pour cette procédure. Mais sur la base de nos expériences faites dans le cadre de cette étude, nous sommes en mesure de proposer quelques attitudes à adopter ou à éviter pouvant contribuer de manière significative à l'établissement d'une atmosphère de confiance mutuelle entre les acteurs rendant ainsi possible le type d'encadrement que nous proposons. Dans cette étude, l'expert externe devait avoir une identité sociale. En raison du caractère clanique de la société baruli, le chercheur avait été « adopté » par le clan des « Babuoro » qui est celui de la femme de son collaborateur qui est en même

temps le traducteur. L'antilope « Ngabi » qui est le totem des Babuoro devient du coup le totem de l'expert. La relation qui le lie désormais au traducteur n'est plus anonyme, ils deviennent tous les deux beaux-frères. Cela ne se limite pas seulement aux deux mais cette relation s'étend à tous les membres du clan du traducteur, et ainsi le chercheur acquiert une place sociale et les relations entre son clan adoptif et les autres (128 clans de la région) deviennent aussi les siennes. Ici se trouve la limite du modèle communicationnel de Schulz Von Thun (graphique 3). L'aspect « révélation de soi » va alors au-delà de la simple personne. Mais cette relation ne suffit pas autant pour établir une confiance profonde et solide entre l'encadreur et la population cible. Elle a besoin d'être entretenue et approfondie.

Pour cela, il est indispensable de passer du temps avec la population dans leur cadre de vie habituel. Pour être plus proche de la population, le chercheur s'est proposé d'habiter dans un village voisin à ceux des deux groupes de travail ayant fait l'objet de cette étude. Même si cela ne pouvait se faire de manière permanente, il a passé plusieurs heures en compagnie des membres des groupes et aussi avec des personnes ne faisant pas partie des groupes de travail. Ce genre de rencontres informelles ont contribué à une compréhension plus poussée des réalités sociales au Buruli et à faire de l'innovation un thème quotidien dans le processus de communication. Elles permettent d'avoir accès à l'opinion de ceux qui ont des difficultés pour s'exprimer lors des rencontres plénières et contribuent à minimiser ce genre de complexe individuel. Dans l'encadrement non-directif, les membres des groupes ne suivent pas aveuglement les directives données par l'expert mais chacun apporte ses idées et remarques à la bonne marche de l'organisation pour atteindre le but qu'elle se fixe. L'encadrement n'est donc pas lié à un endroit précis (le jardin commun) mais se passe de manière spontanée et informelle.

Ensuite, montrer de l'intérêt pour des choses qui, quoique n'ayant rien à voir de manière directe avec le projet, sont d'une grande importance pour la population.

Il est vrai que l'expert a un but fixe qu'il cherche à atteindre en initiant un projet, mais il est aussi vrai que l'action de développement n'est pas le seul centre d'intérêt de la population. Les populations ont d'autres problèmes et d'autres priorités qu'il convient cependant de noter et dans la résolution desquels il faut si possible s'impliquer. Par exemple pendant que nous parlions de culture de légumes, quelques membres des groupes trouvent que leur village aurait aussi besoin d'un puits pour l'approvisionnement en eau potable, car le puits dans le village voisin est à plus de 3 kilomètres. Notre implication dans la résolution de ce problème qui ne fait pas directement parti de nos activités agricoles a montré à la population que nous considérons les autres préoccupations qu'elle a, et qu'elle a de l'importance à nos yeux.

Puis, il est important de participer si possible à quelques rassemblements publics locaux comme les cérémonies de mariage, d'enterrement, etc. Ces cérémonies sont des occasions opportunes pour faire passer des informations utiles à toute la société. Il ne s'agit pas d'échanger son statut d'expert contre celui d'un touriste curieux, mais plutôt de montrer que l'on est prêt à s'intégrer dans la société et que ce qui intéresse la population, intéresse aussi l'expert et que celui-ci partage les sentiments de la population aussi bien dans la joie que dans la tristesse. Rogers (2010 :123) insiste sur la pertinence de sentiment pris dans le sens d'état d'âme dans le processus d'encadrement non-directif. A de telles occasions la rencontre entre l'expert et les ruraux a lieu sur une base tout à fait naturelle et humaine (ce n'est ni un projet ni l'intérêt de quelqu'un qui est le centre de la rencontre mais plutôt la société elle-même et la marque de l'appartenance de chacun à cette collectivité). Par cela l'on montre à la population que quelque soient les moments qu'elle traverse (joie ou tristesse), l'expert partage leurs émotions.

La relation entre l'expert et la société se trouve solidifier par de telles attitudes. L'un des points faibles des organisations de développement en milieu rural, est leur manque de temps pour les ruraux. Schein (2000), reconnaît que la compréhension de la réalité des bénéficiaires par l'expert sans passer assez de temps avec eux est presque impossible. La méthode d'encadrement que nous proposons coûte du temps et ne peut être accélérée ni être réalisable sous pression.

Pendant nos études au Buruli, nous avons été frappés par la disponibilité des ruraux à investir leur temps pour les agents de développement, alors ceux-ci à leur tour font savoir aux ruraux qu'ils sont sous la pression du temps. Nous avons assisté à des cas où des villageois ont attendu jusqu'à 17h pour une réunion avec une organisation de développement agricole qui aurait pourtant dû débiter à 10h. Et quand les experts arrivèrent, ils firent savoir qu'il faisait tard et qu'ils donneront ultérieurement une autre date pour la rencontre. « Peut-être la semaine prochaine ou le mois prochain » lançaient-ils à l'endroit des paysans réunis. Il s'agit d'une situation d'échec aux conséquences fatales pour la politique de développement et pour la durabilité. Les paysans du village y compris ceux venus d'autres villages environnants se levèrent et partirent pour revenir dans deux semaines et qui sait si à cette date l'on aura le temps pour eux. Du fait de l'irrégularité des agents au développement en milieu rural (que nous avons soulevé dans l'introduction générale), les rares visites sur le terrain sont soumises à un programme extrêmement chargé, établi loin des réalités qui les attendent dans les villages. Cela a aussi pour conséquence que les concernés ont rarement droit à la parole et encore moins à une attention particulière, pourtant le problème et la solution leur appartient et c'est eux qui ont l'entière responsabilité de l'innovation (Schein, 2000 :41).

Pour finir, il faudrait comprendre avant de se faire comprendre. Lors d'une recherche parallèle faite à l'ouest de la Côte d'Ivoire (chez les Toura) un paysan fait la remarque suivante : « L'étranger peut avoir des yeux beaucoup

plus gros que l'autochtone mais il voit nettement moins que ce dernier.» Selon notre opinion cette pensée résume bien la position de l'agent en milieu rural baruli quoique les deux peuples (Toura et Baruli) soient distants l'un de l'autre de plusieurs milliers de kilomètres. La compréhension est elle-même confrontée aux difficultés de communication que nous soulèverons ultérieurement. Elle aura donc besoin de plus de temps et sera soumise à plusieurs fonctions d'homologation pour s'assurer si ce que l'autre a compris est effectivement ce qu'on a voulu faire comprendre et vice versa. La gestion de ces fonctions en situation de traduction est complexe et demande à chaque locuteur une sensibilité accrue. Nous y reviendrons ultérieurement.

Dans le modèle d'encadrement qui a prévalu tout le long de notre recherche, les conseils de l'expert sont donnés de manière naturelle lors des rencontres qu'elles soient formelles ou informelles. Il ne s'agit pas d'un modèle appliqué de manière spontanée et occasionnelle mais les relations entre l'expert et la population sont une partie intégrante de la vie sociale quotidienne. L'expert a habité de manière presque permanente au sein de la population.

Par ses conseils et son expertise, il accompagne les groupes dans leur processus d'analyse de leur situation et dans la prise de décision qui conduit à l'action commune. Il ne dicte pas ce qu'il faut faire pour résoudre le problème, mais par ses conseils, il pose les jalons qui faciliteraient une prise de décision par le groupe. C'est cette approche qui aura permis aux deux groupes d'études d'acquérir des caractéristiques semblables à celles d'une *organisation apprenante* en milieu rural, faisant ainsi tâche d'huile dans toute notre zone de recherches et même au-delà.

Résumé : *Par la méthode d'encadrement indirect que nous avons préconisé, les deux groupes d'études ont adopté la culture de légumes et ont pris possession du projet. Cette innovation est devenue une activité principale dans leur système de production agricole et ils ont assuré la responsabilité de sa*

vulgarisation au niveau de la zone de recherche et même au-delà. Sept ans après la fin de la recherche, les deux groupes continuent la culture de légumes même si ils ont, au cours des années, ajouté d'autres activités agricoles comme l'élevage de la volaille. Ce succès est en grande partie le fruit d'une collaboration étroite entre le chercheur et les groupes d'étude, collaboration qui va au-delà d'une simple relation visant à satisfaire les objectifs de la recherche. Par son intégration dans le tissu social des Baruli, l'expert est devenu un élément complet de la société et un partenaire incontournable pour les groupes de travail.

3.4 La multidisciplinarité

La présente étude n'aurait pas été possible si nous avions eu recours au seul domaine des sciences naturelles. S'il est vrai que l'agronomie relève des sciences naturelles, le projet agricole quant à lui se trouve confronté à plusieurs obstacles que les sciences naturelles ne peuvent surmonter sans recours aux autres domaines scientifiques surtout celui des sciences humaines. Sans une contribution très appréciée de la linguistique et de la sociologie à ce travail, nous n'aurions pas été à mesure de comprendre le sens réel des discours tenus au cours de nos rencontres avec la population cible.³⁷. En effet en plaçant les populations bénéficiaires au centre d'un projet de développement rural, l'expert se trouve en face de difficultés d'ordre social dont celle de l'environnement sociale, retiendra particulièrement notre attention. Il ne s'agit pas pour nous de revenir sur la question de la langue locale dont nous avons déjà traité partiellement en parlant de communication, mais plutôt de montrer comment la contribution des linguistes et des sociologues, a permis une compréhension mutuelle des acteurs et une interprétation acceptable des discours des concernés. Parlant de la méthode de travail nous avons cité l'enregistrement audio et audiovisuel de plusieurs rencontres entre l'expert et les groupes de

³⁷ Voir Baruli Language Report (T. Bearth).
[http://www.lagsus.de/pdf/Baluli%20language%20Report%202005%20\(T.%20Bearth\).pdf](http://www.lagsus.de/pdf/Baluli%20language%20Report%202005%20(T.%20Bearth).pdf)

travail en vue d'une analyse linguistique des discours tenus pour en dégager la validité de ce qui a été dit. Il ne s'agit pas seulement du contenu du discours en tant que tel, mais du sens de ce qui est dit et comment cela est dit pour prendre en compte la valeur argumentative du discours. Ces enregistrements ont été transcrits en luruli³⁸ puis en anglais (la langue officielle du pays). L'analyse de ces données empiriques relève du domaine de la linguistique, qui a apporté une contribution importante à la réalisation de cette étude. Nous rappelons que notre recherche s'est effectuée dans un cadre multidisciplinaire qui rassemblait aussi bien les sciences sociales que les sciences naturelles autour du thème « langue, genre et durabilité » avec des études de cas en Côte d'Ivoire chez les Toura (un peuple montagnard à l'ouest du pays), chez les Herero en Namibie, chez les Kaili en Indonésie (au nord de l'île de Sulawesi) et enfin chez les Baruli. Les différents résultats sont disponibles sur le site internet du projet LAGSUS (Languages, Gender and Sustainability, www.lagsus.de)

Une action de développement qui se veut durable nécessite une compréhension mutuelle des différents acteurs. Nous ne parlons pas de compréhension des simples mots qui sont dits par les uns et les autres, mais aussi du sens et de la valeur de l'argumentation des participants. La seule compréhension des mots ne pouvait nous permettre de comprendre les sens de l'argumentation de nos interlocuteurs. Les argumentations étant généralement basées sur les expériences personnelles des participants, il s'avère presque impossible à l'expert de discerner et apprécier leur valeur réelle par rapport aux buts fixés. A ce niveau il peut y avoir une rupture de la communication qui se met en place de manière dissimulée même si l'on pense qu'on a communiqué. Aucun des interlocuteurs ne s'en rend compte, et tout le processus de communication antérieur se trouve affecté de manière cruciale. Il ne s'agit pas de malentendus entre les interlocuteurs qui à un moment donné pourraient être corrigés une fois

³⁸Il faut cependant rappeler que la langue luruli n'est que partiellement en possession d'une orthographe. La finalisation du travail sur l'orthographe luruli est en cours et un comité a été mis en place à cet effet.

découverts, mais d'un non-lieu d'une communication qu'on pense pourtant avoir eu. Par l'approche linguistique il nous a été possible d'avoir accès non seulement à l'argumentation des acteurs, mais aussi à sa forme et à son fond. Nous avons pris la linguistique comme exemple, mais sur le terrain de la recherche, la sociologie (Döbel, 2006) et l'anthropologie ont contribué à une meilleure implication des acteurs locaux dans l'étude.

3.5 Gestion des risques au niveau des groupes

L'agriculture de subsistance pratiquée par la majorité des paysans africains, est un mode de production fragile, mais devant assurer la survie familiale d'une récolte à une autre. Elle se repose sur des moyens de production très précaires conduisant à une productivité limitée et pourtant elle doit supporter des familles généralement larges. La moindre perturbation qu'elle soit environnementale, économique ou sociale peut avoir des conséquences fatales pour celles-ci et partant pour toute la communauté. Au Buruli l'innovation est perçue comme étant l'une de ces perturbations pouvant mettre en danger la survie familiale. C'est l'une des raisons pour lesquelles les paysans éprouvent l'inquiétude face à l'innovation agricole. En fait, cela semble être connu des acteurs du développement rural, puisque des actions sont entreprises pour donner une certaine assurance aux communautés villageoises afin de leur permettre de surmonter cette *peur du risque* et de les motiver à adopter l'action de développement. Quand nous employons le thème *de gestion des risques*, nous comprenons que cela pourrait être rapidement mis en relation avec le domaine des entreprises industrielles et commerciales modernes qui travaillent de manière professionnelle pour identifier, analyser, valider et prévenir les risques qui peuvent être économiques, financier, politiques, fiscaux, etc. (Wolke, 2008) . Ici nous nous intéressons particulièrement au risque de ne pas être en mesure de faire face au besoin alimentaire de la famille que le paysan muruli éprouve face à l'innovation. C'est cette perception de l'innovation

agricole au Buruli qui rend aléatoires les résultats des actions de développement entreprises dans la région. Que faire pour surmonter cet obstacle ?

L'approche que nous avons préconisée dans les groupes de travail consiste à entraîner les populations dans un processus de gestion des risques en passant par les étapes suivantes : L'identification, l'analyse, la validation qui conduirait à la gestion des risques. Ces étapes sont analysées mathématiquement dans la littérature spécialisée par exemple par Thomas Wolke (2008). Dans la majorité des cas, les spécialistes s'intéressent surtout à la gestion des risques dans le domaine de l'entreprise moderne. Au niveau des paysans buruli cependant, il existe quelques similitudes avec le domaine de l'entreprise, même si ceux-ci ne font pas appel à des formules mathématiques. Ils raisonnent en fonction de leur connaissance du milieu social et environnemental. Ce type de raisonnement devient complexe pour eux, lorsqu'ils sont engagés dans des risques financiers à travers par exemple des microcrédits. Il convient ici de signaler que selon nos expériences au Buruli, la désignation « microcrédit » est basée uniquement sur la perception des organisations de développement qui par rapport à leur standard de vie considèrent ces crédits comme micro en raison du montant qui leur semble bas. Mais aux yeux de la population rurale, ces crédits sont de réels emprunts à montants significatifs par rapport à leur revenu et donc qui comporte des risques réels pour leur survie. Certaines organisations exigent d'ailleurs des garanties de remboursement aux paysans et des intérêts allant jusqu'à 20%.

Même si les différentes étapes de la gestion des risques présentées dans la littérature ne sont pas facilement identifiables en milieu rural buruli, le but visé par les fermiers en s'engageant dans cette gestion est le même que partout ailleurs : réduire la probabilité de perdre la base de son existence (Strümpfel & Matthes, 2010). C'est dans la manière d'aborder la gestion des risques que se

trouvent quelques différences entre l'agriculture de subsistance en milieu rural baruli et celle dans les pays développés, car le paysan muruli ne dispose d'aucune assurance pouvant lui servir de support en cas de perte de sa récolte.

➤ L'identification et analyse des risques

Du point de vue de la survie familiale, le risque que les paysans au Baruli voient en l'innovation est réel et mérite d'être clairement identifié. Dans l'approche d'encadrement non-directif que nous avons préconisée, l'identification des risques se concrétise en accordant la parole de manière libre aux concernés pour décrire eux-mêmes les risques. Nous avons signalé le fait que les agents de développement ne vivent généralement pas de l'agriculture et n'habitent pas aussi la zone rurale, si bien qu'ils voient la réalité de la vie quotidienne des ruraux à distance. Ce qui donne l'impression aux ruraux que les agents proposent des solutions dont ils n'ont jamais expérimentées eux-mêmes. Lors d'un séminaire sur l'introduction de nouvelles variétés de cola (*cola nitida*) dans un village à l'ouest de la Côte d'Ivoire, un paysan demande à l'agent s'il possède lui-même une plantation de cola. Evidemment pas, alors au paysan de répliquer si l'agent savait vraiment de quoi il venait de parler. Dans nos groupes d'étude la culture de légumes dans la commune de Kalungi apparaissait au départ comme irréaliste aux yeux de la population et un gaspillage de la surface cultivable. Les membres des groupes hésitaient à « sacrifier » une portion de leur terre pour un projet incertain. Accorder une surface quelconque au projet signifierait une réduction de la surface de production du vivrier habituel et donc réduction de la récolte. Ce qui pourrait entraîner une insuffisance de la nourriture au niveau familiale et donc une insécurité alimentaire. De surcroît investir la force physique dans un projet nouveau signifierait travailler moins dans le système de production habituel, ce qui affecterait négativement la récolte. Les risques phytosanitaires ne sont pas à négliger surtout que la culture de légumes n'est pas habituelle dans la zone de notre étude. L'utilisation de pesticides ou/et de fongicides n'est pas à conseiller

en raison des dangers que cela représente pour la santé de la population rurale. A titre d'exemple, nous avons été témoin du décès d'un jeune homme de huit ans après avoir bu un insecticide destiné à lutter contre les tiques, simplement à cause de la couleur blanche du produit liquide. Il l'a pris pour le lait, parce que le produit se trouvait dans un ustensile de cuisine usuelle.

Etant donné que le but de la culture de légume est aussi lucratif pour les groupes, le risque de la commercialisation et des variations de prix sur le marché a fait l'objet de discussion mais cela ne jouait pas un grand rôle puisque la réussite de la culture elle-même était objet d'incertitude.

Il apparaît que pour les paysans tout comme pour nos groupes, des risques réels existent, mais aussi pour l'expert il y a des risques pour sa réputation sociale et son engagement futur. La société baruli est une société de honte toute comme la majorité des sociétés africaines, et la honte ne s'arrête pas à une seule personne, elle n'est pas individuelle mais collective. La perte d'une bonne réputation touchera non seulement pas l'expert seul mais aussi son organisation et son clan si celui-ci est adopté par un clan comme dans notre cas.

L'identification de ces risques relève de la seule compétence des membres du groupe, et la méthode d'encadrement processus-conseiller (*prozessberatung*) a créé un cadre propice à sa mise en pratique, car la gestion des risques elle-même est un processus (Wolke, 2008 : 3)

➤ Validation et gestion des risques

Une gestion inadéquate des risques peut avoir des conséquences fatales pour le groupe ou pour un individu comme nous le montrerons à l'aide d'exemple (*paragraphe 3.1.1-c*). Elle intensifierait la méfiance des locaux face aux innovations qu'elles soient agricoles ou pas, et pourrait créer une attitude négative des populations face à tout changement venant de l'extérieur. La gestion du risque est donc indispensable pour tous les acteurs, les locaux pour

leur sécurité alimentaire et l'expert pour garder sa face et celle de son organisation. Pour minimiser les risques, les groupes se sont accordés à n'offrir au projet de culture de légumes une parcelle réduite pour la première année qui correspondait à une année d'expérimentation. Du fait qu'il s'agit d'un groupe et non d'une seule personne ou famille le risque n'est pas celui d'une personne mais de tout le groupe et en raison de la petite superficie du jardin, le temps et la force humaine nécessaire se trouve aussi considérablement réduit, ce qui permet de minimiser les conséquences d'un éventuel échec au niveau personnel et familial. Le risque devient collectif et donc quelque peu facile à supporter.

C'est au cours de la deuxième année que les membres des groupes ont, en plus du jardin commun, cultivé de légumes dans leur champ personnel. Ils avaient été rassurés par les expériences communes faites dans le jardin du groupe lors de la première année. Au cours de cette deuxième année une surface plus importante avait aussi été accordée au jardin commun par les membres du groupe. En plus des membres du groupe, plusieurs non participants ont aussi commencé à cultiver des légumes. Ce processus d'adoption est décrit dans le paragraphe sur la vulgarisation.

Confronté au risque de la commercialisation et de la variation des prix de légumes sur le marché local et régional, risque qui a presque été négligé au départ, les groupes ont réagi en diversifiant la production et en associant l'élevage de la volaille à la production végétale (légumes). C'est la diversification des risques pour minimiser ses impacts sur l'économie du groupe (Wolke, 2008 :83) et continuer à viser le but commun que les groupes se sont fixé au départ. Le jardin commun ainsi que le travail avec les autres membres du groupe apparaissent ainsi comme une possibilité offerte pour expérimenter et gérer les risques qu'une seule personne ou famille aurait eu du

mal à surmonter. La méthode d'indentification, d'analyse et de gestion du risque rentre ainsi dans le réservoir de savoirs que le groupe acquière.

Résumé : *Par le moyen d'un encadrement approprié, Gawamukulya et Tambula Mpola ont été en mesure de gérer les risques que représente l'innovation pour le paysan muruli. L'expert n'a joué qu'un rôle d'accompagnateur et de référence dans ce processus. Pour arriver à ce résultat, une transformation des groupes de leur organisation et structure diffuses (comme c'est fréquemment dans le milieu rural baruli) en une organisation bien structurée ayant les traits d'une organisation apprenante en milieu rural, capable de sécuriser son avenir dans un environnement en changement perpétuel, est indispensable. Cette transformation des groupes est un but à atteindre pour surmonter les difficultés du développement rural au Buruli précitées et promouvoir la durabilité de l'action de développement. Elle a nécessité dans le cas présent, une multidisciplinarité entre l'agronomie, la sociologie, la linguistique et l'anthropologie.*

4 Limite de la méthode

La discussion de groupe en combinaison avec le double statut du participant observateur et de l'observateur participant se sont avérés être des approches de recherche adaptées et fiables pour ce travail. Certaines raisons de l'adoption de cette méthode ont été citées plus haut. Nous en avons aussi, au cours de notre recherche, reconnu des limites qu'il convient de signaler :

- Le rapport entre femme et homme qui est soumis à de nombreuses contraintes au Buruli entrave quelque peu le déroulement de la discussion de groupe. Par exemple, la distribution de la parole tend à être dominée par les hommes.
- Tous les participants n'ont pas la facilité de s'exprimer en groupe et certains gardent leurs opinions pour eux-mêmes et ne l'expriment que

plus tard dans un cercle plus restreint que celui de la discussion publique.³⁹

- Il est difficile de freiner publiquement ceux qui se répètent et parlent plus sans les frustrer. Si cela arrive, il devient difficile pour le frustré de participer encore pleinement à la discussion.
- L'égalité de la distribution de la parole n'est pas toujours facile à maintenir.
- La compétence linguistique n'est pas égale chez tous.
- Le dilemme auquel nous avons déjà fait allusion s'impose au chercheur qui se doit de le surmonter avec beaucoup de doigté.

Ces difficultés ont été minimisées pendant les deux dernières années de recherche à cause de la confiance qui s'était établie au fil du temps entre les différents acteurs.

5 Plan de travail

Ce travail se compose de cinq chapitres qui sont liés l'un à l'autre. Le *premier chapitre*, en plus de l'introduction générale, permet de faire la connaissance des Baruli par un bref aperçu de leur histoire, de leur milieu physique, économique et social, afin de comprendre l'arrière-plan de la recherche. En plus il servira à présenter les groupes de travail ayant été aussi bien participants que objets de recherche, à faire connaître leurs activités agricoles ainsi que l'innovation qu'ils ont adoptée. Le *deuxième chapitre* se penche sur la recherche elle-même, son but, son hypothèse et ses méthodes ainsi que leurs limites. Le *troisième chapitre* s'intéresse au passage des groupes « désorganisés » à des groupes structurés et dynamiques possédant quelques caractéristiques d'une organisation apprenante. Les indicateurs d'un tel changement seront aussi analysés. Compte tenu de la différence de compétence

³⁹ Les Membres du groupe n'ont souvent pas les mêmes statuts sociaux. Ceux qui se considèrent comme importants se sentent plus autorisés à parler en public.

linguistique entre les concernés et le chercheur ainsi que celle entre les concernés eux-mêmes (certains comprennent la langue dominante qui est l'anglais alors que la majorité des membres sont dépendants de la traduction de l'anglais au luruli et vice versa), la problématique linguistique et quelques astuces permettant de minimiser les effets négatifs de cette situation sur la communication entre les acteurs sont présentées. Le *quatrième chapitre* présente les implications et résultats d'un tel changement au niveau de nos groupes ainsi que ces effets dans notre zone d'étude. Le *dernier chapitre* se consacre à quelques recommandations aux organisations travaillant dans le milieu rural.

III Mise en place d'organisations apprenantes paysannes au Buruli

1 Qu'est-ce qu'une organisation apprenante ?

La notion d'organisation apprenante est très moderne. Elle serait une alternative nouvelle aux formes classiques d'apprentissage, caractérisées souvent par leur inflexibilité dans l'organisation du travail, et provient surtout du domaine industriel. Elle caractérise aptitude d'une entreprise à utiliser de manière efficiente des qualités professionnelles et intellectuelles de chacun de ses employés pour adapter sa production aux différents changements de son environnement économique, social et même physique.

Le concept de l'organisation apprenante a été développé par Senge. Dans la pratique des concepts apparentés ont été utilisés avec succès dans le domaine de l'entreprise. En fait il reste difficile de renfermer le concept de l'organisation apprenante dans une seule et unique définition. Quelques soient les définitions, il est question de l'apprentissage réalisé à différents niveaux collectifs de l'organisation, sinon dans l'organisation toute entière. Pour Senge, une organisation apprend seulement si chaque personne apprend quelque chose (Senge 1991 :173).

Nous présentons ici quelques définitions de l'organisation apprenante, telles que vues par certains auteurs⁴⁰:

⁴⁰ Toutes ces définitions ont été présentées dans Lemyre et Despatis (2006) sous le titre de « L'organisation Apprenante Démystifiée; ensemble partageons notre savoir » ACSQ, 31 Mars 2006.
Sources : www.uclouvain.be/cps/ucl/doc et www.frankbos.free.fr

Définition 1 (Anderson et Gossen 1998)

« Apprendre dans une organisation signifie évaluer continuellement ce que nous faisons et transformer notre expérience en connaissances accessibles à toute l'organisation et en cohérence avec ses objectifs fondamentaux. »

Définition 2 (Lemyre et Despatis 2006)

« Une organisation axée sur l'apprentissage est celle qui cherche à créer son propre avenir, qui admet que l'apprentissage est un processus continu et créateur pour ses membres et qui se développe, s'adapte et se transforme en réponse aux besoins et aux aspirations des gens qui en font partie et qui sont à l'extérieur ».

Définition 3 (Pawar, 2005)

« Les organisations apprenantes sont celles où l'attention des membres est de continuellement élargir leur conscience collective, leurs capacités et leur intelligence. Ces organisations sont ouvertes à la remise en cause de leurs croyances (généralement admises), structures, normes pour gagner une connaissance à mettre en action et pour partager cette connaissance avec tous leurs membres. Comme résultat les organisations apprenantes sont non seulement capables de s'adapter aux changements en cours, elles embrassent aussi les défis de l'avenir. »

Définition 4 (Bouvier, 2001).

« Une organisation intelligente ou apprenante est un système d'action, de conduite de l'action et d'apprentissages collectifs, qui s'organise pour apprendre en permanence, capitaliser ses savoir-faire et ses compétences, pour les transmettre et se transformer volontairement pour atteindre ses objectifs en fonction des évolutions de son environnement, de ses ressources, de sa culture.

Pour cela, elle s'appuie sur la remise en question de ses processus et sur une adaptation permanente à son environnement ».

La définition 2 nous semble être celle qui s'applique le mieux au concept de l'organisation apprenante paysanne tel que nous avons pu en observer le fonctionnement dans le milieu rural qui fait l'objet de notre étude.

Nous dirons donc que l'organisation apprenante est une organisation capable de s'adapter au changement aussi bien interne qu'externe en utilisant de manière efficiente le potentiel intellectuel et moral de tous les membres qui la composent.

La notion de l'organisation apprenante pourrait entraîner des confusions si l'on n'y prend garde. En fait ce n'est pas une organisation qui apprend, mais les individus qui la constituent. C'est pourquoi Senge (1991), qui a imprégné de son enseignement le concept de l'organisation apprenante, la caractérise en mettant l'accent sur cinq capacités que l'on pourrait considérer comme indicateurs et qui permettent à une telle organisation de se développer. Ces capacités sont centrées en grande partie sur l'individu en tant que personne et en tant que constituant de l'organisation.

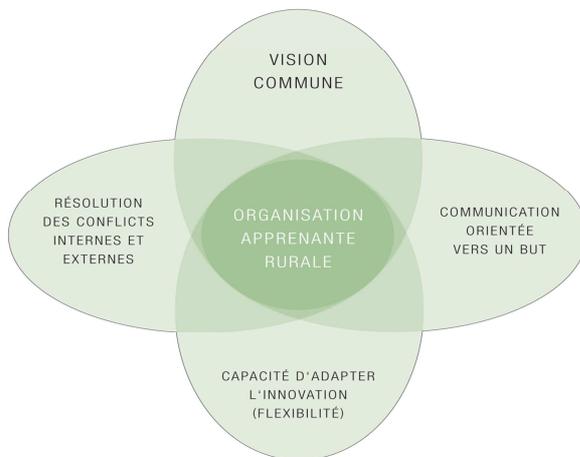
Ce sont la maturité personnelle, les modèles mentaux, la vision commune, l'apprentissage en équipe et la capacité de penser en systèmes. Pour notre travail qui s'intéresse à une organisation paysanne en milieu rural et non à une entreprise industrielle, ce modèle ne saurait être copié, mais les principes sous-tendant l'évolution des groupes observés dans le cadre de notre étude sont les mêmes et justifient une analyse qui s'inspire de la théorie de l'organisation apprenante telle qu'elle a été élaborée par Senge et les autres auteurs cités. Il convient donc de se pencher sur un certain nombre de caractéristiques de ces deux groupes de recherche qui font que nous les avons assimilés à une organisation apprenante en milieu rural. Ce sont :

- la communication orientée vers un but,

- la vision commune développée par le groupe au cours des années de recherche,
- la capacité d'adapter l'innovation agricole aux changements économiques et environnementaux de leur milieu,
- la compétence de résoudre les problèmes et de s'organiser soi-même,
- le développement de stratégies d'apprentissage adaptées au contexte social du milieu.

Nous jugeons donc nécessaire d'exposer chacun de ces caractéristiques sous l'angle particulier de notre milieu de recherche qui est paysan et donc différent du milieu industriel qui a donné naissance au concept de l'organisation apprenante.

CARACTÈRES DES GROUPES SEMBLABLES À CEUX D'UNE ORGANISATION APPRENANTE



Graphique 2 : caractéristiques des groupes semblables à celles d'une organisation apprenante

2 indicateurs de la mise en place d'organisations apprenantes paysannes

2.1 La communication orientée vers un but

Il s'agit pour nous de voir quels sont les facteurs ayant contribué au passage des groupes de travail presque inconnus de leur entourage à une source d'information et d'innovation. Le processus communicationnel, la mise en place d'un savoir de groupe ainsi que l'accompagnement du groupe de travail par un expert ont permis de créer un dynamisme au sein des participants ce qui a favorisé à son tour l'acquisition par les groupes des caractéristiques semblables à ceux d'une organisation apprenante telle que définie par Denise Lemyre et François Despatis (définition 2). Celle-ci, à notre avis se rapporte bien à la définition de DiBella et Nevis (1998: 17). Voyons quelques indicateurs de la transformation de nos groupes d'études en organisation apprenante rurale, promouvant ainsi la durabilité de l'action de développement.

2. 1. 1 Le processus communicationnel

Il ne s'agit pas pour ce travail de présenter la communication de manière générale, mais plutôt de la présenter à différents niveaux de son déroulement à l'aide d'exemples concrets dans les groupes d'études. Quatre niveaux ont été identifiés avec quelques variations lors de nos travaux :

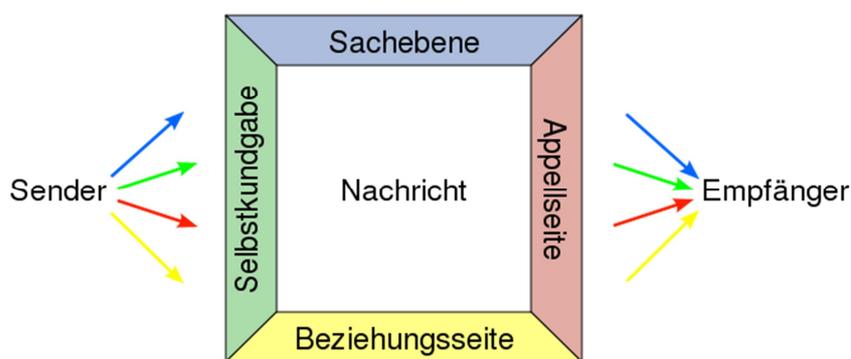
- entre les membres du groupe,
- entre les membres du groupe et l'expert,
- entre les membres du groupe et la population,
- entre les non-participants et l'expert.

En raison des nombreuses définitions de la communication que l'on trouve dans la littérature, il s'avère indispensable de s'accorder sur une définition et si possible sur un modèle afin de permettre une appréciation schématique des processus communicationnels dont il sera question dans ce travail.

Que faut-il comprendre par communication dans ce contexte? Nous nous intéressons essentiellement à la communication interpersonnelle (duelle, triadique ou groupale) qui sera alors considérée comme un système complexe qui prend en compte tout ce qui se passe lorsque des individus entrent en

interaction et fait intervenir à la fois des processus cognitifs, affectifs et inconscients. Dans cette optique, on considère que les informations transmises sont toujours multiples, que la transmission d'informations n'est qu'une partie du processus de communication et d'autres informations supplémentaires circulent à différents niveaux simultanément.

Pour cela nous nous fixerons sur le modèle de communication de Friedemann Schulz von Thun connu sous le nom de « carré communicationnel » ou simplement le modèle de « quatre oreilles⁴¹ ».



Graphique 3 : le modèle du carré communicationnel de Schulz von Thun

Ce modèle est basé sur le fait que chaque communication interpersonnelle se passe à quatre niveaux indépendamment de la volonté des acteurs. Il faut s'entendre : quoi qu'on fasse, toute interaction verbale présuppose ces dimensions. Mais la façon dont elles se manifestent dans l'acte concret n'est nullement indépendante de la volonté des acteurs. Apprendre à communiquer d'une manière qui renforce la cohésion sociale plutôt que de la mettre en péril (par exemple pour avoir un autre morceau de gâteau alors qu'il n'en reste qu'un) on dit qu'on se « sacrifie » - cela fait partie d'un apprentissage de longue durée dans le cadre de la socialisation.

⁴¹ Le modèle du carré communicationnel de Schulz von Thun adopté pour cette étude
 Légende: bleu = le dit ; vert= révélation de soi ; jaune=niveau relationnel ; rouge= niveau appel
 Source : www.schulz-von-thun.de/index.php?article_id=71

Au premier niveau se situe ce qui est dit, il s'agit de l'information en tant que telle. À ce niveau il est d'abord question de critères de vérité, ensuite vient le critère de la pertinence de ce qui est dit, puis suit celui se rapportant à la suffisance de l'information et de son adéquation au thème. Le processus de vulgarisation décrit au chapitre quatre ainsi que les résultats obtenus lors de la récolte ont facilité considérablement le déroulement de la communication entre les groupes et leur environnement. Les marchés où les légumes sont vendus, la proximité des jardins aussi bien du village que des pistes intervillageoises permettent à tout membre de la communauté de se convaincre de la réalité de ce qui est dit et fait de lui ou d'elle un maillon dans la chaîne de la communication et de la validation. La preuve visible de la véracité de ce qui est affirmé rend possible aux interlocuteurs d'être au clair sur le contenu de la communication (l'information).

Au deuxième niveau de ce modèle se trouve la révélation de soi. Si quelqu'un donne une information même si celle-ci n'a rien à voir avec sa personne, l'acte de communication est nécessairement accompagné d'une révélation de celui ou de celle qui la performe. Par exemple, en communication orale, le timbre de sa voix, son attitude en parlant, ses gestes etc. sont des indices qui renvoient à sa personne, son état d'âme, son tempérament. Tout cela est révélé qu'il le veuille ou non. Ainsi, toute information donnée contient une part de révélation de la personnalité de celui qui la donne. En clair, alors que l'information est donnée par une personne, son interlocuteur écoute avec des oreilles cherchant à déterminer ce que révèle ce qui est dit sur la personne qui le dit, qui est cette personne, quelle est son attitude. C'est à ce niveau que le modèle de communication sur lequel nous basons notre analyse trouve sa limite en milieu rural africain. En effet nous avons fait l'expérience que la « révélation de soi » va au-delà d'une simple détection mutuelle des aspects physiques du comportement des locuteurs. Par exemple : Elle prend généralement en compte l'identité sociale de la personne et peut aller jusqu'à une présentation explicite

des interactants, comme nous l'avons aussi bien remarqué chez les Baruli que chez les Toura (Ouest de la Côte d'Ivoire). La question de savoir qui est celui qui parle trouve des réponses toutes différentes dans une société où personne ne parle pour lui-même, où le droit à la parole est donné plutôt que pris. Dans une société dont le fonctionnement dans le présent est basé sur la mémoire collective, et non sur les registres d'une administration anonyme du droit à la parole, l'identité révélée est aussi constituée à travers une histoire, parfois proverbiale, chantée, etc. Nous avons signalé, parlant de la structure sociale au Buruli, qu'une femme mariée perdait son nom propre au profit de celui de son clan d'origine. Elle est appelée par le nom de son clan. L'origine de la femme se trouve donc dévoilé par le nom. Au niveau des hommes, des noms propres sont donnés en fonction du clan d'origine. Dire son nom correspondrait à dire son origine et son totem. La réaction, l'évaluation d'une prise de position à propos de ce qui est dit, tient compte de tous ces facteurs considérés comme étant sans importance dans la société moderne, mais qui déterminent en grande partie l'interprétation et la réception de ce qui est dit par celui ou ceux qui en sont les destinataires. Bien entendu, les facteurs étroitement psychosomatiques, les gestes etc., liés à la situation d'énonciation, ont eux aussi leur signification, mais plutôt en aval des facteurs relationnels et sociaux.

On pourrait éventuellement mettre ces aspects sur le compte du niveau relationnel de la communication dans le modèle de Schulz von Thun, mais celle-là se définit généralement par rapport à l'interaction en cours, alors que l'identité socialement validée elle aussi ne dépend pas uniquement de l'interaction actuelle. Parlant du niveau relationnel de la communication nous en ferons allusion dans le paragraphe sur la vulgarisation de la culture de légumes (*Chap.IV.2*). Les relations de parenté qui ont contribué au succès de la vulgarisation appartiennent nettement à ce niveau de la communication en recul par rapport à l'interaction en cours. En effet l'information qui émane d'un parent ou/et d'un ami est reçue de manière différente que celle venant d'un

inconnu ou d'un expert externe. Aussi est-elle gérée de manière différente de l'information qui vient de personnes distantes. Nous nous permettons donc ici de formuler l'hypothèse selon laquelle la source de l'information influencerait la gestion de celle-ci. Le passage à travers le canal de relations familiales et amicales pourrait accroître la crédibilité de l'information. Le retour à la source pour vérification du contenu est donc facilité ou au contraire rendu plus aléatoire en fonction de la relation préexistante entre les interlocuteurs en fonction de la perception par les acteurs des relations qui existent entre eux indépendamment de l'acte de communication. Pour y voir plus clair, il sera utile de nous référer aux quatre niveaux d'interaction introduits plus haut et d'évoquer quelques difficultés rencontrées en rapport avec chaque type d'interaction.

a) *La communication entre les membres du groupe*

Nous avons signalé plus haut que les membres des deux groupes de travail se connaissent bien et plusieurs d'entre eux ont des relations de parenté ou d'amitié. Cela a favorisé une atmosphère de confiance entre eux et fait du groupe un cercle dans lequel chacun pouvait s'exprimer librement et donner ses opinions sur les sujets abordés. Ces sujets ne sont pas forcément d'intérêt commun, mais ils sont l'objet de discussion soit lors des travaux communs soit dans d'autres cadres informels et renforcent la cohésion du groupe. La communication verbale entre les membres se fait en Luruli qui est la langue locale dans laquelle la vie quotidienne se passe. C'est donc en langue locale qu'a lieu toute négociation interne aux groupes permettant ainsi à chacun de s'exprimer sans barrière linguistique. Il faut signaler que le chercheur n'étant pas Muruli et ne comprenant donc pas à fond ce qui est dit. Pour pallier à ce déficit, le déroulement des rencontres a quelques fois été enregistré par audio et aussi des séquences vidéo ont été réalisées, transcrites, et analysées. Le contenu de la transcription a été vérifié ensemble avec les participants pour minimiser d'éventuelles erreurs. Les détails sur l'utilisation de ces données empiriques

sont expliqués dans une publication du Project LASUS intitulée « Communicative Sustainability, Negotiating the future from the periphery » (2014)⁴².

À titre d'exemple de négociation interne au groupe, l'on pourrait citer le processus communicationnel qui a abouti à l'identification de la surface à mettre en valeur pour l'intérêt commun du groupe (le jardin). En début de chaque saison, la question se pose de savoir qui mettra une partie de sa terre cultivable à la disposition du groupe. Les membres se réunissent pour discuter de cette question. Celui qui donne une partie de son terrain au groupe pour le jardin n'en tire aucun privilège particulier ni lors des réunions ni lors de la récolte. Il s'agit seulement d'un geste de bonne volonté.

La question de savoir qui a une surface disponible pour cette année est posée par la responsable. La question est posée publiquement pour permettre aux uns et aux autres de s'exprimer sur le sujet. En général, les responsables du groupe identifient d'avance les terrains qui pourraient convenir au besoin du groupe de travail, et si possible ils prennent d'avance contact avec le propriétaire pour connaître son état de disponibilité avant la discussion en séance plénière (il s'agit de mesure préventive au cas où lors de la séance plénière aucun membre n'aura une surface disponible pour le jardin commun et aussi pour éviter que la décision prise en séance plénière ne se trouve annulée par un éventuel refus du propriétaire de céder son terrain au groupe de travail). Le groupe loue alors la portion de terre pour un ou deux ans moyennant une somme convenue avec le propriétaire (seulement si celui-ci n'est pas membre du groupe de travail en question). Cette somme est payée après la récolte. La démarche décrite plus haut n'est pas nécessaire si le propriétaire du terrain est lui-même membre du groupe. Dans ce cas il met simplement son terrain à la disposition du groupe pour une ou deux année(s) ou plus selon les cas. A la fin de la période de

⁴² Le Projet LASUS auquel se greffe cette recherche a publié un livre dans lequel l'on trouve quelques transcriptions relatives à nos groupes de travail au Buruli.

recherche l'un des groupes avait déjà par ses propres moyens financiers, acheté une portion de terre à un propriétaire identifié pour leurs activités agricoles communes. La gestion de ce terrain se fait de manière commune. Cela ne cause aucun problème, puisqu'il est uniquement destiné aux activités agricoles communes du groupe de travail. Ce genre de rencontres plénières ont fait l'objet enregistrements audio et vidéo qui, dans la majorité des cas a été analysés par des linguistes avec la participation des membres des groupes de travail et du chercheur pour en dégager la pertinence pour notre étude.

b) La communication entre le chercheur et les membres des groupes

La problématique d'une communication efficace entre les différents acteurs du développement rural reste de manière générale l'un des points les plus faibles de la recherche sur la durabilité des projets de développement en Afrique. Ce problème se pose indépendamment du domaine d'intervention (agriculture, santé, éducation...).

Il se présente de manière la plus pertinente lorsque l'agent de développement n'a pas d'accès direct à la langue locale des populations et encore moins à la culture que celle-ci véhicule. Dans le cas précis, le chercheur ne parle ni ne comprend à fond le luruli qui est la langue locale dans laquelle la vie quotidienne de la population se négocie. Malgré les efforts d'apprentissage, le recours à un interprète est resté la seule solution de communication verbale pendant toutes les années qu'a duré la recherche. L'on pensait qu'avec l'implication des agents locaux, le problème pourrait être résolu de la façon la plus simple. Mais la connaissance théorique de la langue locale à elle seule ne résout pas toujours le problème, car il s'agit de parler et aussi de comprendre non seulement les mots, mais aussi le niveau d'argumentation souvent basé sur la vision locale que la population a d'elle-même et du monde. De surcroît, parmi les agents locaux, même s'ils sont nés en milieu rural, beaucoup ont perdu les racines qui les lient à leur origine rurale et sont devenus des citadins

au point de ne plus être en mesure de s'identifier à ce milieu. Les ruraux les assimilent aux Occidentaux et les désignent par l'appellation « Muzungu » qui signifie simplement « Blanc » (appellation originellement réservée aux Occidentaux de race blanche, appliquée généralement par extension à tous ceux, noirs ou blancs, qui ont adopté leur mode de vie). C'est la verbalisation de la rupture entre les ruraux et les populations citadines ou les personnes qui sont instruites à l'école moderne. En plus de cela, les agents locaux ne sont pas forcément engagés dans leur région d'origine où leur langue maternelle est parlée. Il n'y a aucune différence entre la communication entre un Muruli qui ne parle que sa langue maternelle et un autre Ougandais originaire du nord ou de l'est du pays et celle qui a lieu avec un Européen. Dans tous les cas, la langue dominante qui est l'anglais s'impose comme la seule voie de communication verbale et le recours à un traducteur est inévitable. Mais le recours au traducteur résout-il vraiment le problème que pose la barrière linguistique à la communication dans le domaine du développement en milieu rural?

L'utilisation du traducteur comme un auxiliaire de communication en milieu rural ne s'impose pas aux seuls experts expatriés comme l'on croit souvent, mais elle s'impose aussi aux agents nationaux s'ils n'opèrent pas dans leur région d'origine. La nationalisation des experts de développement ne peut donc être considérée comme une solution définitive à ce problème. On le sait, la fonction de traducteur en milieu rural africain n'est pas professionnalisée. Il s'agit pour la plupart des personnes ayant été à l'école occidentale, qui pour une raison ou une autre se sont établies en milieu rural et qui parlent aussi bien la langue locale que la langue nationale qui est dans le cas précis l'anglais. La traduction est circonstancielle et souvent spontanée. Les problèmes liés à cette situation aussi bien pour le message innovant que pour les échanges entre les acteurs ont été analysés par Bearth et Fan (2002) et seront repris au paragraphe consacré aux difficultés de communication.

La communication entre l'expert et les membres des groupes d'étude et celle entre lui et la population de manière générale (non participant) se présente sous deux variantes. La communication en public (avec la présence de plusieurs personnes) et la communication en privé (avec seulement présence de l'expert et du traducteur).

- La communication en public

La communication telle qu'elle vient d'être présentée avec les difficultés que cela comporte est celle qui se déroule en public ou, pour être précis, en présence de tous les membres du groupe de travail. Elle ne permet pas aux personnes timides de s'exprimer librement. Elles gardent leurs opinions en attendant une occasion propice et discrète pour les faire savoir. Cela s'avère être le cas à plus forte raison lorsque leur opinion, exprimée en public donnerait l'impression d'être en contradiction avec ce qui est dit par autrui. C'est pourquoi le deuxième niveau de communication, dit privé est d'une importance capitale pour cerner les non-dits de la communication publique.

Nous avons dit précédemment qu'une intégration des agents au développement dans le tissu social de la société hôte, ou tout au moins le partage du quotidien de la population cible est significatif pour la durabilité des projets. C'est sous cet angle d'une deuxième voie d'accès à la communication locale relative au projet qu'on comprendra mieux l'importance de cette hypothèse de la « vie partagée ».

- La méta-communication

Nous entendons par méta-communication le fait de discuter sur ce qui a déjà fait l'objet de discussion en groupe ou non (Bearth, 2006:182). La méta-communication telle qu'elle est appréhendée dans la perspective du présent travail, n'est pas une simple transposition de la discussion dans un autre cadre, mais elle permet de replacer la communication publique à un niveau privé dans un cadre beaucoup plus familier aux interlocuteurs. En effet les visites

effectuées dans les familles des membres des groupes ont toujours été l'occasion de ramener les discussions menées dans un cadre publique ou quasiment publique au niveau personnel de nos hôtes. Tout ne peut être dit publiquement, dit-on au Buruli, surtout si un membre du groupe pourrait se sentir critiqué. La méta-communication dans ce travail est un feedback qui permet de revenir de manière planifiée sur les points qui ont été l'objet de discussion en publique. Ce type de feedback appartient au processus d'apprentissage (Schein, 2000 : 166-167). A titre d'exemple l'on pourrait citer le groupe d'Irima (qui n'est pas inclus dans cette étude). Malgré une détermination totale qu'affichaient les six femmes et un homme lors de la rencontre qui avait permis de lancer un projet de jardin commun, nous avons remarqué que pendant les semaines qui ont suivi la mise en pépinière de légumes, seules deux d'entre elles venaient régulièrement pour l'arrosage. Lors d'une rencontre antérieure, diverses raisons familiales avaient été évoquées pour justifier le manque d'engagement des quatre autres membres qui ne participaient pas à l'arrosage. Pour mieux comprendre les raisons familiales avancées, nous avons rendu visite à chacune d'elle dans sa famille. Cette visite nous a permis de constater que, s'il est vrai que les arguments avancés pour justifier leur absence au rendez-vous d'arrosage des pépinières étaient en partie vraies, la vraie raison obtenue au cours des visites privées était plutôt liée à la relation entre la femme qui avait mis à la disposition du groupe de travail le terrain pour la mise en place du jardin et les autres femmes du village. A cause de sa position sociale (elle est la mère d'un politicien local influent), cette dernière risquait à long terme de s'approprier la récolte. Nous nous retrouvons ici dans le problème que pose l'élite rurale aux actions de développement. C'est ici la véritable raison du désengagement des autres membres du groupe de travail. Il fallait donc réaménager la constitution du groupe et en faire deux groupes séparés. Mais avant de nous faire savoir cette raison principale, nous

avons été priés de jurer sur l'honneur de ne le dire à personne d'autre⁴³. La communication privée permet de situer les relations entre les différents acteurs à un niveau personnel et moins abstrait.

c) La communication entre les membres du groupe et la population

Les groupes de travail pour la promotion du développement ne sont pas en aparté dans la société. En tant qu'entités communicantes ils se définissent aussi par l'interaction entre leurs membres et les membres de la société qui ne participent pas au projet. Cette communication a entièrement lieu en luruli et ne concerne pas forcément le projet. Les participants sont, en dehors des activités du groupe, intégrés dans les circuits de la communication quotidienne au Buruli. Et c'est justement cette indistinction qui leur permet de faire connaître leurs activités agricoles particulières. Rappelons ici que les membres des groupes ne vivent pas uniquement du rendement de l'action de développement de leur groupe. Chacun possède un champ de famille comme tout un chacun dans la société. Seulement, du fait de l'apprentissage commun dans les groupes, la majorité des membres possédait aussi son propre jardin potager. Il s'agit simplement de la mise en pratique dans un cadre personnel ce qui a été appris en commun. Mais ce genre de pratique donne l'occasion aux membres de partager leurs expériences avec leur entourage immédiat.

d) La communication entre la population (non-participants) et l'expert

Même si le projet est réalisé avec des groupes spéciaux, il s'avère indispensable pour l'expert d'avoir des interactions avec les non-participants. Cela devient inévitable si le chercheur ou l'agent partage le quotidien de la population. Il doit être identifié et se faire identifier en tant que participant à la vie de la société comme les autres. A l'aide d'exemples concrets, nous ferons

⁴³ Nous citons cet exemple ici avec l'accord de celles qui nous avaient interdit d'en parler en public

comprendre ce point qui nous semble pertinent dans le domaine du développement rural au Buruli.

Un projet de développement est initié par des hommes et pour servir les hommes. Cela revient à dire que le projet constitue tout d'abord un cadre de rencontre entre des personnes dotées de différents savoirs et ayant fait des expériences différentes. Nous l'avons dit, un échange entre les acteurs s'avère indispensable. Ces échanges doivent être fructueux et conduire à la mise en commun des savoirs pour les faire bénéficier pleinement à chaque acteur. Ici il est donc question d'apprentissage mutuel qui ne place aucun des acteurs ni dans la posture de l'ignorant total ni dans celle du connaisseur absolu. Nous avons déjà montré comment les ruraux sont maîtres de leur milieu, connaissant aussi bien l'environnement physique que moral et culturel, l'expert ayant lui des connaissances scientifiques souvent plus théoriques qui doivent être adaptées à son milieu d'opération. Il est une référence incontournable et intervient comme accompagnateur efficace dans la réalisation des projets. Ce qui vient d'être dit semble être pour nous l'idéal. La réalité est pourtant différente et la vision de l'expert est subjective. Il est lui-même dépersonnifié sans s'en rendre compte et disparaît en tant que personne au cours du déroulement des projets. En milieu rural africain en général et chez les Baruli en particulier, l'on est facilement identifié à ce que l'on fait dans la société si on ne s'identifie pas soi-même. Ainsi, les ruraux ne connaissent quelquefois même pas le nom des agents avec lesquels ils doivent exécuter un projet de développement. L'on entend simplement « c'est Save the Children » qui nous a enseigné ceci ou « c'est VEDECO (Volunteer Efforts for Development Concerns) » ou « SOMED (Support Organisation for Micro Enterprises Development) » qui nous a convoqués pour une réunion. Cela est un signe palpable du fait que l'interaction entre la population et les agents au développement se fait à un niveau beaucoup plus artificiel que celui qui implique des personnes de part et d'autre. D'un côté il y a la population et de

l'autre une organisation qui d'une manière ou d'une autre cherche à améliorer la condition de vie de cette population. Cette différenciation est quelques fois faite sur la base des seules écritures sur les véhicules utilisés par ces agents. Plutôt que de retenir le nom des personnes avec qui elles devraient communiquer efficacement pour garantir la durabilité de l'action de développement, les populations cibles identifient ces agents par les écrits sur leur véhicule. L'on assiste donc à une dépersonnification de l'interlocuteur au profit d'une organisation, réduite à une abréviation à la signification inconnue. La communication qui ferait une des bases les plus décisives de la durabilité se trouve donc déjà au départ amputée de l'une de ses composantes pertinentes: l'identité de l'auteur de l'information. La question de savoir qui parle ou avec qui l'on parle reste en suspens. De toute manière, les visites de ces agents étant sporadiques et très espacées, comme nous l'avons signalé antérieurement à quoi bon retenir le nom des personnes que l'on ne voit qu'une fois par mois au plus si du moins l'état de la route le permet. Ce détail apparemment banal est d'une importance capitale pour les relations entre l'expert et la population et partant pour la question de la durabilité du projet. La rencontre entre les différents acteurs est rendue superficielle par les circonstances que nous venons de décrire. Ce n'est pas une personne intéressée à résoudre un problème auquel la population est confrontée, qui est vue au travers de l'expert, mais plutôt une organisation comme beaucoup d'autres qui sont déjà passées dans la région. Pourtant dans le processus de communication quotidienne, les Baruli s'appellent par le nom et non par le nom de l'activité que l'interlocuteur mène. Ils ne s'appellent pas « planteur » ou bien « pêcheur » mais plutôt par le nom individuel de la personne, ou par le nom de son clan pour mettre en relief l'identité des interlocuteurs, ainsi que leur origine, leur totem ou aussi par la relation qui lie les interlocuteurs (beau-frère, belle-sœur, oncle, etc.). Désigner quelqu'un par le nom de l'activité qu'il exerce montre bien, que l'on entre avec lui dans un genre de communication différent de celui de la communication

quotidienne locale et marque une certaine distance entre les interlocuteurs. Cependant, il nous semble qu'il n'est même pas d'une grande nécessité que la population cible sache quelle organisation fait ceci ou cela dans la région, mais plutôt qu'elle sache quelle personne conduit un projet supposé changer leurs conditions de vie. Il est d'ailleurs rare de trouver quelqu'un au sein de la population qui connaisse la signification des abréviations que représentent les noms de ces organisations. Lors d'une rencontre plénière, l'on a cherché à savoir la signification de l'abréviation qui forme le nom de l'organisation qui avait organisé cette séance d'information. Personne d'autre que les agents eux-mêmes ne la connaissait. Et même après avoir dit le nom, il tombe rapidement dans l'oubli pour ceux qui connaissent l'anglais et à plus forte raison pour les analphabètes qui sont en majorité. Ces derniers ne savent même pas ce que cela voudrait bien dire et la plupart de ces abréviations se laissent difficilement traduire en langue locale. A ce niveau déjà la méfiance et le scepticisme sont préprogrammés. Les choses deviennent plus compliquées pour les concernés si les agents sont remplacés par d'autres que ceux qu'ils ont déjà vus. Cependant, ce qui compte à notre avis c'est l'établissement d'une confiance entre les acteurs qui conduit à la tenue d'une communication franche et permet aux uns et aux autres de s'ouvrir mutuellement pour cerner les problèmes prioritaires des populations. Nous pensons que le succès de la vulgarisation de la culture de légumes par les groupes eux-mêmes (*voir le chapitre IV.2*) lors de ce travail est en grande partie le fait qu'elle soit passée par des canaux locaux de communication déjà « rodés », habituels et légitimés par la société. Toutes les autres techniques de vulgarisation telles qu'elles sont présentées dans la littérature spécialisée auraient pu être confrontées à des données socioculturelles dont nous ne maîtrisons pas tous les contours.

2.1.2 Quelques obstacles à la communication effective

a) Différences de compétence linguistique internes au groupe

La connaissance de la langue dominante reste un symbole de statut social dans la plupart des pays africains. Elle ne s'acquiert qu'à l'école occidentale et confère à son locuteur en milieu rural un certain statut «d'homme occidentalisé» qui est désigné par « Muzungu ». L'anglais en tant que langue nationale se désigne par le mot « Luzungu » qui renvoie à la langue et en même temps à un mode de vie. Du fait de sa position en tant que langue dominante, l'anglais entraîne une identification de ceux qui le maîtrisent au groupe qui mérite d'être traité avec beaucoup d'attention par l'expert. Certains membres du groupe de travail et aussi de la société de manière générale qui connaissent l'anglais ont plus de facilité à communiquer avec l'expert et établissent un dialogue direct avec celui-ci même au cours des rencontres. Ce fait apparaît au premier abord comme un atout de taille pour faciliter la communication entre l'expert externe et ces derniers. Mais en réalité il constitue une entrave majeure à la communication interne au groupe de travail. Tous les autres membres se sentent systématiquement exclus de la communication et ainsi est créé un sentiment de frustration chez la majorité. Ceci parce que tous savent bien que celui qui parle aurait bien pu le faire dans la langue commune et permettre ainsi à ses concitoyens l'accès direct à son discours. Cette frustration peut occasionner un sentiment d'infériorité chez les autres et menacer directement la cohésion du groupe. Ici se trouve un point faible du développement dit participatoire. Dans une telle situation la participation des membres du groupe de travail aux différents stades communicationnels du projet est superficielle et certains se voient même privés du droit à la parole. Pour remédier à cette situation nous avons recommandé à tous de ne parler que le luruli lors des rencontres et travaux pour pouvoir mettre tout le monde dans les conditions

identiques de communication et accorder à chacun les mêmes chances. Le renoncement à cet «atout» qui aurait pu être considéré comme une aide appréciable au processus de communication nous permet d'éviter au sein des groupes de travail la confusion entre compétence linguistique et compétence communicationnelle. La compétence linguistique se présente ici comme un avantage de ceux qui connaissent l'anglais par rapport à ceux qui ne connaissent pas cette langue dominante. La langue dominante tend à accorder à son locuteur un statut social supérieur à celui des autres, et cette inégalité linguistique pourrait directement se traduire par une inégalité communicationnelle et mettre ainsi en péril toute la communication interne au groupe de travail. Pourtant la compétence communicationnelle quant à elle se base sur l'expérience, le savoir ou simplement le désir de contribuer, de coopérer et de partager ses idées et pensées ou de les confronter à celles des autres personnes. C'est cela qui donne le droit à la parole. La définition de l'organisation apprenante que nous avons adoptée au départ, met l'accent sur l'apprentissage commun mais aussi et surtout sur la mise à la disposition du groupe des compétences (savoirs) de tout un chacun pour permettre au groupe d'atteindre ses objectifs. Pour résoudre le problème de l'inégalité de compétences linguistiques et les mettre au profit de tous pour améliorer la communication, il conviendrait d'enseigner à ceux qui sont « privilégiés » de mettre leur savoir au service des autres en leur apportant de l'aide plutôt que de se mettre en valeur eux-mêmes. Pour l'expert, qui reste un personnage-clef, il lui faudrait faire un effort discret pour éviter que le fossé se creuse entre ceux qui, naturellement, lui sont proches sur le plan communicationnel et donc aussi interactionnel et personnel, et ceux et celles qui sont exclus de ce rapport privilégié par leur manque de compétence linguistique. Qu'il gagne ce pari difficile, c'est de cela que dépendra finalement le degré de participation et, dans la plupart des cas, le succès à long terme, la durabilité de son projet.

Un autre problème posé par les «privilegiés» est celui du contrôle de la traduction de ce qui a été dit en luruli. Ils exercent un contrôle sur le contenu de la traduction et peuvent s'y opposer s'ils estiment qu'il y a incorrection du côté du traducteur. De par la connaissance souvent superficielle des deux langues aussi bien au niveau du traducteur que de ce groupe de personnes, une discussion s'engage mettant automatiquement à l'écart tous les autres participants. Le traducteur estime pour la plupart du temps avoir bien traduit et le second insiste que la traduction n'est pas en accord avec l'argument qu'il souhaiterait donner.

La communication avec l'expert est aussi et surtout dépendante de l'environnement physique et social du processus de communication. L'on distingue la communication en public et ce qui pourrait être désigné comme communication privée.

b) *Le passage par la traduction : un piège à la communication en milieu rural*

C'est la voie privilégiée par les experts externes lorsqu'il s'agit de communication en milieu rural. Elle semble être la plus simple pour résoudre le problème de la communication en fermant le fossé communicationnel entre expert et population dont nous avons parlé précédemment. Mais ce passage tant utilisé, cache des problèmes difficiles à surmonter. Les effets négatifs de la traduction sur le dialogue ont été en grande partie étudiés en milieu rural toura (Côte d'Ivoire) lors d'un projet pilote antérieur au projet LAGSUS dont le présent travail est issu. Un extrait de la publication suite à cette étude nous permet d'éclaircir ce qui vient d'être dit et nous donne des précisions sur les raisons qui nous amènent à privilégier l'apprentissage sommaire de la langue locale.

Nous montrerons surtout que « loin donc d'être la panacée du problème posé par le fossé linguistique séparant les partenaires au développement, le recours

apparemment inévitable à la traduction tend au contraire à en exacerber les effets négatifs. Il en résulte ce que nous proposons d'appeler les *apories de la traduction*.

Première aporie: La co-gestion des contenus, apanage véritable du dialogue, se trouve fortement entravée sinon rendue franchement impossible. Comme on le sait, le vrai dialogue est toujours co-énoncé, c'est-à-dire accompagné de moments d'évaluation par lesquels les interlocuteurs s'assurent mutuellement de la réciprocité de leur compréhension de ce qui est dit par l'un et par l'autre. Or, en situation de traduction, cette fonction d'homologation ou de ratification mutuelle, essentielle déjà, à vrai dire, à l'échange d'information factuelle et à plus forte raison au dialogue en situation de négociation, se trouve perturbée. Pour pouvoir néanmoins s'exercer, la validation mutuelle serait contrainte de s'appuyer sur la mise en mots non pas de l'énoncé premier, mais de son interprétation par les participants de part et d'autre du fossé linguistique, sans compter le fait que cette mise en mots du sens de ce qui a été dit se verrait à son tour assujettie aux contraintes et risques de la traduction. Or, les processus interactionnels à gérer à ce niveau - que l'on qualifierait de « métalinguistique », puisqu'ils supposent une réflexion secondaire sur l'activité linguistique primaire – risquent d'être extraordinairement complexes. Face à ce risque vaguement perçu, les participants à la communication en situation multilingue asymétrique se résignent en général à admettre que la communication reste à sens unique, faisant plus ou moins aveuglement confiance à l'interprète sans poser les questions qui s'imposeraient pour assurer la réciprocité dans la compréhension du message.

La conséquence de cet abandon est de taille. Que l'on le veuille ou non, l'acte communicationnel se voit amputé dans ces conditions de ses caractéristiques interactionnelles, si bien qu'il est tout à fait légitime de poser comme problème fondamental du recours à la traduction celui de son effet négatif sur le dialogue, à savoir le risque de bloquer au départ le dialogue entre experts et

population cible. La traduction, tout en prétendant franchir le fossé, l'approfondit et risque de le rendre définitivement infranchissable. Tout en procurant l'illusion d'assurer la communication dans une situation qui, sans elle, ne la permettrait pas du tout, elle institue une rupture de communication en permanence.

Deuxième aporie : Devant cette difficulté, que peut-on demander à l'interprète? Qu'il soit "bilingue" et qu'il soit lui-même suffisamment "expert" de la matière pour pouvoir la "mettre en mots" en langue locale? Sans doute. Mais ce profil de l'interprète, taillé sur une apparente efficacité immédiate dans l'exercice de sa fonction, cache une notion simpliste de la traduction elle-même. Cette notion simpliste est en fait elle-même une des causes majeures de ruptures de communication qui pour passer inaperçues n'en sont pas moins préjudiciables au but visé par la communication en développement.

A ce propos, soulignons que, déjà du point de vue de la pratique du recrutement des traducteurs, le problème premier réside dans la confusion entre compétence bilingue et compétence traductrice. A quoi sert-il, en effet, de substituer aux termes du discours exolingue, des termes en langue locale, ou de mettre à la place des phrases d'un texte en langue officielle, des phrases bien formées dans l'idiome local des destinataires? Est-ce vraiment traduire? Le discours ainsi "traduit" restera un discours culturellement aliéné, non-assimilé, et le vrai travail de traduction, qui suppose une interprétation dans les termes des présupposés de la culture-cible, reste à faire après coup. Ce qui veut dire en général qu'il ne se fera jamais ou, à la limite, qu'il risque de se faire d'une manière déconnectée par rapport au discours original, constituant ce que nous avons appelé ailleurs une trame de discours "parallèle" Bearth (2000:89), dépourvue de référence assurée au discours original.

Troisième aporie : Comme nous l'avons dit, la traduction est intimement liée au type de discours unilatéralement contrôlé par l'émetteur et de ce fait ne

laisse guère de place à l'initiative spontanée des destinataires. Elle devient ainsi l'expression symbolique de la dichotomie classique entre, d'une part, la source du savoir en matière de développement et, de l'autre, l'instance réceptrice de ce savoir. Le passage obligé par la traduction du message concernant le développement tend ainsi à contredire implicitement son propre discours sur la participation et sur la nécessité de la prise en compte des savoirs locaux.

Sur un plan plus technique, l'idée que l'on se fait de la traduction, solidement nourrie par les pratiques scolaires, a tendance à confondre celle-ci avec la reproduction centrée sur l'équivalence quasi mécanique des mots, ou tout au plus des phrases, plutôt que celle des discours et des arguments. Ce n'est qu'à condition de tourner résolument le dos aux habitudes enchevêtrées de cette conception concordante de la traduction que la vue pourrait se dégager pour laisser apparaître le vrai rôle de l'interprète: celui d'être médiateur non pas entre deux mots ou expressions, ni même entre deux textes, mais entre deux mondes, d'être conscient et de tenir compte non seulement des différences de conceptualisation, mais aussi des habitudes discursives et argumentatives de la culture-cible, comme aussi de celles de la culture linguistique intermédiaire qui sert de relais entre le discours des experts et sa retransmission dans le contexte local. Traduire, dans cette optique, reviendrait à substituer un mode d'argumentation à un autre tout en assurant l'équivalence au niveau des effets intentionnés, ce qui, en général, revient à repenser et, en quelque sorte, à réinventer le message dans l'ordre discursif de la culture-cible. Une authenticité du dialogue pourrait théoriquement se recréer dans ces conditions, mais présupposerait une professionnalisation de l'exercice de la fonction d'interprète. Au-delà de ses qualités de bilingue et de sa maîtrise des univers discursifs en présence, celui-ci devrait être investi de l'autorité de gestionnaire d'un discours médiateur capable de dépister et de désamorcer les malentendus que le passage obligé par le détour de la traduction crée inévitablement. Or, la réalité, il faut

l'avouer, est très différente, et l'idée même d'une telle professionnalisation paraît utopique.

Ces apories débouchent sur un paradoxe communicationnel qui s'inscrit en ligne droite dans la liste des paradoxes dressée par Watzlawick et al (1967): la méthode utilisée pour véhiculer le discours de la participation contredit son propre « discours de la méthode ». Et ce paradoxe semble aussi incontournable que semble l'être, dans les situations-types du développement rural en Afrique, le recours à la traduction. L'on pourra toujours chercher à améliorer la procédure - l'aporie communicationnelle est inhérente à la traduction qu'elle soit bonne ou mauvaise ». Bearth et Fan (2002: 344-357)

En faisant allusion à ces points faibles de la traduction, nous voudrions attirer l'attention des experts externes sur le fait que celle-ci quoique s'imposant comme la seule voie de communication avec la population locale, elle ne peut pas résoudre définitivement le problème communicationnel en milieu rural. Il convient donc d'être prudent dans son usage. Déjà au départ le choix du traducteur et les relations sociales de celui-ci peuvent influencer de manière significative le processus communicationnel qui passe par lui.

A ce niveau du choix du traducteur il est difficile de distinguer la compétence linguistique de la compétence traductrice. Souvent le choix se porte simplement sur des personnes qui sont supposées comprendre et pouvoir s'exprimer dans les deux langues. Il s'agit d'un choix qui n'est basé sur aucune donnée objective. A cela s'ajoutent les données sociales et culturelles. Ainsi par exemple, si le chercheur est un homme, il est exclu de ce fait même qu'il ait une femme comme traductrice. Cela pour deux raisons principales. La première raison est qu'il est inconcevable dans la culture locale qu'un homme soit lié par une simple relation d'amitié ou de travail à une femme sans de rapports intimes. Cela donne lieu à plusieurs soupçons et spéculations que nous avons désignés au chapitre1 par « *lugambo* » et qui peuvent avoir des effets négatifs sur le déroulement des projets, si l'on n'y prend garde. Lorsque dans la

troisième année de recherche trois jeunes étudiantes en agronomie effectuaient leur stage dans ce projet, les difficultés que pose la question du genre apparurent clairement quand les hommes avaient du mal à suivre les consignes des étudiantes et plusieurs personnes se demandaient quelle était la relation qui lie le chercheur aux étudiantes. La deuxième raison du refus serait la frustration ressentie par les hommes due au fait que ce soit une femme qui leur transmettrait le message qu'eux-mêmes ne seraient pas capables de saisir de première main. Cela rendrait les hommes moins disposés à écouter ce qui serait dit, car la femme reste considérée comme étant de loin inférieure à l'homme.

Pour ce qui est des relations sociales du traducteur il convient une fois de plus de signaler que la société baruli est imprégnée d'interdits et de tabous qui régissent les relations humaines. De ce fait il serait indispensable de voir quel attachement social le traducteur, qui est en même temps le collaborateur principal du chercheur, pourrait avoir avec les membres du groupe de travail. Ainsi les contraintes qui pèsent sur les relations entre beau-fils et belle-mère illustrent la nécessité de prendre en compte les relations entre les membres de la société et partant entre les membres du groupe de travail eux-mêmes et aussi entre eux et le traducteur. Selon la coutume baruli le beau-fils et la belle-mère ne sont pas autorisés à se rencontrer en dehors d'un cadre formel tel le mariage, l'enterrement et rassemblement religieux. Même dans ces cadres le beau-fils doit porter un habit spécial traditionnel. Cette règle régit non seulement les rapports entre ces deux parents mais aussi entre le beau-fils et toutes les sœurs de la belle-mère, car d'après la coutume baruli elles sont aussi des belles-mères à part entière. Choisir un collaborateur ayant de telles relations avec un ou plusieurs membres du groupe de travail exclurait de manière systématique les membres en question des travaux communs en présence du traducteur. Dans un autre groupe de travail qui n'a pas fait l'objet de cette recherche, une femme qui avait une telle relation de parenté avec le traducteur n'a jamais pu joindre le

groupe en présence de ce dernier. Elle a ajusté son calendrier de travail, de sorte qu'elle ait toujours travaillé en notre absence.

Ce fossé communicationnel, c'est ainsi qu'il convient de l'appeler, a été beaucoup plus fortement ressenti lors de cette recherche du fait que la majorité des membres du groupe sont des femmes et que, surtout en milieu rural africain, l'analphabétisme frappe beaucoup plus les femmes que les hommes. A cela s'ajoute le fait que la femme qui connaît l'anglais en milieu rural éprouve un sentiment de honte de parler en présence des hommes, surtout si elle estime qu'elle pourrait faire des fautes qui attireraient l'attention des gens qui parlent mieux qu'elle. Comment surmonter cet obstacle à la communication? Deux voies semblent être appropriées dans le cas présent : l'apprentissage sommaire de la langue locale par l'expert et l'alphabétisation en milieu rural.

2.1.3 Comment minimiser ces difficultés

a) L'apprentissage de la langue locale

La première voie est celle de l'apprentissage sommaire de la langue locale, qui s'est avéré être une solution pour essayer de minimiser les effets négatifs de ce fossé sur le processus de communication. Il ne s'agit pas pour le chercheur d'avoir une connaissance parfaite du luruli en un temps record, mais plutôt de saisir tout au moins le sens de ce qui est dit et si possible d'avoir un « dialogue » avec les uns et les autres. Tout en apprenant quelques mots clés du quotidien, les membres de la société Baruli, qu'ils appartiennent aux groupes de travail ou non, sont prêts à aider au déroulement d'un dialogue en apportant au parler du chercheur des corrections nécessaires. Cela crée une atmosphère d'amitié et de confiance entre l'expert externe et la population locale qui voit en cela une identification de ce dernier à eux et à leur quotidien. Le chercheur intègre ainsi la chaîne locale de communication qui porte la vie quotidienne dans la société. Le passage par le traducteur reste pourtant

indispensable, car il ne s'agit pas pour l'expert de maîtriser la langue locale (pour cela plusieurs années auraient été nécessaires), mais de se frayer un chemin pour, si possible, saisir le sens de ce qui est dit de manière globale. C'est une méthode qui en plus rassure ceux qui ne comprennent pas parfaitement la langue dominante de surmonter leur honte et crainte pour essayer d'avoir un dialogue en anglais. Car, par l'apprentissage de la langue locale et les essais de la parler, l'expert montre que les fautes sont permises dans le dialogue, puisque lui-même en fait et est dépendant de leurs rectifications.

b) L'alphabétisation en langue locale

Nous avons constaté au cours de cette recherche que l'alphabétisation en langue locale serait un support de taille non seulement pour la communication entre les locaux et l'expert externe, mais permettrait d'assurer aux populations une documentation de leur propre savoir et un accès poussé à l'information externe. En effet il a été remarqué au cours de nos rencontres que plusieurs membres des groupes de travail avaient l'habitude de prendre des notes sur ce qui était dit et qui leur semblait important. Ces notes ont été prises pour la plupart en luganda (la langue des Baganda, population au sud du Buruli, qui possède sa propre écriture) et seulement par ceux qui savaient lire cette langue. Une alphabétisation en luruli permettrait à tous les participants à des rencontres de prendre des notes et non aux seuls « privilégiés » sachant écrire et lire en luganda. Sur la base de ces notes prises lors des rencontres, certains membres continuent de discuter avec l'expert en dehors des cadres formels et déclenchent ainsi un autre processus de communication que nous avons désigné par « méta-communication » et qui est un feedback planifié. Elle a pour but la recherche d'information complémentaire et minimise d'éventuels malentendus et /ou fausses interprétations tout en vérifiant le contenu de l'information publique. En vue de favoriser l'alphabétisation dans leur propre langue, les efforts sont en train d'être faits ces dernières années par les autorités

locales du Buruli. Des campagnes pour la promotion du luruli ont été organisées et un comité de suivi a été mis en place. Il travaille déjà sur l'écriture du luruli, elle permettra de rendre les feedbacks fréquents et ainsi de minimiser les malentendus dans le cadre de communication dans le domaine du développement rural.

Résumé: *La communication en matière de développement rural se situe à différents niveaux et est soumise à plusieurs difficultés. Dans les cas de notre recherche quatre niveaux de communication se sont avérés indispensables pour la mise en place de caractéristiques semblables à celles d'organisations apprenantes dans les groupes. D'abord la communication entre les membres des groupes qui n'est soumise à aucune contrainte linguistique et qui se déroule donc en luruli et par laquelle les échanges d'idées et d'expériences se font sans entrave. Ensuite la communication entre les membres des groupes et leur environnement. Celle-ci se passe également dans la langue locale et se déroule en dehors du cadre formel qui est celui des rencontres plénières. C'est une communication qui échappe en grande partie au chercheur, mais qui permet au groupe de recueillir des informations externes et aussi de mettre leur savoir au bénéfice de toute la société. Puis celle qui se déroule entre le chercheur et les membres des groupes. Elle est soumise à la traduction de l'anglais au luruli et vis-versa, et doit faire face à plusieurs entraves qui sont inhérentes à la traduction. Pour minimiser ces entraves, la communication formelle entre l'expert et les groupes a été dans la majorité des cas enregistrée (audio/vidéo) pour pouvoir vérifier ensemble avec les groupes l'exactitude de ce qui a été dit et traduit. Enfin la communication entre le chercheur et la population de la zone de recherche, qui, toute comme la précédente, est soumise à la traduction, mais sans vérification ultérieure. Pour faire face aux barrières communicationnelles, le chercheur a appris de manière partielle le luruli. Cela a été rendu possible à cause de la longue durée de la période de recherche et de l'intégration de celui-ci dans la société. Ce qui a facilité les*

échanges à tous les niveaux surtout lors des deux dernières années de la recherche rendant ainsi les échanges entre les différents acteurs efficaces et fructueuses.

2.2 La vision commune des groupes

Le développement d'une vision commune au groupe revient à définir les buts que le groupe s'assigne ainsi que les stratégies qu'il juge nécessaires pour atteindre ces buts. Il se doit une planification dans le temps qui lui permet d'évaluer son propre avancement et donc de jeter un regard critique sur le développement de ses activités par rapport aux buts fixés. Nous parlerons d'auto-évaluation sous cet angle. Cependant ces buts ne sont pas une finalité qui marque la fin de l'existence de l'organisation, mais un point à partir duquel de nouvelles orientations peuvent être définies. « La vision commune n'est pas simplement une idée commune, mais c'est une force qui émane du cœur des membres de l'organisation et qui puise sa volonté et son pouvoir dans la conviction profonde d'avoir un intérêt commun » (Senge, 1991: 251).

Les groupes de travail sont constitués de membres ayant presque le même standard de vie et qui sont confrontés aux mêmes problèmes. Les problèmes les plus cruciaux sont celui d'assurer le besoin nutritionnel quotidien de la famille, les dépenses scolaires des enfants et la mise en place d'un fond financier si peu soit-il pour les soins en cas de maladie. Il s'agit là des besoins immédiats qui doivent être couverts, mais il existe aussi des aspirations à moyen et à long terme telles la construction d'un habitat dit permanent, la possession de son propre troupeau de bétail et l'acquisition d'un moyen de transport (bicyclette, motocyclette) ainsi que l'acquisition et la mise en valeur de son propre terrain. Ces buts quoiqu'étant totalement individuels, sont cependant vus comme des buts communs du fait de la similarité des conditions de vie des membres du groupe. Il s'agit donc dans un premier temps de couvrir les besoins immédiats en donnant au groupe accès à la liquidité monétaire par la commercialisation de

la récolte commune et par la mise en place d'une caisse commune (un compte bancaire). Une partie de la récolte est vendue alors qu'une autre partie est distribuée de manière équitable entre les membres pour la consommation en famille. L'argent mis en banque sert à accorder des prêts aux membres qui sont dans un besoin urgent, par exemple à la rentrée scolaire, et ses derniers remboursent avec un taux d'intérêt beaucoup plus bas que celui qui est exigé par les institutions classiques de micro-finances actives dans la région. Les groupes mettent ainsi en place leur propre système bancaire). L'on pourrait citer l'exemple d'un autre groupe qui n'a pas fait l'objet de cette étude parce qu'il a été constitué très loin de la zone de recherches (au nord-ouest du pays dans une région où la sécurité tardait encore à s'établir du fait des activités de la rébellion ougandaise « Lord's Resistance Army ⁴⁴»). Ce groupe s'est développé rapidement et était à mesure d'accorder même aux personnes non membres des prêts avec un taux d'intérêt un peu plus élevé que celui des membres mais largement en dessous de celui réclamé par les institutions de micro-finance.

La survie du groupe est étroitement liée au développement de la vision commune, puisque « c'est elle qui livre à l'organisation l'énergie nécessaire pour son fonctionnement et donne aux membres le courage de s'investir pleinement dans les activités du groupe afin de développer cette vision » (Senge, 1991 : 255).

Le développement d'une vision commune nécessite à son tour un processus de communication interne au groupe. De ce fait il y a presque toujours eu au sein de chaque groupe des « visionnaires » qui, sur la base des informations reçues soit des médias, soit des séminaires, développent des idées innovatrices et qui par leur capacité de communiquer parviennent à motiver d'autres membres. Ce sont ceux que la littérature spécialisée qualifie de « Earlier adopters » (Rogers,

⁴⁴ Lord's resistance army connue en français sous le nom de l'armée de résistance du Seigneur, est une rébellion vieille de plus d'une vingtaine d'années qui a affecté négativement la vie économique et sociale du nord de l'Ouganda. Sous la pression de l'armée régulière du pays, elle s'est entre-temps repliée dans la zone forestière du Congo Démocratique et de la République Centrafricaine. Depuis ce repli la vie se passe de nouveau normalement au nord du pays.

1983 :199). Ils hésitent moins que le reste du groupe et comprennent vite la portée de l'innovation pour l'ensemble. Ils ne prennent pourtant pas seuls la décision de l'adoption comme si l'innovation était un fait privée, mais ils enclenchent la communication qui sert de base aux autres membres pour formuler leurs propres idées.

La mise en place d'une vision commune prend naissance à l'intérieur du groupe même, c'est-à-dire au niveau de ceux-là mêmes qui ont décidé librement de travailler ensemble pour faire face aux défis quotidien que la vie dans leur milieu leur impose. Cette vision n'est nullement initiée de l'extérieur par un agent quelconque. Elle résulte de la vision personnelle et individuelle de chaque membre et est donc en phase avec les aspirations de tout un chacun et elle est le résultat d'une négociation interne initiée par les visionnaires. « Ce n'est pas la somme des visions des membres mais est une force qui rend les membres capable de prendre des risques et faire des expériences communes » (Senge, 1991 :256). En milieu rural les agents ont tendance à initier cette vision commune en présentant eux-mêmes ce qui n'est en fait que leur propre vision, ils cherchent alors à influencer les ruraux dans leur processus de prise de décision (Rogers, 1983:335), afin d'obtenir l'adoption de leur vision par les bénéficiaires de l'action de développement. Une telle initiative qui vise à faire adopter une vision étrangère au groupe est dans la majorité des cas vouée à l'échec, même si à la fin du discours l'assistance répond par « on a compris ». « Il s'agit là d'un simple accusé de réception de son message qui dispense l'auditoire provisoirement ou définitivement de toute prise de position ou engagement concernant ce qui vient d'être dit » (Bearth, 2008:83).

Ce type de communication interne au groupe qui aboutit au développement d'une vision commune n'est nullement nouveau en milieu rural africain. Il s'agit d'une forme de concertation bien connue dans la culture des Baruli et qui porte le nom de « Nsonga » qui aboutit généralement à une prise de décision commune.

Dans nos groupes, il a été remarqué à différents stages des travaux plusieurs processus de négociation qui ont conduit à des prises de décision pour assurer la bonne marche du travail et consolider les activités du groupe sans aucune influence de l'expert. Chez les Toura (centre ouest de la Côte d'Ivoire), ce procédé est connu sous le nom de « Sonon ». Il autorise un groupe de personnes à se retirer d'un groupe de discussion pour aller se consulter en vue d'homogénéiser leur position et de prendre une décision. Il est à préciser que ce genre de consultation aussi bien chez les Toura que chez les Baruli n'est pas soumis à la pression du temps. Elle peut s'étendre sur plusieurs jours et entre-temps, la discussion officielle reste suspendue. Une telle démarche permet de prendre en compte les opinions des différents acteurs, de les analyser sans aucune pression et ainsi d'aboutir à une décision à laquelle tous peuvent s'identifier. Nous avons déjà souligné que la présence des agents de développement au Buruli est irrégulière, superficielle et brève. Il est donc presque impossible de donner le temps nécessaire aux acteurs locaux de développer leur propre vision en fonction du but qu'ils aimeraient eux-mêmes assigner au projet agricole. Toute consultation interne est donc soit impossible, soit soumise à une pression du temps et se termine alors par un résultat qui ne vise qu'à se débarrasser de la situation créée par l'expert. La vision commune, par contre, développe la capacité du groupe à prendre en charge l'innovation et à la mouler d'après les données sociales et économiques de la société qu'il maîtrise mieux que l'expert.

Résumé : *Les groupes d'étude (Gawamukulya et Tambula Npola) existaient avant le début de la recherche, mais sans être actifs dans le domaine agricole. La conviction commune selon laquelle l'amélioration des conditions économiques et nutritionnelles de la famille des membres peut être réalisée grâce à l'effort individuel dans un cadre collectif, était partagée par tous les membres. Le projet agricole des groupes s'est avéré être un cadre de réalisation de cet effort, en participant physiquement au travail en commun et*

aux rencontres, en mettant son savoir à la disposition des autres et en recevant d'eux. La méthode de gestion financière mise en place par ces deux groupes témoigne du développement de la vision commune à leur niveau, vision rendue en partie possible par une certaine similarité de standard de vie économique et social des membres.

2.3 L'aptitude à adapter l'innovation agricole aux changements économiques et environnementaux de son milieu (flexibilité)

L'adoption d'une innovation par les paysans ne signifie pas forcément que celle-ci sera durable. Il n'est pas rare de voir dans le milieu paysan des innovations qui bien qu'ayant été adoptées ont finalement cessé d'exister suite à des changements sociaux, économiques et environnementaux. À titre d'exemple l'on pourrait citer la culture du moringa (*moringa oleifera*), arbre à utilisation multiple (médecine, cosmétique et nutritionnelle), introduit au Buruli au milieu des années 90. La culture avait, en son temps, été adoptée par plusieurs familles en milieu rural. L'adoption était surtout basée sur les avantages économiques que les initiateurs avaient présentés à la population. Cet arbre devait contribuer largement à l'amélioration du revenu familial en raison du prix de vente élevé des grains. Mais il ne s'agissait là que de la position commerciale des grains de cet arbre sur le marché en une période donnée. Les paysans ayant adopté la culture n'ont pu envoyer leur produit (grain du moringa) que trois à quatre ans plus tard quand la phase de la production avait commencé. Entre-temps la situation commerciale de ce produit avait radicalement changé et la demande était devenue presque inexistante. Les gains de cet arbre très vantés quelques années auparavant ne représentaient presque plus rien et avaient perdu leur valeur commerciale. La demande n'existant presque plus, l'utilisation pour les besoins nutritionnels de la famille aurait été la seule alternative pour les paysans. Il fallait donc redécouvrir cet arbre comme contribuant à la nutrition et aux soins

de leurs propres familles, aspects qui n'avaient pas été objet de communication intense entre les différents acteurs du projet au départ. La population ne savait plus où chercher et acquérir l'information concernant la valeur nutritionnelle des feuilles et des grains de l'arbre en question, comment les apprêter pour la consommation et quelle maladie soigner avec les produits du moringa. Toutes ces informations manquantes ont fait qu'aujourd'hui l'on a des plantations de moringa qui ne servent plus à rien. Si au départ la population avait développé une perception de cet arbre qui prenne en compte toutes ses qualités et mis un accent équilibré sur ces qualités, alors nous pensons que suite à la chute de la valeur des grains du moringa sur le marché, l'arbre aurait pu trouver sa place dans les domaines de la nutrition, des soins et des usages cosmétiques au niveau local et peut-être même régional.

La capacité d'adaptation du projet aux différents changements qui s'est développée au niveau des groupes au cours de la présente étude s'est avérée être une des ressources essentielles permettant de garantir la durabilité d'un projet agricole. Elle n'est pas un apport externe de l'expert, mais dérive de la faculté du groupe à observer son environnement, à reconnaître les changements qui s'y opèrent, à orienter ses actions en tenant compte de ces derniers et si possible à les intégrer dans la définition de sa vision pour ce que l'on pourrait appeler « une mise à jour » de son répertoire de savoirs. A titre d'exemple l'on pourrait citer l'introduction de la culture des carottes au sein des groupes. Au départ les cultures adoptées étaient celle de la tomate avec différentes variétés, des aubergines et du chou pommé⁴⁵ (*Brassica oleracea*). Au cours des années, quand la culture de tomates devenait de plus en plus populaire et que cela se ressentait par la baisse du prix sur les marchés locaux, les membres ont opté pour la culture de carotte (*daucus carota*) en association aux autres légumes

⁴⁵ Chou pommé aussi appelé chou cabus lorsque les feuilles sont lisses.

qu'ils produisaient déjà. Le choix s'est porté sur les carottes parce que, disent-ils, ils ont constaté que les carottes se vendent bien sur le marché régional et que les expatriés, surtout les occidentaux, les achètent en grande quantité. A la production pour le marché local, ils ont associé la production pour les marchés régionaux. C'est d'ailleurs ce savoir local et cette faculté d'adaptation du système de production agricole qui permet à l'agriculture de subsistance de se maintenir et de faire vivre et survivre les populations rurales africaines à l'heure du changement climatique, par exemple en échangeant les semences entre paysans (Sottas, 2000 : 33).

Résumé : *Les groupes d'étude ont développé la capacité d'observer les changements économiques et environnementaux de leur milieu et ont appris à réagir pour amortir les effets négatifs de ces changements sur leur fonctionnement. Par sa flexibilité, les groupes ont été en mesure d'étaler les risques économiques en diversifiant la production de légumes et en y associant d'autres activités agricoles comme l'élevage. Tambula Npola possède depuis 2009 des étangs et y pratique la pisciculture.*

2.4 La compétence à résoudre les conflits et à s'organiser

Le fonctionnement des groupes de travail ainsi que le dynamisme qui se développe au sein de ceux-ci entraînent des conflits auxquels les groupes doivent faire face, résoudre et poursuivre le but qu'ils se fixent. Ces conflits sont inévitables et inhérents aux groupes. « Le conflit est un signe visible de l'énergie humaine. Il est le résultat de l'effort compétitif pour le même objectif, droits et ressources » (Augsburger, 1992 : 18).

Les groupes de travail dans leur fonctionnement et leurs actions sont confrontés à deux types de conflits. Il s'agit des conflits liés à la structure interne du groupe, qu'on désignera ici par le terme de « conflits internes », et les conflits liés au processus d'interaction entre le groupe et son environnement

qui sont donc externes au groupe. La résolution des conflits qu'ils soient internes ou externes relève uniquement de la compétence des membres du groupe. Car même si les conflits sont universels, la voie de leur résolution quant à elle, diffère d'un peuple à un autre et aussi d'une culture à une autre. Les locaux sont experts dans les méthodes locales de résolution des conflits et l'expert externe reste à l'écart des démarches aboutissant à leur résolution. La capacité du groupe à résoudre ces deux types de conflits solidifie la cohérence interne et accroît la confiance du groupe en ses propres possibilités d'assurer son avenir.

2. 4. 1 Les conflits internes

Par « conflits internes » il faut surtout entendre des conflits entre les membres du groupe, les divergences d'opinions et l'organisation du groupe.

En ce qui concerne les conflits internes, nous avons déjà fait savoir qu'ils restent difficilement accessibles à toute personne externe. Tout comme des entreprises modernes régies par la loi du travail et des règlements intérieurs, les groupes ont mis sur pied dans le cadre de leur organisation des règles internes qui régissent les rapports entre les membres. Il ne s'agit aucunement de règles initiées par l'extérieur, mais elles ont été élaborées par les membres en se basant sur leur connaissance du milieu et sur des règles traditionnelles qui régissent les relations humaines au Buruli. Ces règles doivent être respectées par tous et sont applicables en cas de conflits.

L'application est prise en charge par des membres désignés à l'unanimité lors de la mise en place des structures de l'organisation.

L'on pourrait citer par exemple la réglementation qui régit les absences répétées et sans raison valable d'un membre lors des travaux communs ou des réunions.

Quant aux divergences de point de vue, le consensus est trouvé grâce à un système de suggestions, qui permet aux uns et aux autres de faire savoir leurs

idées sur la question et aussi de connaître celles des autres membres. Ce système de suggestions serait comparable aux boîtes à suggestions des entreprises modernes. Mais la différence se trouve dans la méthode d'accès à ces suggestions. Alors que dans l'entreprise la boîte à suggestions reste fermée à clé et n'est accessible qu'à un petit nombre de personnes, le système de suggestions dans les groupes étudiés est ouvert à tous les membres et chacun sait qui fait quelle suggestion. Ce système n'est donc pas anonyme et restreint.

Les problèmes structureaux quant à eux, dérivent dans la majorité des cas de la recherche de l'adaptation du modèle de l'organisation administrative moderne aux groupes. L'on cherche à avoir un président du groupe, un secrétaire, un trésorier, etc. Comparé à une entreprise moderne l'on pourrait parler d'un directeur général, d'un directeur administratif, d'un chef du personnel, etc. Ce genre de structure ne permet pas une évolution effective du groupe vers une organisation apprenante en milieu rural, car il projette directement au sein du groupe la question de pouvoir qui mine autant les entreprises modernes que la politique africaine. Nous arriverons donc au modèle classique de l'organisation qui, à cause de sa rigidité, a amené les spécialistes de l'organisation à développer le modèle de l'organisation apprenante.

Les groupes veulent donner la même valeur aux idées et suggestions des membres, les soumettre aux mêmes analyses et en tirer des résultats qui vont bénéficier à tout le groupe. Il faut donc une structure qui favorise ce processus et le rend applicable. Les membres ont supprimé les anciennes structures pour s'inspirer du modèle local de porte-paroles du groupe. Ce qui pourrait s'assimiler au caractère du modèle mental décrit par Senge (1991: 213-217), selon lequel ce modèle arrive à vaincre la structure traditionnelle hiérarchique inflexible. Ils ou elles selon les cas, recueillent toutes les opinions sur une question donnée, les confrontent les unes aux autres, en font une synthèse (ils peuvent retourner à la source de l'idée pour confirmation ou infirmation de cette synthèse) et ensuite ils peuvent parler au nom de tout le groupe. Ce sont

des personnes chargées des consultations et des médiateurs dans la résolution des différends.

2. 4. 2 Les conflits externes

La capacité du groupe à faire face aux problèmes externes et à les résoudre dépend de manière significative de la cohésion interne. Il est donc clair que l'on pourrait voir une corrélation entre la capacité du groupe de résoudre ses problèmes internes et celle de faire face aux conflits externes, puisque, nous l'avons dit, la résolution des problèmes internes fortifie la cohésion du groupe. Les changements économiques auxquels nous avons fait allusion dans le paragraphe précédent font partie des problèmes auxquels les groupes sont quelquefois confrontés. Mais ceux qui menacent directement l'existence d'une telle structure sont surtout les troubles sociaux tels les conflits armés et les conflits politiques qui gagnent de plus en plus le milieu rural africain. En général les conflits armés sont synonymes de destruction massive et d'arrêt de toute activité de développement dans les régions ou pays affectés par ce fléau devenu de plus en plus fréquent en Afrique subsaharienne. Ces conflits armés marquent une zone rouge pour tout agent de développement et pour les organisations gouvernementales et non gouvernementales, même l'aide humanitaire se trouve parfois bloquée. À l'aide d'un exemple l'on peut cependant montrer que les groupes de paysans qui possèdent les caractéristiques d'une organisation apprenante ont la capacité de résister aux conflits armés et même de continuer à soutenir le processus de développement dans des conditions défavorables. Ils peuvent relayer rapidement les organisations de développement et prendre des responsabilités en la matière sans assistance externe. L'exemple pour soutenir notre hypothèse est celui d'un groupe de paysans de Baki un village au nord-est de la République Démocratique du Congo dans le district du Haut-Ouélé dont nous avons fait la connaissance en janvier 2003 pendant qu'un conflit armé sévissait dans la

région. Après le départ de tout agent de développement, ce groupe a mis en place sa propre stratégie pour amortir les effets négatifs de la guerre sur sa production agricole et assurer l'approvisionnement de la population environnante en nourriture dans une situation d'insécurité totale. Il a mis l'accent sur la production du haricot à cause de sa valeur nutritionnelle élevée surtout pour les enfants en bas âge plus vulnérables aux effets de la guerre et il a en même temps sélectionné des variétés de riz pluvial à haute rentabilité et avec une période de végétation plus courte par rapport aux variétés locales traditionnelles dans la région. Pour renforcer l'approvisionnement de la population en aliments riches en protéine, des étangs de poissons ont été mis en place par le groupe et leur exemple a servi de point de départ pour plusieurs groupes qui se sont constitués par la suite. Pour coordonner les activités des groupes devenus de plus en plus nombreux, un centre a été créé et dirigé par des autochtones ayant travaillé dans différents domaines (santé, agriculture et éducation) sous l'administration gouvernementale et qui suite à la guerre se sont retrouvés dans leur village. Ce centre porte le nom de CEIDC (Centre d'Encadrement des Initiatives de Développement communautaire). Tous ces groupes ont maintenu leurs activités de développement pendant toutes les années de guerre.

En ce qui concerne les groupes de travail ayant fait l'objet de la présente étude, ils n'ont pas été confrontés aux conflits armés mais plutôt aux effets négatifs du changement climatique, ressentis de manière accrue dans leur région du fait du caractère marginal de la zone de leurs actions. Parlant des problèmes auxquels l'agriculture au Buruli est confrontée, nous avons exposé l'irrégularité des pluies, un phénomène apparu au cours de ces dernières six années et qui place les paysans dans une incertitude quant au calendrier régional de culture. Ces groupes ont mis en place un système d'identification de cultures vivrières résistantes à la sécheresse et d'échange de semis par exemple dans le domaine de la culture du maïs. Celui qui possède la variété identifiée comme étant

résistante aux aléas climatiques dans l'année culturale en cours, donne une certaine quantité (généralement entre 4 à 5 kilogramme) de sa récolte aux autres membres. Cette quantité leur servira comme supplément de la semence pour l'année culturale suivante. Le bénéficiaire donne en retour la même quantité de la variété qu'il possède au membre qui lui donne la variété résistante. La sélection est basée sur des critères simples élaborés par les participants eux-mêmes. Ces critères de sélection élaborés étaient par exemple: la réaction des jeunes plantes au manque d'eau (signes de stress), la durée de la période végétative, le rendement, etc.

Ce genre d'initiative locale de lutte contre sécheresse a été encouragé par Munange et Nkem (2011 : 1512) comme une des solutions adéquates pour faire face à la crise alimentaire qui frappe la corne de l'Afrique depuis quelques années. Cet encouragement fait suite aux résultats d'une étude menée en Ouganda dans le cadre de la coopération internationale, étude visant à cerner les voies et moyens pour contrecarrer la crise alimentaire régionale. L'apprentissage au niveau villageois est intimement lié à l'existence et à la régénération du savoir local de la communauté (Fremerey, 2005 : 256).

Résumé : *Au cours de la période de recherche, les groupes d'études ont eu à faire face à différents conflits externes et internes. Loin d'entraver le développement des groupes, la résolution de ces conflits a solidifié la structure interne du groupe et donner aux membres la capacité de mobiliser leur énergie personnelle et collective pour défendre et atteindre le but fixé.*

2.5 Le développement de stratégies d'apprentissage adaptées au contexte social du milieu

La question de savoir comment on apprend dans un contexte socioculturel donné mérite d'être posée. Dans la plupart des pays d'Afrique, apprendre ses leçons dans le milieu scolaire est synonyme de retenir ce qui a été dit par

l'enseignant et d'être en mesure de le reproduire presque mot à mot lors d'un examen. Certains élèves parlent même de « boire sa leçon » et de la « vomir » à l'occasion. Est-ce cela apprendre ?

L'apprentissage dont nous parlons dans cette section est basé sur l'expérience commune faite par les groupes et sur les conclusions individuelles et communes qui en découlent. Généralement dans la société baruli l'apprentissage se fait de deux manières selon la matière à apprendre. L'on distingue l'apprentissage qui pourrait être qualifié « *d'éducationnel* » qui s'applique surtout au comportement d'un individu dans la société, par exemple l'attitude des jeunes envers les personnes âgées, le comportement à adopter lors des repas, la réglementation de relations entre femmes et hommes, etc... Comme exemple l'on pourrait citer l'attitude des femmes face aux hommes pendant les salutations: En saluant l'homme, la femme se met à genoux et l'homme reste debout. Par cela elle marque son respect pour l'homme, et les jeunes filles apprennent cela déjà en bas âge. L'apprentissage pratique s'assimile à une initiation qui s'applique surtout aux stratégies de survie dans la société. L'on pourrait citer par exemple la pêche, les méthodes traditionnelles de culture etc.

Les deux types d'apprentissage que nous venons de présenter mettent en relation l'apprenant et le maître. D'un côté, il y a donc celui qui dispense l'enseignement et de l'autre celui qui le reçoit. Dans la quasi-totalité des cultures africaines, l'attitude de l'élève face au maître a été automatiquement adoptée suite à la colonisation et à l'introduction de l'école occidentale en Afrique. L'apprenant ou l'apprenti absorbe de manière passive ce qui est enseigné, l'assimile et le reproduit si nécessaire. C'est à cette situation que la communication entre expert et population rurale est automatiquement assimilée sans que ni l'un ni l'autre n'en prenne conscience. L'agent de développement est directement mis dans le « fauteuil » de l'enseignant et la population s'installe dans la passivité. La distribution des rôles se fait de manière instinctive.

L'organisation des rencontres et la disposition des places à s'asseoir rappellent bien celles d'une salle de classe. Le dialogue qui devait permettre un échange d'idées est donc de prime abord impossible. Le message de l'expert est quelquefois déjà rejeté avant qu'il ne soit réellement entendu. Car il est pris pour un enseignement et non pour un échange permettant de prendre en considération les idées de tous.

L'apprentissage préconisé dans les groupes n'est ni l'un ni l'autre des deux types précités, mais une combinaison de l'apprentissage théorique et de la pratique. Ici personne n'est ni le maître absolu ni l'élève docile. Un système de suggestions établi permet aux uns et aux autres d'évaluer les expériences faites, d'en tirer une conclusion et de l'analyser avec les autres membres. L'objectif est de faire participer chaque membre au progrès du groupe en apportant ses propres idées. Il est cependant clair pour tous les membres que les idées et les suggestions n'ont aucune valeur s'il n'en résulte pas une action commune. L'apprentissage n'est pas imposé par quelqu'un d'externe ou d'interne, mais il s'impose à tous comme condition pour mener le groupe au succès.

2.5.1 L'accès à l'information : un préalable à l'apprentissage en milieu rural

DiBella & Nevis (1998 : 26) proposent un modèle d'apprentissage qui semble refléter le mieux notre expérience en milieu rural baruli. Il s'agit d'un modèle circulaire qui montre bien la permanence du processus de l'apprentissage.

Nous appliquerons de manière partielle les trois stades de l'apprentissage caractérisant une organisation apprenante (selon les deux auteurs précités) à nos groupes d'études. Ce sont : l'acquisition de l'information, le stade de traitement qu'on pourrait dans notre cas appeler l'analyse de l'information, le passage à l'action avec ensuite le retour à l'acquisition de l'information.

D'abord pour acquérir l'information en milieu rural, il faudrait faciliter son accès. C'est donc aider la population à accéder à l'un de ses droits humains

fondamentaux. Un droit qui est parfois confisqué par les barrières linguistiques et sociales auxquelles nous avons fait allusion dans les chapitres précédents. En effet l'UNESCO définit la liberté d'information comme le droit d'avoir accès à l'information détenue par des organismes publics. Elle est intimement liée à la liberté d'expression reconnue par la résolution 59 de l'assemblée générale des Nations Unies adoptée en 1946, ainsi que par l'Article 19 de la déclaration universelle des droits de l'homme (1948) qui déclare que le droit fondamental à la liberté d'expression englobe la liberté de «chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit»⁴⁶.

L'accès à l'information pourrait donc se faire par le développement des stratégies d'information en utilisant les canaux locaux de communication disponibles tels que nous en avons fait l'expérience au cours de nos recherches: L'organisation de séminaires pour nos groupes de travail (pas seulement pour ceux qui ont participé à l'étude mais aussi pour les groupes de paysans dans notre zone), les rencontres d'échanges entre les scientifiques du projet LAGSUS en court séjour dans la région et la population locale, la transmission des informations lors des rassemblements traditionnels (mariage, enterrement, marché local), les cultes religieux qui en même temps servent de cadre d'acquisition d'information. En parlant donc de la facilitation de l'accès à l'information, nous pensons en même temps à une réduction du fossé qui sépare les riches et les pauvres en ce qui concerne l'information. Une corrélation a été constatée dans un grand nombre des pays africains entre la performance scolaire des élèves et leur lieu de résidence. Les élèves habitant les villes ont généralement des performances meilleures par rapport à ceux du milieu rural. Les raisons avancées pour expliquer cette inégalité sont entre autres le faible accès à l'information en milieu rural. Lors des visites des

⁴⁶ Ces informations ont été tirées de la page internet de L'Organisation des Nations Unies pour l'Education et la Culture (www.unesco.org)

chercheurs du Projet LAGSUS (Language, Gender and Sustainability)⁴⁷ et les encadreurs, des échanges ont eu lieu de manière directe entre les universitaires qui participent au projet LAGSUS et les paysans, comblant ainsi (même si cela était de manière brève) le fossé bien connu existant entre la recherche et les bénéficiaires des résultats de celle-ci.

➤ Acquisition de l'information

Parlant du rôle de l'agent de développement en milieu rural, nous avons déjà fait allusion à la facilitation d'accès à l'information, comme étant un important point de départ. Les deux auteurs précités (DiBella & Nevis, 1998 : 63-65) désignent ce stade comme étant la phase de la création du savoir (acquisition du savoir). Aussi pour ce travail nous assimilerons le savoir et l'information quel que soit l'origine de celle-ci (externe à la société, interne ou résultant des expériences communes ou individuelles). Il peut s'agir d'une information entendue pour la première fois donc nouvelle ou une prise de conscience d'une situation connue mais que l'on découvre à nouveau sous un angle différent. C'est généralement à ce stade de l'acquisition qu'interviennent les médias de masse. Au vu de l'importance de l'acquisition de l'information, plusieurs groupes ayant travaillé avec nous s'étaient dotés de délégués à l'information. Ils étaient des membres de groupe chargés de recueillir des informations. Ils étaient envoyés pour participer à des séminaires de formation agricole, sociale ou économique organisés quelquefois loin de notre zone de travail. Tout le groupe ne pouvant pas se déplacer à cause du coût du transport d'une part mais aussi du nombre limité des participants, ces délégués à l'information représentent le groupe de travail tout entier. Mais il est frappant de constater la capacité de retenir et de reproduire un discours entendu par ceux que l'on appelle généralement analphabètes. Certains de ces délégués ont à plusieurs reprises transmis presque parfaitement le contenu des séminaires visités aux groupes qui les avaient envoyés. Cette capacité de mémorisation que les ruraux

⁴⁷Voir la note 19 ci-dessus. Voir les rapports sur www.lagsus.de/en/Results-Baluli.htm

possèdent est restée à notre avis très peu exploitée par la politique de développement. Pour une organisation apprenante en milieu rural, tels que nos groupes de travail, si l'acquisition de l'information se fait de manière individuelle ou collective selon les cas, elle fait l'objet de partage et d'échange au sein du groupe conduisant ainsi directement au deuxième stade qui est celui de la dissémination ou de l'analyse de l'information.

➤ La dissémination de l'information

C'est la phase de l'analyse de l'information (du savoir) qui vient d'être acquise. Par analogie nous pouvons parler de la « digestion » du savoir qui conduirait à l'action à entreprendre. Le nouveau savoir est alors mis en rapport avec les principes et les buts que le groupe s'est fixés. Ces buts peuvent être aussi bien à court qu'à long terme. C'est la phase qui correspondrait au stage que Rogers (1983) qualifie de « contemplation ».

Par exemple un groupe a pour activité principale la production végétale, mais se propose à l'avenir de combiner cette activité agricole avec la production animale. Un savoir en rapport avec la production animale ne sera donc pas repoussé mais plutôt analysé par rapport à cette activité future. Ici intervient le principe de « double loop learning » décrit par (Argyris & Schön 1974)⁴⁸. Il ne s'agit pas de réagir à une situation pour la rectifier comme le ferait un thermostat pour maintenir la température à un niveau souhaité par le programmeur (principe de « single loop », selon le même auteur), mais de comprendre l'arrière-plan de l'idée que porte l'innovation en vue de l'adapter à la situation économique, sociale et environnementale du groupe. Cela nécessite une interprétation du savoir dans le contexte local, c'est-à-dire un traitement de l'information au niveau villageois. L'expert un est assistant important pour les

⁴⁸ Chris Argyris est professeur émérite de « Harvard Business School » et est communément connu pour ses travaux dans le domaine de l'Organisation Apprenante. La théorie du « double loop » est décrite dans l'Argyris & Schön (1974).

groupes dans ce processus et sa contribution permet à ceux-ci de valider l'information reçue.

Au vu de toutes les techniques modernes utilisées de nos jours telles que les programmes d'ordinateur spécialisés pour traiter les informations, la question se pose de savoir de quels moyens disposerait le milieu rural buruli pour traiter les informations acquises. Cette question n'est pas nouvelle ; plusieurs organisations internationales y réfléchissent depuis plusieurs années. Elles avaient déjà émis l'idée de la création de technologie d'information et de communication (TIC) en milieu rural dans les pays en voie de développement. Il s'agirait ici d'instruments informatiques auxquels la population devrait être initiée et en raison du taux élevé d'analphabètes ce projet pourrait connaître quelques difficultés dans sa réalisation. Mais en attendant que de telles technologies fassent effet dans le milieu rural, celui-ci dispose d'instruments linguistiques de traitement d'information qui ont démontré leur efficacité au cours de l'histoire de ces peuples.

Même si nous n'avons pas été en mesure de détecter la totalité de ce genre de sources de réflexion au Buruli, nous avons tout de même noté la présence de deux ressources importantes permettant de disséquer un savoir. Nous en parlerons très brièvement sans rentrer dans les détails linguistiques.

- *La plaisanterie*

Nous avons fait allusion au caractère particulier de nos groupes d'études, qui est la relation de parenté ou d'amitié entre plusieurs membres. Ils sont aussi proches du point de vue du lieu d'habitation. Dans ce contexte la plaisanterie permet à un membre du groupe de donner son avis sur un point donné sans crainte de vexer les autres. La plaisanterie au Buruli est répandue entre les amis et parents et elle donne à l'interaction verbale un goût agréable. Elle permet de dire son avis même si il est contraire à celui des autres et de le défendre. Même si la plaisanterie risque de ne pas être prise au sérieux, dans notre cas, le contexte du développement dans lequel le travail s'effectue lui donne de la

crédibilité. Selon nos observations, elle ne sert pas seulement comme outil de dissémination du savoir mais elle contribue aussi largement à la détente de l'atmosphère de travail et à renforcer les relations interhumaines au sein des groupes.

- *Les proverbes*

L'utilisation des proverbes et des expressions proverbiales comme outils de traitement de texte ou de savoir est courante chez les Baruli. D'ailleurs le choix de plusieurs noms propres dans la région repose sur des proverbes pour expliquer soit les circonstances de la naissance d'un enfant, soit rappeler une situation particulière de la famille ou du clan. Généralement les proverbes permettent de soutenir un argument et expriment de manière succincte la pensée du locuteur. Au stade de l'analyse de l'information, ce que nous entendons par dissémination, les arguments des uns et des autres se confrontent. L'analyse n'est pas faite seulement en séance plénière comme l'on pourrait le penser, mais aussi en dehors des rencontres et peut s'étendre sur une longue période, pendant laquelle l'information fait l'objet de discussions informelles entre les membres des groupes. Ils cherchent des références, des comparaisons et d'autres informations allant dans le même sens que celles déjà reçues.

Pour revenir à notre exemple de l'association de la production animale à la production végétale, les participants ont pris contact avec des personnes qui étaient déjà actives dans le domaine de l'élevage pour avoir plus d'informations pratiques sur ce domaine. La recherche de ces informations que l'on pourrait qualifier de supplémentaires s'intéressait à la question de soins des animaux, aux traitements, à la proximité d'un vétérinaire et de manière générale aux coûts de réalisation et de roulement d'un tel projet. A la question de savoir pourquoi tant d'informations avant de prendre une décision, qui de toute manière n'est pas à réaliser immédiatement, un membre nous répond, que le groupe, connaissant ses ressources financières, doit en tenir compte pour tout

autre investissement. Cela a été argumenté par le proverbe suivant: « La poule tient compte de la grandeur de ses ailes avant de pondre ses œufs, car elle doit pouvoir les couvrir ». Une telle argumentation traduit bien la manière dont ce nouvel investissement est perçu par le groupe. Quel que soit le mode d'analyse, ce qui est important pour le groupe c'est ce qui en résulte: l'action.

➤ Passage à l'action

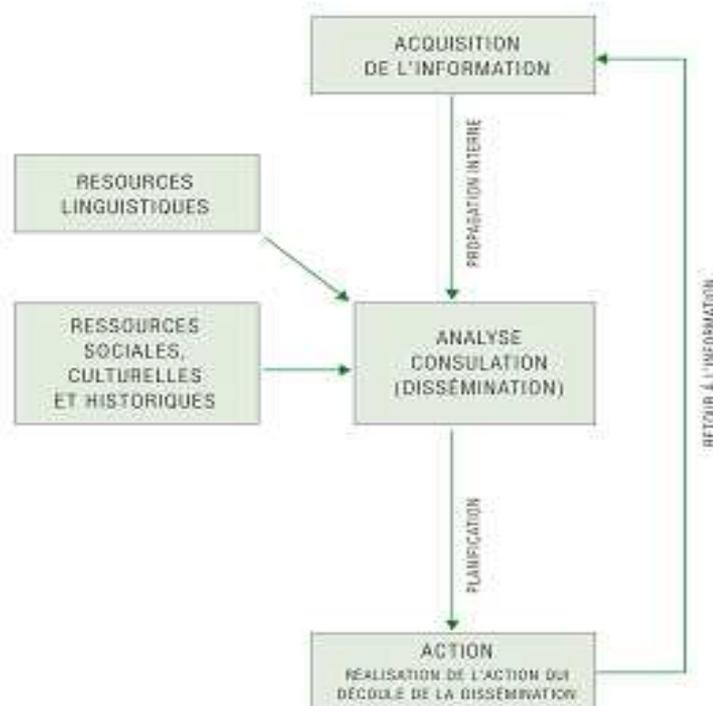
Parlant de la vision commune comme indicateur de la mise en place d'une organisation apprenante en milieu rural, nous avons déjà fait allusion plus ou moins à ceux que la littérature spécialisée appelle « leaders d'opinion ». Dans notre cas les membres ayant cette capacité ne sont pas forcément des leaders ; nous les désignerons comme « motivateurs » au sein de nos groupes. Ce sont eux qui facilitent le passage de l'analyse du savoir à l'action. En effet ce sont des membres qui s'investissent dans le dialogue interne au groupe pour convaincre ceux qui hésitent. Ils ne se contentent pas des réunions organisées pour rencontrer et convaincre les autres, mais investissent du temps pour rencontrer et parler avec les autres en privé. Ils n'ont certainement pas l'intention de manipuler les autres membres, mais convaincus du résultat de la dissémination, ils se donnent le devoir d'en faire une vision partagée par tous et conduisant à une action commune. Ils font aussi le premier pas de l'action à entreprendre et ce sont eux qui, généralement, se préoccupent de la cohésion interne du groupe.

➤ Le retour à l'information

Le processus devient cyclique et non linéaire et reflète bien le cycle de l'apprentissage organisationnel tel que présenté par DiBella et Nevis (1998 :38), même si dans le cas présent ce cycle apparaît simple et avec des instruments de dissémination tout à fait différents de ce que ces deux auteurs préconisent. Il ne s'agit pas de passer à l'action pour faire de celle-ci la finalité, mais l'action engendre le besoin d'acquérir plus d'information pour assurer sa durabilité. Ce cycle se renouvelle de manière permanente et donne ainsi au

groupe son dynamisme qui lui permet de faire face à tout changement qu'il soit économique, social ou environnemental. Dans notre cas d'étude nous avons remarqué que l'acquisition du savoir, la dissémination de celui-ci ainsi que le passage à l'action qui en résulte entraîne un retour à la source du savoir soit pour complément d'information soit pour le lancement d'une action nouvelle ce qui place l'expert ou l'agent de développement dans une fonction qui n'est plus celle qu'on lui attribuait de manière classique (l'initiateur et le responsable de l'action de développement), mais il devient un « catalyseur » du processus de développement et une référence pour le groupe.

Procédure de traitement de l'information



Graphique 4 : Représentation schématique du processus de traitement de l'information au niveau des groupes de travail⁴⁹

⁴⁹ Ce graphique se base sur le cycle de l'apprentissage présenté par DiBella & Nevis (1998 : 38). Il a été adapté à la situation particulière au Buruli.

2.5.2 L'apprentissage dans les groupes de recherches

a) Apprendre à apprendre: une base de l'autonomie du groupe

L'expert ne peut rester éternellement guide et conseiller du groupe. Nous avons fait allusion à la courte durée de la phase de lancement et d'exécution des projets. C'est donc dès la phase de lancement que les acteurs locaux devraient être préparés au départ de l'expert, au temps au-delà de la brève durée de son séjour. C'est pourquoi dans ce travail nous insistons particulièrement sur le fait que le groupe devrait se transformer en organisation apprenante pour assurer la durabilité des actions initiées.

Pour promouvoir cette autonomie du groupe, celui-ci devrait à notre avis tout d'abord apprendre à apprendre. Nous avons signalé précédemment qu'apprendre sur le modèle scolaire établi en Afrique lors de la colonisation est inadapté aux besoins du monde rural africain. Ce type d'apprentissage ne contribue pas réellement au développement ni individuel ni collectif. Apprendre par cœur, sans initiatives propres pour reproduire ce qui a été appris dans ses propres mots, tout en l'adaptant à sa condition sociale et environnementale, ne peut réellement produire d'effets durables. Il est donc indispensable de baser l'apprentissage sur une méthode d'apprentissage qui se distingue visiblement du modèle scolaire africain.

b) De nouvelles attitudes, valeurs et comportements acquis au cours du temps

L'apprentissage en milieu rural devrait entraîner un changement dans l'attitude des apprenants aussi bien au niveau individuel que collectif. Les expériences faites dans les groupes influencent directement et indirectement le comportement et l'attitude des membres. Nous avons signalé par exemple que la plupart des participants, en plus du travail d'ensemble, plantent chez eux dans leur jardin les mêmes légumes. Ils appliquent dans leur vie familiale

l'expérience faite dans les groupes. Sur la base de ces expériences et des échanges entre les participants, un réservoir de savoir se met donc en place qui est accessible à tous. Aussi l'expérience faite dans les jardins familiaux trouve sa place dans le travail commun. Alors que les membres appliquent les expériences acquises dans le groupe, ils apportent aussi leurs propres expériences pour enrichir le savoir du groupe. Personne n'est seulement élève ou enseignant. Chacun est soit l'un soit l'autre d'après les circonstances.

c) L'apprentissage comme une propriété du groupe

Ce réservoir de savoir mis à la disposition des participants est le résultat de l'interaction entre les individus qui constituent le groupe. Il est dynamique et non statique. Il se renouvelle de manière permanente pour répondre aux besoins du groupe. C'est un acquis qui reste, même si des individus quittent le groupe pour une raison ou une autre. Nous avons fait allusion au problème du foncier qui ronge le système de production agricole au Buruli et qui amène les paysans à changer de lieu de résidence. Ce genre de changement n'épargne pas les groupes de travail. Nous pouvons à cet effet donnerons l'exemple d'un membre du groupe de Gawamukulya, pour montrer comment cette réserve de savoir est une propriété des participants à l'action de développement. Au cours de nos recherches, une femme a quitté le groupe pour des raisons familiales pour aller s'installer dans une autre région. Dans sa nouvelle région, elle a commencé avec succès la culture de légumes. Elle devient ainsi un exemple pour son entourage et parvient à faire effet de multiplicateur du projet. Généralement l'on parle de contagion au sens négatif en Afrique, lorsqu'il est question des maladies infectieuses, mais nous pensons qu'une action de développement qui met au centre de ses activités la personne humaine (le bénéficiaire) pourrait avoir un effet de contagion positive dans la société. Un tel effet, selon nous, ne peut être atteint que si l'apprentissage individuel et commun devient une propriété intellectuelle pour les apprenants. On n'apprend

pas pour réussir à un examen, à un concours ou à une compétition, mais on apprend pour soi-même et on donne aux autres ce qu'on a appris. Tout en apprenant de manière individuelle et en même temps commune, l'on partage aussi simultanément son propre savoir avec les autres.

2.5.3 Mass média et agent de développement : sources complémentaires d'informations pour les groupes de travail

L'utilisation des mass médias comme instrument de diffusion d'innovations a été encouragée depuis longtemps. Elle s'avère comme une possibilité de propagation rapide et large de l'information et permet d'atteindre les personnes les plus éloignées des centres urbains. L'information véhiculée par ces médias a été rendue accessible à un nombre considérable de personnes en milieu rural par la création de radios régionales et départementales qui émettent la plupart du temps en luruli. Ainsi donc ces radios contribuent de manière indiscutable à la diffusion d'information que celle-ci soit une innovation ou non. Il est à noter que pendant la période de nos activités dans la région, les Baruli ne disposaient pas encore de leur propre radio locale, mais ils étaient informés par la radio émettant en luganda. Aujourd'hui les Baruli disposent d'une radio rurale qui émet en luruli depuis la ville de Nakasongola.

Cependant au cours de notre enquête sur ce sujet, certaines faiblesses de la propagation de l'innovation par le moyen ces émissions radio telles que le manque de feedback, l'impossibilité de dialogue et de recours aux sources de l'information, déjà connues dans la littérature spécialisée, ont été observées et amorties par la présence de l'agent de développement aux côtés des populations. Cela nous amène au constat que la combinaison des médias avec la présence effective d'agent sur le terrain s'avère indispensable pour une diffusion effective pour donner à l'information une crédibilité dans la région.

Nous montrerons par exemple dans le chapitre suivant que la diffusion de la culture de légumes est allée de soi sans l'application d'une technique

quelconque telle que conseillée par la littérature, elle a été favorisée par l'implication effective des structures de communication locale. Cependant cette implication ne peut être effective que si les étapes de la communication présentées au début de ce chapitre sont respectées, surtout la fonction d'homologation c'est-à-dire que les locuteurs se rassurent mutuellement que ce qui est dit par l'un est effectivement ce qui est compris par l'autre et vice versa. Ces étapes manquent de manière cruciale à la communication de masse, si bien que l'information qu'elle transmet a besoin d'un relais dans le milieu rural. L'agent pourrait assurer ce rôle important et permettre ainsi à l'information de s'intégrer au système communicatif local. De manière pratique un tel modèle pourrait être appliqué dans notre zone de recherches de manière suivante :

L'information reçue dans la région à partir de la radio n'invite pas le récepteur au dialogue ; celui-ci reste passif et se demande ce qu'il peut bien en faire. Le modèle de la communication tel que nous l'avons présenté, ne peut donc s'appliquer dans le cas de la transmission de l'information à partir des mass média. Toutefois ceux-ci jettent les bases d'une communication entre les membres de la société d'une part et entre la population et l'agent de développement d'autre part. En effet l'agent en tant que conseiller et accompagnateur du processus de développement local pas seulement une référence pour son message, mais il devient aussi une référence pour la vérification d'information exogène à la société. D'ailleurs la question qui succède à une salutation adressée à un visiteur au Buruli invite à un échange d'information:

«Lugambo ki?» qui signifie « De quelle nouvelle (information) êtes-vous porteur?» Cette question suit directement le souhait de la bienvenue : «Sinyikro kobonan» (soyez le bienvenu chez nous). C'est donc une requête d'information auprès du visiteur (qu'il soit venu de l'extérieur de la région ou de la concession voisine). La plate-forme est ainsi offerte au visiteur pour informer et se faire informer.

Faute d'échange direct avec un locuteur, le message transmis par les médias en vue de faire la promotion d'une innovation agricole quelconque occasionne une incertitude au niveau du paysan buruli, qui se demande quelle méthode de traitement convient à un tel message. Le volet « vérification » de l'information lui reste fermé et pour la plupart du temps l'adoption d'une innovation sur la seule base de messages diffusés par la radio est incertaine et difficile. Nous avons déjà souligné dans notre hypothèse de départ que l'adoption d'une innovation agricole, constitue un risque, voir même une menace pour la survie de leur famille. Sans un processus efficace de gestion des risques (comme nous le préconisons dans ce travail) une telle information radiodiffusée resterait dans la majorité des cas une lettre morte. Il s'avère donc nécessaire que l'on fasse une combinaison des informations innovatrices médiatisées avec la présence d'agent de développement sur le terrain qui, par un processus d'encadrement approprié conduirait les paysans à faire face à la menace que représente l'innovation au Buruli. A notre avis une symbiose entre les experts agricoles et les medias s'impose en milieu rural buruli.

Résumé : *L'apprentissage dans les groupes s'inspire du modèle traditionnel hérité des ancêtres, et non de celui de l'école moderne. Il est mutuel et centré sur la pratique non seulement dans les groupes, mais aussi en dehors du jardin commun. Le chercheur sert de support à l'apprentissage dans les deux groupes et est aussi un maillon dans le système d'apprentissage. Ces deux groupes disposent d'un fond financier affecté spécialement à la recherche d'information externe, l'accès à l'information n'étant pas facile en milieu rural au Buruli. Il leur permet de payer par exemple le transport des membres qu'ils désignent pour participer aux séminaires et formations organisés par les organisations de développement ou par le gouvernement loin de leur région. Ils se donnent ainsi accès à plus d'information dont le traitement se déroule de manière générale selon la procédure du graphique 4. Cependant le chercheur*

reste pour ces groupes une référence incontournable dans le processus de traitement de l'information externe, et il est aussi source d'informations supplémentaires. L'accès à l'information et son traitement est pour ces groupes une base solide de l'apprentissage. Quant aux informations médiatisées, une symbiose entre les médias de masse et l'expert agricole s'impose pour donner une crédibilité aux messages diffusés.

IV Gawamukulya et Tambula Mpola comme organisations apprenantes en milieu rural

A présent il convient de voir comment nos deux groupes d'études se sont développés au cours de la recherche. Pour cela nous montrerons comment certaines notions importantes de la politique de développement rural telle que la participation, la vulgarisation de l'innovation et l'autonomie, sont devenues des propriétés des deux groupes.

1 Une participation active évidente

La participation est vue comme un instrument capable de promouvoir la durabilité des interventions de développement. Elle a fait l'objet de très nombreuses publications et a imprégné pendant des décennies le discours de la théorie du développement rural. Mais dans la réalité du terrain, la participation effective des populations cibles est restée au stade d'un idéal et d'une notion idéologique⁵⁰. En réalité, elle manque d'instruments permettant de l'analyser de manière pratique. Ce qui fait que la participation s'est beaucoup apparentée à une sorte de propagande en milieu rural. Quelques exemples sont donnés dans la littérature spécialisée, mais ils ne peuvent être standardisés. Aussi la participation manque d'indicateurs montrant comment elle se met en place et ses effets à l'échelle sociale ne sont pas encore bien connus. Dans la majorité des cas, elle semble avoir été assimilée à une simple intention des experts visant à associer les populations aux prises de décisions. Sa réalisation étant restée à un niveau superficiel. Aussi la définition de la participation n'est pas clarifiée et les méthodes participatives appliquées dans les projets de développement ont dans la plupart des cas du mal à atteindre leur but. C'est pourquoi il nous semble indispensable de voir comment elle est vécue et réalisée dans les groupes d'étude. Il sera indispensable pour nous de définir la

⁵⁰La majorité de la population rurale est exclue du discours sur le développement, du fait qu'il se tient dans la langue dominante qu'elle ne comprend pas. Plus de 2/3 de la population rurale dans plusieurs pays d'Afrique sont „analphabètes“.

participation telle que nous la considérons dans le cadre de ce travail. Nous nous appuyons sur la définition de Kievelitz selon laquelle la participation est un « processus qui permet à chaque participant de formuler son intérêt et sa conception du but visé dans un dialogue et de les réaliser en accord (consensus) avec tous les concernés» Kievelitz (1998: 64). Nous avons insisté sur l'importance du dialogue et de la communication entre les différents acteurs. Ces deux groupes de travail se sont constitués bien avant le travail de recherche sur la base d'une certaine affiliation entre les membres. Il s'agit de personnes qui avaient des relations humaines intenses soit par l'appartenance au même village ou le voisinage ou simplement d'amitié. C'est sur leur propre initiative qu'ils ont cherché le contact avec l'expert en fonction des buts qu'ils s'étaient fixés eux-mêmes et avec la conviction que l'expert pourrait leur être une aide appréciable pour atteindre ces buts. La culture de légumes comme activité agricole du groupe est le résultat de l'analyse que les membres ont fait aussi bien de la situation alimentaire dans la région que de la découverte de la signification économique que les légumes pourraient avoir sur le marché local et régional. Le principe de jardin commun n'est pas une initiative externe, à laquelle les deux groupes chercheraient à s'identifier, mais elle découle de la volonté de vouloir travailler ensemble, afin de faciliter les échanges d'expériences dans ce domaine et créer un cadre commun pour le partage de leur savoir agricole. La réussite de l'action de développement est l'affaire de tous les membres, tout comme l'échec serait aussi la honte de tous. Ainsi la responsabilité de l'action innovatrice ne se trouve pas chez l'agent de développement mais chez les groupes. Tous travaillent à la réussite de leur projet. C'est eux qui observent l'environnement social et économique du projet afin de pouvoir l'adapter si possible aux différents changements. Cette attitude des participants fait penser à la description de Senge (2001 :173) selon laquelle les personnes qui développent un grade élevé de « *personal mastery* » se

remarquent par leur détermination à réaliser leur vision et atteindre le but qu'elles se fixent.

La participation qui est dans certains types de projets une simple formalité, comme le décrit Mumvwela (2004 :189) « les populations bénéficiaires des actions de développement se présentent sur les sites de réalisation pour la forme, sans se sentir réellement concernées par la réussite des opérations », devient alors effective et vitale pour le groupe. Un engagement réel et actif de chaque membre du groupe dans un processus de communication interne, visant à mener à bien l'initiative commune était alors devenu indispensable pour les deux groupes.

Nous disons donc que le problème de la participation ne se trouve pas au niveau de la population rurale comme l'on pourrait le penser, mais plutôt chez les agents et organisations de développement rural dont un grand nombre pense que par le discours (présentation et description du problème à résoudre, avantage de l'innovation, microcrédits, contact avec quelques personnes dans la société, nomination d'un représentant local, implication de l'administration locale ou nationale, transport gratuit des participants aux séminaires organisés) ils peuvent et doivent motiver les populations et les amener à la participation. La participation telle que décrite et vécue dans nos groupes d'étude correspondrait à la théorie selon laquelle la participation active et effective qui prend sa source au sein de la population elle-même pourrait être considérée comme un indicateur de la légitimité de l'innovation au sein celle-ci (Fremerey, 1992 :61). Mais au vu de tous les dangers qui pourraient rendre la participation superficielle et formelle, peut-elle réellement être un indicateur de légitimité d'une action de développement en milieu rural? Comment la participation serait-elle effective sans une langue commune ou sans une égalité de compétence linguistique entre les participants? « Si la participation est gravement et irrémédiablement entravée par une prise en compte insuffisante de l'opinion de la majorité des concernés à la suite de leur exclusion pour des

raisons linguistiques d'un discours dont ils sont pourtant les premiers concernés, la légitimité même d'un projet d'innovation agricole s'en trouve remise en cause » (Bearth et Fan, 2006:346). Si la participation est quelquefois restée superficielle, l'une des causes de cette superficialité pourrait se trouver dans la question des différences de compétence linguistique des participants, difficulté qui a été maîtrisée dans les groupes par le moyen de l'utilisation de la langue locale comme celle portant l'action de développement.

L'apparition de caractéristiques semblables à celles d'une organisation apprenante chez des groupes de paysans locaux tels les nôtres, serait à notre avis un indicateur de l'effectivité et de la réalité d'une participation basée sur la conviction intérieure des populations du bienfondé de l'action du développement. Nous disons donc que la participation (prise dans le sens de Kievelitz) est une base indispensable pour la mise en place d'une organisation apprenante rurale. Elle trouve (par exemple) son plein épanouissement et sa vraie raison d'être dans une telle organisation, où les échanges d'idées sont effectifs et la plate-forme est offerte à tout un chacun pour faire connaître son opinion dans la langue maternelle. L'expert reste périphérique au groupe et n'a qu'une fonction de référence et de guide. Cela entraîne une prise en charge du projet par la population. Celle-ci est alors capable de s'évaluer elle-même et de tirer des conclusions et propositions pour orienter ses actions futures. On assiste donc à la mise en place d'un système d'auto-évaluation. La responsabilité de la réussite ne se trouve pas chez l'expert ou l'agent de développement, le groupe s'auto-responsabilise. Nous avons lors de nos recherches été confronté à plusieurs méthodes d'évaluation que les experts externes utilisent pour l'évaluation des projets de développement. Dans un groupe comme les nôtres ayant des traits d'une organisation apprenante, les membres deviennent évaluateurs de leurs actions et en fonction des résultats obtenus définissent la voie à suivre.

Quant aux facteurs sociaux et culturels auxquels la littérature spécialisée s'est beaucoup consacrée ces dernières décennies pour montrer la pertinence en matière de développement rural, ils se trouvent de prime à bord intégrés dans le processus de l'innovation, sans que l'expert externe ne s'en occupe et en fasse un discours. Ces facteurs auraient été difficilement accessibles pour l'expert au vue de la complexité de la culture et de l'organisation sociale de la zone de recherche. Ils trouvent parfois leurs origines dans l'histoire, la croyance, la perception du monde, etc. des Baruli. Pour les deux groupes la question de ces facteurs ne se pose même pas, car les membres sont imprégnés de la culture (c'est la leur), c'est une partie de leur vie individuelle et commune. En devenant une organisation apprenante rurale, les données socioculturelles qui pourraient faire entorse à l'innovation deviennent un atout considérable pour en assurer la durabilité. Le paragraphe sur la vulgarisation qui suit montre bien comment les deux groupes ont utilisé des canaux sociaux de communication pour promouvoir la durabilité de l'action de développement.

Résumé : *Pour tirer une conclusion de ce qui vient d'être présenté, nous dirons que l'apparition de caractéristiques qui s'assimilent à celles d'une organisation apprenante au niveau d'un groupe serait un indicateur indéniable d'une participation libre, volontaire, effective et active en milieu rural. Elle montrerait que la population trouve un sens à l'action de développement et une signification pour sa propre survie. Il ne s'agit pas pour nous de considérer la transformation d'un groupe en une organisation apprenante comme un instrument de promotion d'un développement durable en milieu rural, mais le changement est en lui-même un but que les acteurs de développement se doivent d'atteindre. Une telle transformation ne peut être atteinte par un coup de bâton magique, mais il s'agit d'un processus qui se met en place de manière progressive et qui peut s'étendre sur plusieurs années. Si nous parlons de transformation du groupe, nous pensons à la mise en place*

d'une nouvelle conception de l'action du développement chez les individus qui composent le groupe. Ce changement est le résultat d'intenses processus de communication entre les membres, ce qui se fait en fonction des codes qui régissent les relations humaines - sociales et culturelles dans la société, qu'ils connaissent mieux que l'expert.

Cela nous donne l'occasion de revenir partiellement à la question des périodes « courtes » accordées aux actions de développement pour être exécutées. La durée de deux à trois ans accordée à la plupart des projets ne permet pas à une telle transformation de se développer réellement car selon nos observations elle ne peut être ni accélérée ni influencée de l'extérieur.

2 Une vulgarisation allant de soi

La vulgarisation, qui est présentée dans la politique de développement rural comme une des étapes les plus décisives d'une innovation, avec plusieurs techniques proposées pour la rendre effective, s'est avérée au cours de cette recherche comme un procédé qui s'est mis en place presque automatiquement et qui est allé de soi au niveau des groupe d'études. D'après nos observations, c'est justement dans ces techniques de vulgarisation toutes faites loin des réalités des bénéficiaires de l'action de développement et leur application en milieu rural africain sans tenir compte ni de la structure sociale ni des structures traditionnelles de communication des peuples au sein desquels celle-ci doit se faire, que se trouve le véritable problème de la vulgarisation. Dans le cas précis, il convient de citer quelques facteurs qui ont permis une vulgarisation efficace sans le recours aux techniques de vulgarisation du type souvent conseillé aux organisations d'entraide.

2.1 Le marché régional

Le marché local chez les Baruli a lieu chaque lundi dans les grands centres communaux. En dehors de ce jour officiel, il existe, nous l'avons signalé dans

les chapitres précédents, des centres commerciaux dans chaque village où des marchandises (surtout des produits locaux) sont vendues quotidiennement. Il s'agit essentiellement de produits agricoles, du poisson et de la viande de bœuf et de chèvre. Ces marchés sont fréquentés par des personnes venant de diverses localités et même des districts environnants. Ils servent de lieux d'information et d'échange entre les populations. C'est ici que la première vulgarisation de la culture de légumes avait commencé. Les groupes commercialisaient sur le marché des légumes produits par eux-mêmes dans leur propre champ. Pour eux il s'agissait simplement de mettre sur le marché leur produit pour en tirer un bénéfice financier. Ils n'avaient pas pour but la vulgarisation de la culture de légumes. Celle-ci s'était cependant imposée d'elle-même comme un résultat direct de la commercialisation au travers de la communication déclenchée par la présence de légumes produits dans la région sur le marché local. Il s'agit ici d'une communication de bouche à oreille, qui pendant les années suivantes a prouvé toute son efficacité dans le domaine de la vulgarisation d'innovation en milieu rural baruli. La saison suivante, dix-sept nouveaux groupes s'étaient constitués et inscrits pour pratiquer la culture de légumes. En 2006, non seulement des groupes que le chercheur n'avait jamais visités faisaient la culture de légumes avec des membres des groupes déjà expérimentés qu'ils prenaient comme conseillers, mais aussi plusieurs familles pratiquaient la culture de légumes pour améliorer la qualité de la nutrition de leurs membres. Dans cette diffusion, un autre type de rassemblement a aussi joué un rôle déterminant: le marché villageois.

2.2 Le marché villageois

Le marché villageois est différent du centre commercial qui existe dans chaque village. Même si les villageois lui donnent le nom de marché, il s'agit plutôt d'un lieu de rassemblement où généralement les hommes, mais aussi quelques femmes, se retrouvent quotidiennement pour prendre des boissons locales

alcoolisées de diverse nature. Il est la place économique la plus significative dans un village et le lieu d'échanges entre les chefs des différentes familles. Ce lieu joue aussi un rôle important dans la cohésion sociale. C'est ici que les amitiés se créent et se consolident, mais c'est aussi ici que des querelles et des conflits éclatent quelquefois. C'est aussi dans ce genre de marché que prennent naissance les rumeurs les plus folles qui se répandent rapidement à travers tout le village et toute la région. Le « *Lugambo* » signalé plus haut trouve généralement sa source dans ce lieu. Ce qui est cependant important pour nous, c'est que ce lieu de rassemblement favorise largement la vulgarisation des innovations sans aucune contribution active des techniciens de développement. Ce n'est ni un séminaire organisé par les experts en développement, ni une réunion convoquée pour parler d'un sujet précis. A cet endroit circulent des informations avec des sujets et des centres d'intérêt différents. En plus de cela, c'est le lieu où les bénéficiaires d'une action de développement s'expriment librement dans un cadre totalement indépendant du projet et de ses initiateurs. Les remarques aussi bien positives que négatives ainsi que les critiques de tout genre sont faites de manière libre dans un tel cadre. Ainsi donc, le marché villageois a contribué largement à la vulgarisation de la culture de légumes dans la région et a permis au chercheur de recueillir les opinions des personnes externes aux groupes expérimentaux. L'on pourrait ici parler d'un modèle de vulgarisation basé sur les structures sociales internes à la population cible.

2.3 L'emplacement des surfaces cultivées

La situation géographique des surfaces exploitées par les groupes a contribué de manière significative à la vulgarisation et a favorisé les échanges entre les membres des groupes et la population. En effet les jardins expérimentaux étaient tous situés en bordure des pistes villageoises très fréquentées et ont rapidement éveillé la curiosité des passants. Ces surfaces n'avaient aucunement été choisies pour faire une vulgarisation quelconque. Il s'agissait simplement

de surfaces qui pouvaient être mises à la disposition du jardin commun au groupe. La mise à la disposition du groupe d'une portion de terre appartenant à un membre n'est pas évidente, vu la problématique de la question du foncier abordée dans les chapitres précédents. Le processus aboutissant à l'identification d'une telle surface n'est pas facile et nécessite une période de négociation entre les participants. Toujours est-il que la curiosité des passants voyant pousser dans leur commune les légumes, qu'ils pensaient ne pouvant venir que d'ailleurs, les a conduit à la recherche d'information et un effet de communication en chaîne était ainsi déclenché.

2.4 Les relations de parenté ou d'amitié

Il convient de signaler le rôle non négligeable que jouent les relations de parenté que ce soit au niveau clanique ou familial et celles d'amitié qui imprègnent la culture baruli. Ces relations sont maintenues par des visites réciproques des personnes habitant diverses régions et villages. Dans tous les groupes nous avons souvent eu une ou plusieurs personnes venues visiter un membre du groupe qui ont participé aux travaux de jardinage au même titre que leur hôte. Elles ont aussi participé avec grand intérêt aux échanges entre les membres des groupes, bénéficiant ainsi de l'expérience des uns et des autres. De retour dans leur région d'origine, certaines ont appliqué les expériences vécues. Elwert (1983 :24) reconnaissait aussi l'importance de la vulgarisation de diverses innovations en milieu rural béninois au travers des contacts entre les peuples. Il met aussi l'accent sur les expériences personnelles faites par un membre d'une société donnée dans le domaine de l'innovation agricole lors d'un séjour en dehors de son lieu de résidence. Cela, constate-t-il, avait contribué largement à la vulgarisation des techniques de construction de maisons en argile. Ce canal de vulgarisation semble être l'un des plus efficaces surtout à cause du bilinguisme (Luruli et Luganda) de presque tous les habitants de notre zone de recherches. Ainsi, le contact avec les peuples du sud

(les Baganda) est facilité et la communication se fait aisément. Mais en plus de cette facilitation de contact et de communication avec le sud, l'on note aussi que les années d'exil chez les Langi (nord-est) permettent à plusieurs Baruli non seulement de parler et comprendre le Langi (la langue parlée au nord-est), mais de nombreux liens de mariage ont été créés entre les deux peuples et des visites de part et d'autre leur donnent l'occasion de garder et soigner les rapports de parenté qui se sont entretemps établis.

En adoptant la culture de légumes, les deux groupes de travail ayant participé à cette recherche s'approprient en même temps l'innovation et du coup la culture de légume devient « leur culture de légume ». L'innovation perd rapidement la mémoire de son origine qui pourrait être qualifiée d'externe (le chercheur-conseiller) et devient une innovation d'origine interne à la société. Elle est alors thématifiée et devient un sujet de conversation et est reconnue comme sujet digne d'être discuté au sein de la société. L'on pourrait parler alors de l'indigénisation ou de la «barulisation» de l'innovation. Chez les Baruli, c'est à ce niveau que le savoir agricole local et celui de l'expert se complètent pour former un réservoir de savoir qui se met à la disposition non seulement du groupe, mais aussi de la population. Les groupes deviennent alors une source de savoir. Pour élucider cet aspect, un exemple concret nous sera utile.

À partir des données climatiques et environnementales ainsi que la qualité du sol, l'expert était convaincu que la culture de légumes était possible dans la région. Il s'agit d'un savoir scientifique sur la culture de légumes, les exigences des plantes quant à la fertilité du sol, leur réaction aux aléas climatiques,...

Cependant, l'expert ne connaît pas les maladies que ces plantes pourraient éventuellement avoir dans la région et de leur traitement. L'utilisation de produits chimiques phytosanitaires était exclue au départ à cause des dangers réels d'abus et du coût de production que cela pourrait entraîner. La deuxième année, les légumes et particulièrement la culture de tomates ont été confrontés à un problème de pourriture prématurée (moisissure) à quelques semaines de la

récolte. C'est alors que des membres du groupe ont fait appel à leur savoir agricole local qui de nos jours avait presque disparu: l'utilisation de la cendre comme fongicide pour lutter contre la pourriture des fruits. Ce qui nous a permis alors d'avoir des résultats viables. Cela montre bien la complémentarité du savoir scientifique et du savoir local. Ces deux sources de savoir ont été longtemps vues comme antagonistes mais pendant notre étude elles se sont avérées être complémentaires. Le développement des groupes de travail que nous avons observés nous a permis de voir la capacité de ces groupes d'intégrer ces deux types de savoir l'un à l'autre pour constituer un savoir de groupe.

3 Des groupes devenus autonomes

Nous avons présenté le concept de la durabilité tel que nous le concevons dans cette étude. Mais il convient de voir quelles sont les implications de la mise en place d'une organisation apprenante telle que présentée dans cette étude, pour la durabilité de l'innovation en milieu rural baruli. Si l'on observe attentivement le cheminement de la politique de développement rural mise en place au cours de la deuxième moitié du centenaire passé, il paraît évident qu'un changement organisationnel au niveau de tous les acteurs (donateurs, politiciens locaux, agents de développement et bénéficiaires) est devenu indispensable. Il n'est pas question de la création de nouvelles bureaucraties dans le domaine de la coopération, mais d'une réorganisation des structures déjà actives pour les rendre moins bureaucratiques. Par exemple dans le domaine de l'évaluation, très peu d'efforts ont été faits pour permettre une auto-évaluation des bénéficiaires eux-mêmes. Pour la majorité des cas l'on fait encore appel à un expert externe qui fait l'évaluation de l'action de développement sur la base des critères élaborés en dehors du cadre du projet, plus ou moins standardisés et parfois inconnus des bénéficiaires. A quoi bon juger quelqu'un sur les bases de critères qui lui sont inconnus et étrangers?

Pour promouvoir la durabilité plusieurs slogans sont apparus ces dernières années parmi lesquels l'un des plus connus en milieu germanophone est « aider pour s'aider soi-même » (*Hilfe zur Selbsthilfe*).

Même si ce slogan pourrait être compris dans un double sens (aider pour que celui qui aide puisse en profiter lui-même, ou bien aider pour que le bénéficiaire de l'aide puisse être en mesure de s'aider soi-même), nous sommes convaincus qu'il s'agit du deuxième sens, celui d'aider afin que le bénéficiaire de l'aide puisse se prendre en charge soi-même. Autrement dit, aider sans créer une dépendance du bénéficiaire de son bienfaiteur ce qui serait fatal au premier. Il est donc question d'apporter de l'aide dans une perspective claire de se retirer avec la conviction que le bénéficiaire prendra sa destinée en charge sur la base de l'aide reçue. L'idée de la durabilité telle que nous l'avons définie au début de cette étude est donc bien incluse dans ce slogan populaire. La question se pose cependant de savoir comment arriver à cette autonomie du bénéficiaire. Ou bien s'agit-il simplement d'un idéal que l'on cherche à propager ?

Pour répondre à cette question, nous considérons deux aspects de l'autonomie du bénéficiaire d'aide, à savoir son autonomie matérielle d'une part et son autonomie intellectuelle d'autre part.

3.1 L'autonomie matérielle

Nous pensons que c'est à l'autonomie financière que la majorité des adeptes de ce slogan pense en parlant d'«aider afin de pouvoir s'aider soi-même ». Nous parlerons dans ce cas de la durabilité matérielle de l'aide apportée, quel que soit son genre. Dans le cas d'une action de développement dans le domaine agricole, il serait question de la continuité du projet après le retrait des acteurs externes. L'exemple de l'introduction du manioc (*manihot esculenta*) aux Baruli par le pouvoir colonial dans le système de production agricole, et la durabilité de cette innovation est bien celle que nous recherchons. Le manioc a

été adopté et est aujourd'hui devenu une des nourritures de base de ce peuple. Non seulement le manioc aurait permis de vaincre la famine qui s'était établie dans la région, mais il est aussi devenu un des piliers de la production agricole. Cette autonomie matérielle du bénéficiaire est visible pour tous. Ayant pris naissance sur la base de la crainte et l'obéissance presque aveugle, elle semble se transformer rapidement en habitude difficile à changer. Une autonomie matérielle basée sur une organisation apprenante, serait en mesure d'améliorer et d'accroître cette autonomie par la mise en pratique de ses propres idées.

Pour revenir à l'exemple du manioc qui, selon nous, semble bien expliquer notre point de vue, nous avons constaté que malgré son adoption sur les bases que nous avons indiquées plus haut, et les différentes manières de consommation que la population a elle-même trouvées au cours des années, son adaptation au changement social et à la croissance démographique exponentielle de la région, semble être parfaite.

La culture de légumes semble avoir reçue l'adhésion d'une grande partie de la population de notre zone d'études et même au-delà. Elle est devenue une culture bien connue dans la région et contribue de manière significative à l'amélioration du système nutritionnel familial. En plus de choux, de carotte et de la tomate, les groupes d'études ainsi que plusieurs autres groupes et familles ont ajouté la culture de l'aubergine et de l'oignon. Des variétés nouvelles et beaucoup plus rentables que celles que nous avons introduites ont été identifiées par les groupes eux-mêmes et cultivées. Le groupe Tambula Mpola a par exemple diversifié ses activités agricoles au cours de 2011 en y ajoutant la pisciculture. Cela montre pour nous que, en plus de l'autonomie matérielle, les groupes ont pris possession de l'idée qui porte l'innovation. Nous qualifierons ce processus de l'autonomie intellectuelle.

3.2 L'autonomie intellectuelle

Nous appellerons durabilité mentale ou intellectuelle l'identification du bénéficiaire à l'action de développement comme sa propriété intellectuelle. Elle ne se limite pas à la simple adoption d'un projet, mais implique une reconnaissance de l'idée qui le porte ainsi que sa prise en charge personnelle par chaque bénéficiaire. L'action de développement devient alors l'objet de la pensée individuelle de tout un chacun même en dehors des rencontres et rassemblements des participants. Il ne s'agit pas de simple souvenir, mais d'une identification mentale à l'action qui amène chaque acteur à vouloir l'améliorer continuellement. Ceci pourrait s'inscrire directement dans ce que Senge (1991 :221) qualifie de *modèle mental*, car les membres des groupes se mettent ensemble pour développer la meilleure des idées dans une situation, qui est celle de l'amélioration de l'action de développement devenue leur patrimoine commun.

Cette durabilité mentale reste inébranlable même si la durabilité matérielle est compromise. Nos expériences dans l'ouest montagneux de la Côte d'Ivoire pendant la période de conflit armé (2004 -2008) et celles en République Démocratique du Congo que nous avons déjà cité prouvent bien ce que nous venons de dire. Il convient de présenter l'expérience ivoirienne, qui nous permet de dire que si la durabilité intellectuelle est atteinte, alors le développement peut se poursuivre même dans des conditions sociales les plus défavorables à toute action de développement. De quelle expérience s'agit-il ? Les conflits armés sont généralement réputés être des freins insurmontables à tout développement. Cette présomption serait cependant relativisée si les projets ne sont pas seulement fixés sur leur durabilité matérielle. Nous avons assisté au plus fort de la guerre à l'ouest de la Côte d'Ivoire à un ralentissement des activités économiques dans les régions affectées par la crise, mais aussi à une prise en main de plusieurs projets par les autochtones. L'exemple du parc du Mont Sangbé nous semble être le plus frappant. Ce projet de conservation

de la nature (faune et flore) a été initié par le gouvernement ivoirien en partenariat avec plusieurs organisations internationales, dont les volontaires français, auteurs d'une enquête auprès des populations de la zone périphérique du parc (région de Biankouma, Touba et Séguéla). Les résultats de cette enquête ont conduit à la création effective du parc du mont Sangbé. La sensibilisation des populations a été faite par les ressortissants de ces régions, chacun dans sa propre région pour permettre aux populations de comprendre chacune dans sa langue maternelle les raisons de la création du parc. Il ne s'agissait pas d'une campagne avec pour but de convaincre la population, mais plutôt d'une sensibilisation intense visant à permettre à tout un chacun de prendre position et d'exprimer sa pensée en minimisant les éventuels malentendus liés à la traduction d'un message innovant, dont nous avons fait allusion dans les chapitres précédents. L'utilisation de la langue locale comme premier medium de communication a permis à la population de participer de manière active et effective au projet de création du parc. Elle a mis en place son propre organe de contrôle et d'application des décisions prises nommé CODIV (Comité de Développement Intervillageois), constitué des membres originaires des villages de la zone périphérique du parc. Cet organe a survécu aux troubles politiques et militaires que la Côte d'Ivoire a traversés et qui ont duré plus de huit ans, sans perdre sa légitimité. Les activités de cette organisation locale et son rôle dans la conservation du parc du mont Sangbé en temps de crise a fait l'objet d'études dans le cadre du projet de recherches LAGSUS, cadre aussi du présent travail. Les publications relatives à cette étude peuvent être consultées sur le site web de LAGSUS (www.lagsus.de) et aussi dans une publication de Bearth et Baya (2010).

C'est de cette durabilité mentale que pourrait dériver ce que nous avons appelé dans les chapitres précédents la durabilité communicationnelle. L'on parle de ce qu'on pense. Il convient pour nous de préciser ce que nous entendons par durabilité communicationnelle d'une action de développement.

Selon Bearth (2008 :36) « il faut entendre par la notion de durabilité communicationnelle (i) la palette des ressources communicationnelles requises pour parvenir à la durabilité dans le développement, (ii) le contrôle de ces ressources par les acteurs concernés au premier chef, (iii) la gestion communicationnelle des objectifs et contenus du développement en accord avec (i) et (ii). » Le champ d'application de cette notion, originalement développée pour pallier à un déficit généralisé au niveau de la prise en compte de la langue locale ne se limite toutefois ni à cette dernière ni au concept étroit du «local». Elle doit plutôt être considérée comme un ensemble de revendications, de principes et de critères mettant en équilibre deux pré-requis complémentaires. À savoir: « (i) le besoin d'un medium servant de pont, conventionnellement fourni par l'ancienne langue coloniale ou une langue véhiculaire africaine, comme un outil indispensable permettant de gérer, au niveau intercommunautaire, la fragmentation linguistique caractéristique de la plupart des pays africains; et (ii) le recours naturel à la langue locale, outil par défaut de la conceptualisation et l'application locale du développement » (Bearth 2008: 41)

Cette définition de la durabilité communicationnelle fait partie des résultats partiels des études de recherches menées parallèlement dans le cadre du projet LAGSUS (Language, Gender and Sustainability) en Côte d'Ivoire et en Namibie.

Dans les hypothèses ayant conduit au financement de la recherche, la durabilité communicationnelle avait été définie comme étant « l'autopropagation du message exogène innovant au sein de la communauté cible, indépendamment des stimulants externes» (www.lagsus.de/Description du projet). Nous pouvons donc simplement dire que la durabilité communicationnelle résulte de la substitution d'une source endogène à la source exogène originale du message innovant.

Dans un mode plus explicitement participatoire, « la *durabilité communicationnelle* sera alternativement définie comme l'ensemble des conditions grâce auxquelles le savoir innovant durable peut être construit au travers de la mise en commun des savoirs respectifs des sources externes et des acteurs locaux » ([www.lagsus.de/Description du projet](http://www.lagsus.de/Description%20du%20projet)).

Une bonne illustration de cette hypothèse de départ se retrouve dans le processus « d'autovulgarisation » de la culture de légumes que nous avons présenté précédemment.

Il est indiscutable que la communication verbale joue un rôle déterminant dans le processus d'interaction humaine en milieu rural africain dominé par l'oralité. L'utilisation de nouvelles technologies de communication comme le téléphone mobile a encore renforcé ce type de communication. L'intégration du message au contenu innovant dans le processus de la communication interpersonnelle permet non seulement sa propagation mais aussi sa durabilité. Les terminologies contenues dans le message trouvent ainsi leur place dans la communication quotidienne des bénéficiaires de l'innovation.

Quant à la définition qui découle des résultats que nous avons obtenus lors des études parallèles, elle mérite d'être vue sous les trois aspects auxquels allusion est faite.

3.2.1 La palette des ressources communicationnelles requises

Pour parvenir à la durabilité dans le développement il serait indispensable de présenter à l'aide d'exemples concrets certaines ressources communicationnelles requises. Nous avons fait allusion aux proverbes et à la plaisanterie comme instruments de traitement de texte exogène. Prenons les formes de salutations qui contiennent en elles déjà le respect de l'interlocuteur, en particulier s'il y a une importante différence d'âge entre les locuteurs. Au Buruli ce respect se ressent pendant les salutations à travers le fait que les interlocuteurs peuvent s'appeler mutuellement papa (taata) ou maman

(maama) pour les femmes. L'expression « djadja » qui signifie grand-père ou grand-mère en luganda et luruli ainsi que le mot « Muzei » qui veut dire « homme âgé » sont très courants et traduisent le respect que l'on s'exprime mutuellement lors des salutations ou pendant un discours, même si celui à qui l'on s'adresse n'est ni grand-père ni grand-mère. L'utilisation de ces expressions place de prime abord les interlocuteurs dans une atmosphère de respect mutuel et présage donc la prise en compte des opinions de chacun et un traitement équilibré de celles-ci.

Dans d'autres cultures comme chez les Toura en Côte d'Ivoire un discours tenu en public est entrecoupé de formes de bénédiction que celui qui parle ou prend la parole adresse à l'assistance. Généralement, le locuteur désigne l'assistance par une expression particulière de respect, à savoir « les anciens ». L'appellation « anciens » est ici synonyme de « sages », même si le locuteur est plus âgé que certains de ses auditeurs. Cette désignation est directement accompagnée par une forme presque standardisée de bénédiction « lúbha mEE kún » qui signifie « Soyons tous bénis ». Cette forme a un double sens. Elle exprime le respect d'une part et d'autre part sert à capter l'attention de l'assistance.

A cela s'ajoutent par exemple les formes de courtoisie avec les sujets importants qui sont abordés en Afrique traditionnelle y compris la manière dont l'on se tient pour s'adresser au public et les gestes qui accompagnent le discours. Alors que dans le monde occidental l'on a tendance à aborder directement le sujet qui fait l'objet d'une rencontre, chez presque tous les peuples africains l'indirection semble la voie la plus indiquée. L'on tourne autour du sujet sans l'aborder directement et pourtant les interlocuteurs arriveront à se comprendre mutuellement. Déjà les entretiens spontanés qui précèdent le discours, servent à la préparation de celui-ci même si à première vue ils sembleraient ne rien avoir à faire avec le sujet qui fait l'objet de la rencontre. Dans son roman intitulé « Le monde s'effondre », critiquant entre

autre la complicité entre les missionnaires et le pouvoir colonialiste pendant la période coloniale en Afrique de l'ouest, Chinua Achébé accorde une importance particulière à cette stratégie de communication en Afrique rurale, qui, pour nous, est une richesse pertinente du système communicationnel.

3.2.2 Le contrôle de ces ressources par les acteurs concernés au premier plan

Cela ne sera possible que dans la langue des concernés eux-mêmes. Ici nous insisterons une fois de plus sur l'importance de la langue des concernés comme devant être celle du projet. Les ressources communicationnelles citées précédemment à titre d'exemples (proverbes et plaisanteries) comme instruments d'analyse de l'information et bien d'autres encore sont parfaitement maîtrisées par les populations locales dans la langue qui est la leur. La fonction de contrôle des ressources communicationnelles est compromise par la traduction quand les concernés n'ont pas un accès direct au contenu du message porteur de l'innovation. Les effets négatifs de messages traduits sur le contenu de celui-ci avec tous les risques de malentendus que cela comporte ont été analysés dans les chapitres précédents.

3.2.3 La gestion communicationnelle des objectifs et contenus du développement

En parlant de la communication verbale en général et du dialogue interhumain en particulier, nous avons fait allusion à la fonction d'homologation au cours de laquelle les interlocuteurs se rassurent mutuellement si ce que l'autre dit est vraiment ce que son interlocuteur comprend. Cela permet de gérer de part et d'autre le contenu de la communication et de minimiser ainsi des fausses interprétations du contenu de la communication. La cogestion de la communication permet donc de l'orienter vers l'objectif de celle-ci.

Pour ce qui est de ce dernier point, capital bien que méconnu, il s'agit d'une ressource communicationnelle dont on peut dire qu'elle n'est que rarement maîtrisée en dehors du contexte favorable à l'usage de la langue propre aux participants.

Résumé : *Nous dirons donc que l'autonomie mentale résulte en grande partie de la durabilité communicationnelle telle que définie plus haut. Cette durabilité se met en place par une activation des ressources communicationnelles qui font du discours innovant l'objet de communication quotidienne et vitale au sein de la société bénéficiaire de l'action de développement.*

4 Un atout traditionnel favorisant la mise en place d'organisations apprenantes au Buruli : le principe du partage

Le milieu rural buruli de par sa tradition, offre des conditions sociales favorisant le passage des groupes de travail à une organisation procédant des structures ayant les traits d'une organisation apprenante. Ici nous prendrons la culture de partage qui, même si elle commence à perdre sa place au profit des valeurs dites modernes dictées par les principes de économie capitaliste, reste encore des traits bien détectables. Cette culture qui consiste à partager ce que l'on a avec celui qui n'en a pas est commune à plusieurs sociétés traditionnelles africaines et nous pouvons la désigner comme une « économie de partage ». C'est la perte de la vitalité de cette culture qui a fait naître dans la région une stratification sociale que nous avons mentionnée dans les chapitres précédents. Cette perte est aussi en grande partie responsable de la recrudescence de la jalousie entre les membres de la société.

Chez certains peuples comme les Toura que nous avons parfois cités dans cette étude, l'économie de partage garde encore une valeur importante pour la cohésion sociale et représente une sorte d'assurance sociale mutuelle dans la société.

Dans une organisation apprenante le partage des idées entre les membres entraîne le développement d'une vision commune qui elle est une source de motivation et d'encouragement à faire évoluer l'organisation et à mettre en place un dynamisme interne. Les idées et les expériences sont pour les membres des biens précieux qui, à la différence des biens matériels, peuvent être partagées aisément par celui qui les possède sans s'appauvrir soi-même. De ce point de vue la culture du partage en tant que tradition préexistante à l'action de développement trouve bien sa signification dans la mise en place d'une organisation apprenante et permet aux uns et aux autres de mettre en commun leurs idées et expériences. En fait il s'agit d'échanges d'idées entre les membres, dont bénéficie tout un chacun de manière individuelle en même temps qu'en profite toute l'organisation.

D'ailleurs le modèle de la société de partage est aujourd'hui utilisé dans des villes occidentales pour faire face aux défis de la croissance du trafic routier et de celui de la pollution de l'environnement.

A titre d'exemple l'on peut citer le principe de « car sharing » qui se développe dans des villes allemandes. Des personnes ou familles intéressées se font enregistrer en payant leur droit de participation à une entreprise privée qui organise et coordonne le déroulement du processus d'utilisation commune d'un véhicule par plusieurs personnes. Le montant de ce droit d'inscription est abordable. Les participants à ce principe communiquent à l'entreprise la date et le temps où ils auraient besoin d'un véhicule par téléphone ou par courriel. Cette dernière possède des véhicules de capacités et de standard différents qu'elle gare sur différents sites de la ville. Ainsi le participant prendra le véhicule qui répond à son besoin et se trouvant le plus proche de son lieu d'habitation. Ces engins s'ouvrent à partir d'une carte électronique que le participant aura reçue lors de son inscription. Après ses courses, l'utilisateur note dans le cahier de course de la voiture la distance parcourue et payera le coût de ses courses généralement à la fin d'une certaine période donnée. Ainsi

donc c'est par un principe faisant partie intégrale de plusieurs sociétés africaines, que l'on tente de faire face aux défis engendrés par le développement des sociétés occidentales.

Résumé: *La transformation de nos deux groupes d'étude en organisation apprenante, n'est pas le seul fait de l'implication des sciences agronomiques mais et surtout le fruit d'un travail interdisciplinaire entre l'agronomie, la sociologie, la linguistique et l'anthropologie. La société de par son principe traditionnel de partage offre aussi une base solide facilitant la mise en place d'une telle organisation dans le milieu rural. Ce principe ne se limite pas aux seuls Baruli, mais il est présent dans plusieurs sociétés africaines. En raison de l'influence occidentale, il reste plus ou moins vital selon les sociétés.*

V Conclusion

1 La maîtrise du risque

Nous avons posé comme hypothèse de départ l'échec de nombreuses actions de développement lié au fait que l'innovation agricole est perçue dans le milieu rural buruli comme un risque voire une menace pour la sécurité alimentaire des familles. En plus des autres difficultés auxquelles l'innovation est confrontée (difficultés liées à la société et aux méthodes de travail des organisations actives dans la région), cet aspect de risque que le paysan voit en l'innovation semble l'une des plus pertinentes. La transformation des groupes en organisation apprenante paysanne permet non seulement de faire face au risque, mais elle permet aussi de minimiser considérablement les autres obstacles à la durabilité au Buruli et réduit ainsi la dépendance de la population des services de développement rural. L'exemple de nos deux groupes d'étude (Gawamukulya et Tambula Npola) montre que cette transformation est rendue possible grâce à des méthodes d'encadrement peu conventionnelles comme l'encadrement non-directif de Rogers (2010) et l'encadrement en processus de Schein (2000). Ces deux groupes sont devenus autonomes et ont pris en main la vulgarisation, l'adaptation et durabilité de la culture de légumes. Cette culture est devenue une partie intégrante du système de production agricole dans notre zone de recherche.

2 Vers une nouvelle politique de développement rural

Au vu de tout ce que nous avons exposé au cours de la présente étude, il semble évident qu'une nouvelle orientation dans la politique de développement rural en Afrique pourrait s'imposer. Cette orientation pourrait considérer la population rurale comme étant le seul artisan de son propre développement en s'appuyant sur elle-même avec un conseiller technique ou un expert qui ne servira que de catalyseur dans le processus.

Ce serait un modèle qui, contrairement à tout autre modèle classique, n'aurait d'autres sources de dynamisme que les bénéficiaires de l'action de développement eux-mêmes. Nous dirons donc que le temps où l'expert pensait convaincre les acteurs ruraux par de beaux arguments les poussant à épouser ses idées sur l'action à entreprendre pour parer à une situation donnée, semble être révolu. Les thèmes courants employés dans les discours relatifs au développement rural tels la communication, la participation, et autres devraient être appliqués sur le terrain de manière pratique et cesser d'être des simples slogans au contenu imprécis. Les bénéficiaires ne seraient plus participants mais plutôt acteurs convaincus du bien-fondé de l'action entreprise. L'expression « participants », faisant pourtant croire que ceux auxquels on l'applique seraient tous actifs, les a quelquefois relégués dans un rôle presque passif. Le passage du stade de participants à celui d'acteurs, organisateurs et responsables du processus de développement semble désormais s'imposer.

Nous ne nous contenterons pas de simples constats dans ce travail, mais il nous semble indispensable de faire quelques recommandations de manière concrète pour nous rapprocher du but que nous nous sommes fixé en faisant cette étude, à savoir apporter une contribution à la recherche de la durabilité des projets de développement en Afrique de manière générale et chez les Baruli en particulier. Que faire donc pour renforcer la durabilité des actions innovatrices en milieu rural?

A notre avis cette question mérite d'être posée même si nous ne nous attendons pas à une réponse catégorique qui pourra apporter une solution définitive aux problèmes de développement rural. Mais nous pensons que posée sous cette forme, la question nous permettra de résumer nos remarques faites au cours de notre étude et nous aidera dans le meilleur des cas, à faire un certain nombre de recommandations aux différents acteurs du développement.

3 « Desémotionnaliser » le développement

Il est incontestable que le milieu rural est vulnérable et généralement extrêmement pauvre, ce qui le rend difficile à plusieurs organisations de reconnaître que cette pauvreté est presque uniquement matérielle et que du point de vue humain, les populations possèdent des capacités et compétences culturelles, morales et surtout réactionnelles pour ne pas se comporter en simples participants au processus de développement dont elles sont le centre mais pour en être acteurs sinon coacteurs dynamiques.

Généralement et de manière classique l'action de développement prend déjà au départ une allure de réaction de compassion des organisations de développement envers les bénéficiaires et elles sont alors portées vers la mise en place d'une action rapide pour parer à une situation d'urgence. Il s'agit pour nous d'une réaction émotionnelle spontanée qui ne peut pas être durable. Cet état de fait a parfois entraîné une confusion entre l'aide au développement et l'aide humanitaire dans une situation de catastrophe. Par exemple distribuer la nourriture aux familles menacées par la famine est bien et indispensable pour éviter une catastrophe, mais leur apprendre des techniques culturelles adaptées à leur milieu serait encore plus efficace. Pour cela, il serait utile de rechercher, ensemble avec les concernés, les raisons de la famine (comment perçoivent-ils la situation), de les analyser avec eux et de les laisser eux-mêmes faire des propositions qui leur semblent adaptées pour améliorer leur situation nutritionnelle.

4 Les ruraux : architectes et bâtisseurs de leur développement

Si l'on devait insister particulièrement sur le rôle d'un acteur du développement en milieu rural, ce serait certainement sur celui des bénéficiaires eux-mêmes. Ils sont l'épicentre de toute action de développement. C'est d'eux qu'il s'agit en premier lieu. Cet aspect n'est pas toujours bien perçu à cause de la culture commune à plusieurs milieux

traditionnels africains qui veut que les hôtes accordent la première place à leur visiteur et qu'eux-mêmes se mettent en toute dernière position. Nous avons vécu des situations de rencontres pendant lesquelles, en tant que visiteurs, nous avons eu droit aux fauteuils, étions donc confortablement installés alors que la majorité de nos interlocuteurs était soit assise à même le sol soit sur de simples nattes. C'est une disposition qui découle des rencontres d'ordre politique en milieu rural. Un expert en développement rural qui se fait accueillir avec les honneurs d'un politicien perd d'entrée de jeu l'accès réel aux opinions de ses interlocuteurs. Et cette mise à l'écart d'eux-mêmes par rapport au visiteur se reflète dans beaucoup de domaines tels que la distribution de la parole, la disposition des places assises lors des rencontres, le sens de la discussion. Pourtant tout cela influence de manière décisive le processus de prise de décision. Ainsi donc les bénéficiaires se dérobent sans le vouloir ou le savoir de leur place centrale dont dépend le succès de l'action à entreprendre. Il appartient donc à celui à qui la place a été accordée, c'est-à-dire au visiteur, de la réaccorder aux premiers occupants en leur donnant la priorité et l'assurance que dans ce cas particulier qui est celui de l'action de développement ils sont et restent le centre de la prise de décision et de l'application de celle-ci jusqu'au but qu'ils se seraient défini eux-mêmes. Ils pourraient dans ce cas définir où, quand et sous quelles conditions la planification, l'exécution et l'autoévaluation au sein du projet seraient significatives pour eux. L'expert ne serait qu'un accompagnateur du processus, faisant des propositions sur la base de ses connaissances scientifiques (encadrement non directive). Il ne s'agit pas pour l'expert de renier sa fonction d'expert, comme nous l'avons déjà souligné lors de la présentation de notre méthode de recherche, mais d'accorder la place principale à ceux dont la survie dépend plus ou moins du succès de l'action entreprise.

5 Un partenariat avec les ruraux

Les ruraux n'ont pas besoin qu'on les développe mais ils ont besoin qu'on leur pose des jalons sinon les rails qui leur permettent de se développer eux-mêmes et de faire face aux défis de la mondialisation dont les effets positifs ou négatifs ne les épargnent pas. Dans un partenariat qui se veut franc, les attentes des partenaires sont réciproques et chacun d'eux en tire profit. La question que suscite une telle approche paraît évidente. S'il est vrai que les experts de développement rural offrent dans ce partenariat des moyens matériels et financiers (selon les cas), le savoir externe, etc. la question se pose de savoir quelle sera la contribution de la population rurale à ce partenariat ?

D'abord en établissant une relation de partenariat avec la population rurale, l'on met en place un type d'accès qui diffère de celui qui détermine généralement les interactions entre experts et les concernés. D'entrée de jeu aucun des partenaires n'est considéré comme étant dans une position inférieure (position réservée aux ruraux dans les approches classiques). Comme nous l'avons soulevé dans les chapitres précédents, cet état de fait se met en place de manière presque automatique sans que les agents de développement ne le désirent et il compromet profondément toute interaction ultérieure. Contrairement à l'approche classique, celle du partenariat entraîne l'élaboration des bases d'échanges mutuels, permettant une coopération fructueuse entre les différents acteurs tout le long du projet à réaliser.

Ensuite par le partenariat les acteurs sont en mesure d'élaborer un calendrier commun de leurs actions qui conduirait au but qu'ils se seraient fixé eux-mêmes en accord avec tous les participants. Une relation d'interdépendance pourrait donc se mettre en place, responsabilisant chacun des participants et facilitant ainsi la prise en charge de l'action de développement par la population locale après le retrait des experts.

Puis la relation de partenariat offre un environnement propice au dialogue pour résoudre les problèmes de différences d'opinion et de conception qui pourraient entraîner des conflits éventuels entre les acteurs.

Enfin le partenariat permet aussi bien aux concernés qu'à l'expert d'exprimer leurs critiques dans un contexte plus ouvert. Nous parlons ici d'un partenariat qui n'est pas seulement formel mais qui se base sur des principes bien définis au départ tel le respect mutuel, la transparence au niveau des acteurs et une égalité sociale. Dans la majorité des cas les ruraux adoptent automatiquement le principe de la main qui donne et celle qui reçoit. « La main qui donne est toujours au-dessus de celle qui reçoit, dit-on ». Mais dans le cas d'une innovation qui se veut durable, la main qui reçoit n'est pas appelée à recevoir éternellement de celle qui donne mais elle devrait être en mesure, au fil du temps, de se passer de celle qui donne. Et si les ruraux se considèrent comme ceux qui reçoivent, l'on devrait les amener à donner aussi ce qu'ils possèdent pour le succès et la durabilité de l'innovation. Ce sont par exemple le savoir paysan, les chaînes de communication traditionnelles, les relations sociales et bien d'autres atouts qu'ils possèdent. Il est à noter que les ruraux eux-mêmes ne considèrent pas ces atouts qu'ils ont comme tels, parce qu'ils font partie de leur vie quotidienne et parce qu'ils estiment que cela n'aura pas sa place dans une innovation qui est moderne. A titre d'exemple nous pouvons citer la méthode d'« autovulgarisation » de la culture de légumes au Buruli. Les membres des groupes n'ont pas rendu visite spécialement à leur parenté pour leur parler ou pour les motiver en vue d'adopter cette culture. L'information a été intégrée de manière automatique dans la communication quotidienne qui régit les rencontres entre parents. Elle fait partie de plusieurs autres informations qui se communiquent lors des échanges familiales ou amicales. Il ne s'agit donc pas d'un discours à part qui a pour but de convaincre ou de motiver, et pourtant, mieux que ce dernier, ce mode spontané de dissémination pourrait atteindre précisément, le but tant recherché.

Nous dirons donc que l'implication de la population cible dans une action de développement au Buruli, était restée à notre avis beaucoup plus théorique que pratique. Il est vrai que des efforts ont été faits dans ce sens, mais en réalité les résultats atteints s'avèrent très mitigés. Plusieurs barrières linguistiques, sociales, économiques et culturelles (pour ne citer que celles-là) n'ont pas permis dans la majorité des cas, une implication réelle des bénéficiaires dans la planification, la réalisation et l'évaluation des actions de développement dont ils sont pourtant le centre. La transformation des deux groupes de travail ayant fait l'objet de notre étude et aussi des autres groupes paysans affiliés en organisation apprenante a permis de surmonter en grande partie ces barrières et de rendre effective l'implication des membres à tous les stades du projet. Une telle organisation dans laquelle les paysans sont des acteurs principaux fait de l'agent un accompagnateur du processus de développement rural et non l'acteur principal. La mise en place d'une telle organisation n'est pas un instrument permettant à la politique de développement d'atteindre son but, mais elle est elle-même un but à rechercher, qui pourrait garantir la durabilité de l'action de développement. Les rôles classiques attribués généralement aux acteurs, l'agent comme source de savoir et les bénéficiaires comme récepteurs se trouvent démantelés au bénéfice d'un rapport d'égalité des savoirs, chacun pouvant se trouver dans différentes positions. Lors de nos travaux dans la région, nous avons appris des groupes plusieurs techniques agricoles traditionnelles et lors de nos travaux nos groupes ont pu avoir accès au savoir moderne (universitaire). Tout cela constitue un réservoir de savoirs qui reste disponible non seulement aux participants mais aussi à toute la société à travers des interactions sociales. Les groupes deviennent alors sources d'inspiration pour la société. Ils passent du stade d'organisations apprenantes à celui d'organisations enseignantes telles que décrites par Jérôme Coignard cité dans Brown et Diguid (2001 : 203). « Grâce à ces outils et cette démarche d'enseignement entre pairs, le savoir devient la propriété partagée de la

communauté de pratique et non plus l'apanage du maître enseignant du haut de son estrade. Comme le décrivaient John Seely Brown et Richard P. Adler, on passe ainsi d'une attitude passive vis-à-vis du savoir (Learning About) à une attitude active d'acculturation et d'intégration progressive au sein d'une communauté (Learning to Be). C'est la revanche de Socrate sur Platon, comme le soulignent Charles Jennings et David James Clark dans leur article: le rôle de l'enseignant n'est plus d'apprendre à son élève à maîtriser un savoir particulier, mais de l'aider à développer le sens critique et les capacités d'analyse qui lui permettront d'apprendre de nouveaux savoirs et de l'appliquer dans un monde en changement perpétuel »⁵¹. Cette pensée résume presque parfaitement le but que l'on voudrait atteindre dans une organisation apprenante en milieu rural dans notre zone de recherches. En arrivant au stade d'une organisation enseignante, la durabilité de l'action de développement ne serait plus un but à atteindre mais une évidence, voire une certitude. La « barulisation » du projet serait alors réelle et la responsabilité reposerait sur les épaules des acteurs locaux.

⁵¹ Source: <http://www.entreprisescollaborative.com/index.php/en/component/content/article/51-contributions/144-de-l-entreprise-apprenante-a-l-entreprise-enseignante>

Bibliographie

Argyris, M. & Schön, D. (1974): *Theory in Practice. Increasing professional effectiveness.* San Francisco.

Augsburger, D. W. (1992): *Conflict mediation across cultures. Pathways and Patterns.* Louisville.

Bearth, T. (2007): *Afrikas Sprachen: Hindernis oder Ressource?* In: Thomas Bearth, Barbara Becker, Rolf Kappel, Gesine Krüger und Roger Pfister (Hrsg.), *Afrika im Wandel: 181-195.* Zürich.

Bearth, T. (dir.), (2007a): *Dynamiques du genre : le cas toura. Stratégies de survie en temps de crise.* Abidjan.

Bearth, T. (2008): *Language as a key to understanding development from a local perspective. A case study from Ivory Coast.* In : Henry Tourneux (dir.), *Langues, cultures et développement : 35-106.* Paris.

Bearth, T. & Fan, D. (2006): *The local language – a neglected resource for sustainable development.* In: Ernest W.B. Hess-Lüttich (ed.), *Eco-Semiotics. Umwelt- und Entwicklungskommunikation: 273-293.* Tübingen/Basel.

Bearth, T. & Baya, J. (2010) : *Guerre civile et résilience écologique: le cas du Parc National du Mont Sangbé à l'ouest de la Côte d'Ivoire.* Cahiers d'études et de recherches francophones / Cahiers Agricultures vol. 19/3, 220-226.

Bearth, T., Beck, R. M. & Döbel, R. (2014, in press): *Communicative Sustainability. Negotiating the future from the periphery.* Berlin and Zürich.

Bearth, T. & Fan, D. (2002) : *La langue locale – facteur méconnu du développement.* Bioterre. *Revue Internationale des Sciences de la Vie et de la Terre. No spécial.* (Actes du colloque international sur la Recherche en partenariat pour un développement durable en Afrique de l'Ouest, Centre Suisse de Recherches Scientifiques, 27-29 août 2001). 344-357. Abidjan.

Bell, S. & Morse, S. (1999): *Sustainability Indicators, Measuring the Immeasurable.* London.

Bouvier, A. (2001) : *L'Etablissement scolaire apprenant: l'établissement scolaire et son management dans la perspective de la conduite du changement.* Paris.

Brown, S. J. and Duguid, P. (2001): *Knowledge and Organization.* ORGANIZATION SCIENCE/Vol. 12, No. 2, March–April 2001. 198-213. California.
www.entreprisecollaborative.com/index.php/en

Chambers, R. (1983): *Rural Development. Putting the Last First.* London.

DiBella, A. J. & Nevis, E. C. (1998): *How Organizations learn: An Integrated Strategy for Building Learning Capability.* Jossey Bass Business and Management Series. San Francisco.

Döbel, R. (2005): *Rapport de voyage d'études au Baruli dans le cadre du projet LAGSUS,* Université de Münster.

Döbel, R. (2006): *Good Leadership and Sustainability.* Paper submitted to *Sociologia Ruralis.* (Ms. 44p.). Münster.

- Doyle, S. (2006): *Crisis & Decline in Bunyoro: Population & Environment in Western Uganda 1860-1955*. London.
- Elwert, G. (1983): *Bauern und Staat in Westafrika - Die Verflechtung sozioökonomischer Sektoren am Beispiel Benin*. Campus Frankfurt a. M.
- Fan, D. (2007): *Nachhaltige Entwicklung im sprachlich vertrauten und sprachlich nicht vertrauten Umfeld: Erfahrungen eines Landwirtschaftsexperten*. In: Thomas Bearth, Barbara Becker, Rolf Kappel, Gesine Krüger und Roger Pfister (Hrsg.), *Afrika im Wandel*. 197-207. Zürich.
- Fremerey, M. (1992): *Zielgruppenbeteiligung unter der Perspektive der soziokulturellen Dimension*. In BMZ (Bundesministerium für die Zusammenarbeit, ed.), *Soziokulturelle Fragen der Entwicklungspolitik*. (Entwicklungspolitik Materialien Nr.83) BMZ, Bonn.
- Fremerey, M. (2005): *Local communities as learning organisations: the case of the village of Toro, Sulawesi*. In Andreas Neef (ed.) : *Participatory approaches for sustainable land use in Southeast Asia*. 253-275. Bangkok.
- Gauthier, B. (1984): *Lexique. Recherche sociale*. Université du Quebec.
<http://ife.ens-lyon.fr/publications/edition-electronique/recherche-et-formation/RR003-09.pdf>
- Heine, B. & Nurse, D. (eds., 2000): *African Languages. An introduction*. Cambridge/New York.
- Jodha, N. S. (1991): *Common property resources and dynamics of rural poverty in India's dry regions*. Katmandu.
<http://www.fao.org/docrep/v3960e/v3960e05.htm>.
- Judy, A. & Gossen, D. C. (1998): *Un nouveau leadership pour une école qualité*. Montréal.
- Kievelitz, U. (1988): *Kultur, Entwicklung und die Rolle der Ethnologie: Zur Konzeption der Entwicklungsethnologie*. BMZ, Bonn.
- Lamnek, S. (1995 b): *Qualitative Sozialforschung: Methoden und Techniken*, Band 2, 3. [korrigierte Auflage.] Weinheim.
- Lamnek, S. (2005): *Gruppendiskussion, Theorie und Praxis*; 2. Auflage. Weinheim / Basel.
- Lemyre, D. & Despatis, F. (2006): *L'organisation apprenante démystifiée; ensemble partageons notre savoir*“ ACSQ, 31 Mars 2006.
- Lewin, K. (1951): *Field theory in social science (selected theoretical papers)*. New York.
Deutsch: *Feldtheorie in den Sozialwissenschaften*. 1963. Bern.
- Mangold, W. (1973): *Gruppendiskussionen*. In: R. König (Hrsg.): *Handbuch der empirischen Sozialforschung*. 228-259. Stuttgart.
- Mumvwela, C. M. (2004): *Le développement au Kwangu-Kilu (R.D. Congo)*, Série Economie sociale, vol. 18. Berne.

- Munang, R & Nkem, J. N. (2011): Using Small-Scale Adaptation Actions to Address the Food Crisis in the Horn of Africa: Going beyond Food Aid and Cash Transfers. *Sustainability* 2011, 3: 1510–1516.
www.md pi.com/journal/sustainability.
- Mwogezi, I. (2004): The History of Buruuli-Bunyala. An account of the seven lost counties Britain donated to Buganda in 1900. Kampala.
- Nakasongola District Local Government: Three Year Draft Integrated Development Plan 2004/5-2006/7. Nakasongola.
- Pawar, M. (2005): Committees and Boards in Healthcare Organizations: Barriers to Organizational Learning? Reflections, *The Society for Organizational Learning Journal, SOL*, vol 6, No 4/5. 12-22. Cambridge.
- Pollock, F. (1955): Gruppenexperiment. Ein Studienbericht. Frankfurt a. M.
- Rapoport, R. N. (1973): « Les trois dilemmes de la recherche-action. » *Connexions* no 7.
<http://ife.ens-lyon.fr/publications/edition-electronique/recherche-et-formation/RR003-09.pdf>
- Rogers, C. R. (1942): Die nicht direktive Beratung. *Counselling and Psychotherapy*, Boston Aus dem Amerikanischen von Erika Nosbüsch. 2010.Frankfurt a. Main.
- Rogers, E.M. (1983): *Diffusion of Innovations*. New York.
- Rune, H. E. (2006): Les frontières de la question foncière. University of Bergen and Chr. Michelsen Institute. Colloque International. Montpellier.
- Sachs, J. (2005): *The End of the poverty; how we can make it happen in our lifetime*. London.
- Schein, E. H. (1999): *Process Consultation Revisited: Building the Helping Relationship*. Deutsch: Prozessberatung für die Organisation der Zukunft. Der Aufbau einer helfenden Beziehung . 2000. Gladbach.
- Schulz von Thun, F. (1981): *Miteinander reden 1, Störungen und Klärungen*. Allgemeine Psychologie der Kommunikation. Leipzig.
- Senge, P. et Gauthier, A. (1991): *La cinquième discipline, l'art et la manière des organisations qui apprennent*. Paris.
- Senge, M. P. (2001): *Die fünfte Disziplin: Theorie und Kunst der lernenden Organisation*. Stuttgart.
- Shepherd, A. (1998): *Sustainable Rural Development*. New York.
- Stangl, W. (1997): *Zur Wissenschaftsmethodik in der Erziehungswissenschaft*. "Werner Stangls Arbeitsblätter". Stuttgart.
- Stäuble, T. N. & Sottas, B. (2000) : *La sécurité alimentaire en questions; Dilemmes, constats et controverses*. Paris.

Strümpfel, J. & Matthes, I. (2010): Risikomanagement in der Landwirtschaft - Erster Arbeitsbericht. Projekt-Nr.: 96.05 (Agrarpolitik) der TLL 2010.
<http://www.landwirtschaft.sachsen.de/landwirtschaft/10055.htm>

Tantala, R. (1989): The early history of Kitara in western Uganda: process models of political and religious change. PhD dissertation (University of Wisconsin, 1989) cit. ds S. Doyle, 2006, p: 12. London.

Tourneux, H. (dir) (2008) : Langues, cultures et développement en Afrique. Paris.

Uganda Human Right Commission (2003): Towards the Implementation of the Right to Adequate Food in Uganda (Report of the National Seminar on the Implementation of the Right to Adequate Food in Uganda), Kampala.

Watzlawick, P., Jackson, D. D. & Beavin, J. (1967): Pragmatics of human communication: A study of interactional patterns, pathologies and paradoxes. Norton, New York.

Wolke, T. (2008) : Risikomanagement. München.

[www.lagsus.de/Description du projet.](http://www.lagsus.de/Description%20du%20projet)

[www.Lcmt.org/uganda/nakasongola/ kalungi](http://www.Lcmt.org/uganda/nakasongola/kalungi)

www.paedpsych.jk.uni-linz.ac.at/internet/Arbeitsblaetter.html